

Le Monde

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE - N° 13694 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 5-LUNDI 6 FÉVRIER 1989

Crosse en l'air !

M. Gorbatchev à Pékin en mai

M. Gorbatchev se rendra à Pékin à la mi-mai pour le premier « sommet » sino-soviétique depuis trente ans. La date a été confirmée samedi 4 février par M. Deng Xiaoping à M. Chevardnadze. Recevant à Shanghai le chef de la diplomatie soviétique, le vieux maître de la Chine a rappelé les beaux jours de l'amitié entre les deux grands du communisme dans les années cinquante. Poursuivant sa politique de « réformes » et d'« ouverture » — en fait de remise en cause de la politique maoïste, M. Deng, âgé de quatre-vingt-quatre ans, entend laisser sa griffe sur cette normalisation.

Longuement préparé, précédé de la visite à Moscou en janvier du ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen, le séjour à Pékin de M. Chevardnadze s'est déroulé dans l'atmosphère la meilleure possible. Cette première visite depuis plus d'un quart de siècle d'un ministre soviétique des affaires étrangères confirme la normalisation des relations entre deux voisins qui, en 1969, étaient au bord de la guerre. Sa mission accomplie, M. Chevardnadze se rend à Islamabad pour une délicate négociation sur l'Afghanistan.

La visite de M. Dumas à Téhéran

La France veut participer à la reconstruction de l'Iran

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, se rend en Iran les 5 et 6 février. Ce voyage officiel est une « première ». Aucun membre d'un gouvernement français n'avait, avant lui, été accueilli à Téhéran depuis l'avènement de la République islamique, qui fête en ce moment son dixième anniversaire. M. Dumas manifestera l'intérêt de la France pour la reconstruction de l'économie iranienne. (Lire page 4 l'article de Jean-Pierre Langellier.)



Le renversement de la dictature Stroessner

Au Paraguay, d'un général à l'autre

Au Paraguay, trente-cinq ans de règne absolu s'achèvent. Les premiers moments d'euphorie passés, reste une interrogation : la démocratie « tangible » promise par le général Andres Rodriguez, est-elle possible ? Pour l'instant, un gouvernement provisoire « présentable » a été formé.

ASUNCION
de notre envoyé spécial

Le général Stroessner, donc, est tombé ! Ce cri vengeur dans la rue, ces insultes contre sa personne, n'étaient rien qu'un petit

air d'allégresse, vendredi matin 3 février, qui s'est envolé dans la soirée. Après trente-cinq ans de despotisme indolent et une nuit de combats au canon et au mortier, c'est ce qui frappe le plus à Asuncion : la tranquillité des gens ; la mesure, dans le triomphe, de l'opposition ; et la composition de la presse, qui a commencé par titiller que « la cavalerie s'est soulevée », pour annoncer en édition spéciale que le nouveau président, le général Rodriguez, avait pris ses fonctions. Quant au tyran, que Dieu le garde et fasse « respecter ses droits de l'homme » ailleurs qu'ici !

Vendredi matin, des gens ont crié, nous dit-on : « Vive la liberté ! » M. Aldo Zucillo,

directeur d'un journal interdit par le régime, raconte que des centaines de jeunes sont venus pousser ce cri sous ses fenêtres ; il affirme aussi qu'un peu partout on a fait le V de la victoire. Célébration modeste et vite terminée. Asuncion a fini par s'endormir comme tous les autres soirs, à l'exception de ce jeudi 2 février où les blindés du général Rodriguez se sont proménés devant des passants distraits avant de commencer à tirer.

Il faut regarder les façades criblées par les balles ou détruites par les obus pour se convaincre qu'il y a eu vraiment bataille, et que le dictateur s'est battu avant de se rendre. Près du quartier général de la police — l'un des objectifs des insurgés, — les pro-

jectiles ont écorché des toits d'immeubles et pulvérisés des vitres. La caserne qui abritait la garde présidentielle, à deux pas de la résidence du chef de l'Etat, a beaucoup souffert.

C'est là que le général Stroessner s'était réfugié après avoir fui le domicile de sa maîtresse, où un commando avait essayé de l'enlever. Il était en compagnie de son fils Gustavo, âgé de quarante-six ans, et promu récemment colonel. Les soldats d'élite chargés de sa protection ont résisté tant qu'ils ont pu, comme en témoignent des arbres calcinés, des grilles tordues, des murs défoncés.

CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 5.)

Les polémiques autour de Pechiney et de la Société générale

Mauvaises affaires pour la démocratie

La dernière livraison du baromètre de la SOFRES (publié par le Figaro Magazine) du 4 février traduit une légère baisse de la cote de confiance dont bénéficient le président de la République (58 %, - 2 points) et le premier ministre (55 %, - 1 point), confirmant ainsi que l'opinion ne leur tient pas rigueur du développement des « affaires » Pechiney et Société générale.

par Olivier Duhamel

Les « affaires » occupent les médias, la justice, les hommes politiques et, au moins par brèves allusions, nombre de conversations. Et le feuilleton devrait continuer : celui de Pechiney, puisque le ou les initiateurs sont toujours recherchés, celui de la Société générale, puisque la COB ouvre enfin une enquête. Comme tous les feuilletons politico-médiatiques, personne ne sait quand ni comment il se terminera. Mais le feuilleton est suffi-

samment avancé pour tenter d'en déchiffrer les effets. Ou plutôt, pour commencer, les non-effets.

Quoi de plus surprenant que l'absence de conséquence électorale des « affaires ». On s'attendait qu'elles nuisent aux socialistes, entretiennent l'abstentionnisme, profitent aux partis extrêmes, léniniste et communiste. L'élection de Bernard Tapie à Marseille dément tous ces pronostics : le candidat soutenu par les socialistes l'emporte contre le sortant URC, le PC ne progresse pas, le Front national chute, et, alors que ces deux partis reculent, le Front national participe au second tour. De surcroît, c'est un homme d'affaires qui l'emporte en pleine tourmente affairiste.

Deuxième surprise, François Mitterrand n'est pas touché, du moins pas dans l'opinion publique. Certes, des responsables de l'opposition croient enfin venu le moment de sa « giscardisation », moment de sa « giscardisation », pourfendent à nouveau la monar-

chie. En d'autres temps, cela suffirait à enclencher la spirale qui conduit à la démission. Mais Grévy n'était pas élu du peuple, et les sondages n'existaient pas sous la III^e République.

Aujourd'hui, 62 % des Français récusent le délit d'amitié : « Si un ami personnel du président de la République s'était enrichi illégalement dans l'affaire Pechiney, cela ne mettrait pas en cause François Mitterrand, on n'est pas responsable des délits commis par ses amis » ; 28 % seulement estiment que « cela mettrait en cause François Mitterrand, il doit être très attentif au choix de ses amis », et cette réponse ne l'emporte que chez les sympathisants du RPR et du Front national (enquête Figaro-SOFRES réalisée du 27 au 31 janvier). Etonnant résultat, où les verront la persistance d'une indéfectible persistance et les autres l'attachement aux principes élémentaires de l'Etat de droit.

Ainsi les « affaires » ne produisent-elles aucun des effets politiques escomptés.

(Lire la suite page 7.)

PC-PS : accord dans la désunion

Le PCF et le PS présenteront des listes communes dans 80 % des villes de plus de vingt mille habitants, mais il y aura des « primaires » dans plusieurs municipalités-phares de l'union de la gauche.

PAGE 6

Pont aérien pour Kaboul

L'ONU va ravitailler la capitale afghane.

PAGE 3

Sécheresse et pollution

M. Lalonde met en place une « cellule de surveillance ».

PAGE 8

La mort de John Cassavetes

Le grand indépendant du cinéma américain.

PAGE 10

Télévision et violence

Cinq chaînes élaborent un « code de bonne conduite ».

PAGE 7

RÉGIONS

Le contrat de plan de l'Alsace

PAGE 12

« Grand Jury

RTL-le Monde »

M. Charles Pasqua invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16

LE MONDE diplomatique

Février 1989

AFFAIRISMES

Par Claude Julien

Ces airs offensés... Ces protestations indignées... Comment ? La politique et l'argent ? Pouch ! Ces nez pincés... Au milieu de scandales récurrents, quelle attitude doit adopter le citoyen ? Claude Julien rappelle que la démocratie est une « création continue » et qu'elle requiert l'attention soutenue, la volonté constante de citoyens informés, conscients, responsables.

Que peuvent-ils faire devant les « affaires » qui éclatent à Paris, à Tokyo, à New-York ? Ils peuvent tout.

Également au sommaire :

- NICARAGUA : Le sandinisme dans ses derniers retranchements ? Par Stéphane Billaerts.
- ISRAËL : Les rêves brisés de Dimona, ville de « pionniers », par Florence Beaugé.
- TECHNOLOGIE : Le miracle n'a pas eu lieu, par Jean-Loup Motchane.
- CINÉMA SOVIÉTIQUE : Quand tombent les derniers tabous, par Marcel Martin.
- LITTÉRATURE : « La Peur d'Onathabou », une nouvelle inédite, de Satyajit Ray.

En vente chez votre marchand de journaux

M 0146 - 0206 0 - 6.00 F



379014606000 02060

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 6 dir. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 175 pes. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL. ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 13 kr. ; Pays-Bas, 2,50 f. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 1,50 S. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (autres), 2 \$.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

2 Le Monde • Dimanche 5-Lundi 6 février 1989 •

Dates

Il y a dix ans

Khomeiny rentre à Téhéran

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Tél. MONDIPAR 650 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Woots.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sals.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57 437
ISSN : 0395-2637
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-71.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	BELGIUM	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER :

Par voie aérienne
tarif sur demande.

RENVOYER CE BULLETIN

accompagné
de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

PORTAGE :

Pour tous renseignements :

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse effectués en

préavis ou non, abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 9 mois 1 an

☐ ☐ ☐ ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

pour les noms propres en capitales

d'imprimerie.

COMBIEN sont-ils, ce 1^{er} février 1979, à acclamer l'ayatollah Khomeiny de retour en Iran après un exil forcé de près de quinze ans ? Le chiffre de trois millions de personnes avancé par certains ne paraît guère exagéré. Sur les quelque 30 kilomètres qui séparent l'aéroport de Mehrabad, où l'avion venant de Paris a atterri à 9 heures du matin, du cimetière de Beheshte Zahra, où l'ayatollah doit prononcer son premier discours en terre iranienne, une foule dense a envahi la chaussée, emportant tout sur son passage. L'important service d'ordre mis en place par les religieux est rapidement submergé. Le « guide de la révolution » — que ses proches qualifient désormais d'imam — gagnera finalement Beheshte Zahra en hélicoptère.

Impassable, comme à son habitude, assis sur une chaise de bois blanc placée sur une estrade de fortune qu'on a dressée au milieu du « cimetière des martyrs », l'imam savoure son triomphe avec une discrétion que certains interpréteront à tort comme étant de l'indifférence. Il a toutes les raisons d'être comblé : il vient d'être plébiscité, et est plus que jamais déterminé à imposer à l'Iran la République islamique qui lui tient tellement à cœur. Cette même foule qui vient de lui réserver un accueil triomphal était déjà descendue dans la rue voilà à peine quinze jours pour clamer son allégresse à l'annonce du départ du chah, aux cris de « La dynastie des Pahlavi est morte ». « Le chah ne reviendra plus ». L'imam, quant à lui, est accueilli comme un envoyé de l'au-delà, aux cris de « L'âme de Hussein revient ». « Les portes du paradis se sont ouvertes ». « C'est maintenant l'heure du martyre ». Quelques jours avant le départ du chah, un phénomène d'autosuggestion collective avait fait voir à des centaines de milliers d'Iraniens montés sur les toits de Téhéran les traits de Khomeiny se dessiner sur la face de la Lune... Interrogé au sujet de ce miracle, l'ayatollah Taleghani, en homme sage, avait répondu : « Je ne sais pas. Continuez à regarder et vos désirs seront exaucés ».

L'imam n'aime pas le mot « démocratie »

Certes, les désirs des Iraniens sont désormais exaucés. Mais si tout le monde ou presque semblait souhaiter le retour de Khomeiny, il n'y a point d'unanimité sur la forme et la nature du régime qui doit se substituer à la monarchie des Pahlavi. Depuis son arrivée à Neauphle-le-Château en octobre 1978, Khomeiny n'a cessé de répéter qu'il souhaite l'installation à Téhéran d'une République islamique « conforme aux lois de l'Islam ». Pour lui, nul besoin d'un référendum populaire pour entériner ce qui constitue l'évidence même. « Le peuple a déjà voté », aime-t-il répéter aux différents représentants de l'opposition qui défilent à Neauphle-le-Château, se référant aux manifestations qui se déroulent depuis plus d'un an en Iran contre le régime du chah.

En novembre, M. Karim Sandjabi, le chef du Front national (mossadéghiste) traditionnellement attaché à l'idée d'une monarchie constitutionnelle, s'est, à l'issue d'une rencontre avec l'imam, aligné ouvertement sur les positions dures de celui-ci en préconisant « l'abolition du régime monarchique illégal ». En octobre, M. Mehdi Bazargan, le leader du Mouvement de libération de l'Iran (MLI), l'aile pro-islamique du Front national, s'était montré plus réticent, affirmant qu'un changement « était possible et souhaitable dans le cadre constitutionnel ». Modéré par tempérament, velléitaire diront certains, M. Bazargan est connu pour être partisan d'un changement du

régime « par étapes » afin d'éviter tout soubresaut et d'épargner au pays les aléas d'un changement révolutionnaire. Il ne condamne pas toutefois ouvertement la stratégie révolutionnaire prônée par l'imam, ce qui équivaut à un acquiescement tacite des projets islamiques de ce dernier.

C'est donc au nom de l'ensemble de l'opposition que l'imam s'exprime sans



hésitation et sur un ton ferme qui ne souffre aucune contradiction, du haut de son estrade de Beheshte Zahra. « C'est moi, dit-il, qui vais désormais nommer un gouvernement, car la dynastie régnante est illégale, et ce gouvernement qui se dit légal est illégal. Je frapperai à la figure du gouvernement actuel et j'installerai en justice devant les tribunaux que je formerai. Je ne permettrai jamais que le chah revienne ». Le ton contraste avec celui utilisé avec ambigüité à Neauphle-le-Château et qui laissait parfois entendre que la révolution islamique pourrait revêtir un aspect démocratique. L'imam s'empresse d'ailleurs au début de mai de préciser à Qom qu'il n'aime pas le mot de « démocratie », qui, pour lui, a une connotation « occidentale ».

D'ores et déjà le gouvernement de M. Bakhtiar, de plus en plus isolé dans son somptueux bureau du palais de la présidence du conseil, est condamné. Le conseil de régence, créé deux jours avant le départ du chah, s'est dissout et le conseil des ministres n'est plus qu'un cabinet de fantômes. Tout s'écroule autour de lui, mais M. Bakhtiar s'accroche au pouvoir avec l'énergie du désespoir. Il a tout fait, fin janvier, pour ajourner l'arrivée de l'imam afin de consolider les assises de son régime. Il a même négocié avec M. Mehdi Bazargan ainsi qu'avec d'autres dirigeants religieux conservateurs de Téhéran, une formule de compromis qui lui permettrait de demeurer au pouvoir « même avec Khomeiny à Téhéran ». Pour cela, il était disposé à aller à Canossa (Neauphle-le-Château) pour faire acte d'allégeance à l'imam. Ce dernier, conseillé par Bani-Sadr et Ghotbzadeh avait tué dans l'œuf ces tractations en proclamant qu'aucun accord n'était possible avec « Bakhtiar l'usurpateur ».

L'imam est décidé à battre le fer tant qu'il est encore chaud : le 5 février, il annonce la constitution d'un « gouvernement provisoire » sous la présidence de M. Bazargan, avec pour mission de mettre en place une République islamique. Bien que l'état se resserre autour de lui, M. Bakhtiar, avec un entêtement qui frise l'inconscience, réagit comme s'il détenait vraiment le pouvoir. Il dit ne pas craindre

la « populace », condamne les méthodes « plébiscitaires » de Khomeiny, qu'il qualifie d'« homme jaloux et ignare », et affirme, sans rire, qu'il fera arrêter les ministres de M. Bazargan si ces derniers tentent de s'installer dans leurs bureaux. En fait, le pouvoir se trouve déjà effectivement entre les mains des religieux, qui contrôlent la rue et neutralisent méthodiquement les différents leviers de l'appareil de l'Etat, lequel ressemble de plus en plus

à un bateau en perdition. Paradoxalement, les ultras de l'armée, sur laquelle compte précisément M. Bakhtiar pour se maintenir au pouvoir, déclencheront le processus qui précipitera la chute du régime.

Les « Trois Glorieuses »

Souhaitant châtier les *homafars* (soldats de l'armée de l'air) qui avaient défilé dans les rues de la capitale avant de se rendre à l'école Alavi pour faire acte d'allégeance à l'imam, les *djavidan* (Immortels), les unités d'élite de la garde impériale — le dernier carré des fidèles du chah, — avaient organisé, le 9 février en début de soirée, une expédition punitive contre le caserne de Douchane Tappeh, de l'armée de l'air. Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. En réalité, l'armée, affaiblie par les épurations successives, démolies par le départ du chah, et minée par la stratégie de la fraternisation mise au point par les religieux, n'est qu'un tigre en papier. Elle s'effondrera comme un château de cartes, au cours de ce qu'il a été convenu d'appeler les « Trois Glorieuses » de la révolution iranienne qui, les 10, 11 et 12 février, marqueront la fin de la dynastie Pahlavi. C'est ainsi que, en quelques heures folles et sanglantes — il y eut plus de six cents tués et quelque trois mille blessés au cours des affrontements, — le problème de la transition a été réglé par les armes avec une rapidité que nul n'avait prévue. Dans le courant de l'après-midi du 12 février, M. Bazargan s'installe dans le palais de la présidence du conseil évacué précipitamment deux jours auparavant par M. Bakhtiar et son cabinet fantomatique.

Rien ne s'oppose désormais — théoriquement du moins — à la mise en place des institutions de la République islamique. Mais la coalition hétéroclite qui a fait la révolution porte, elle, les germes de profondes contradictions qui se manifesteront au fil des ans dans une lutte interminable pour le pouvoir. La composition même du gouvernement de M. Bazargan constitue une anomalie. Présenté comme un cabinet de coalition dont l'objectif est de créer les fondements d'une République islamique,

il ne comprend, dans un pays en proie à la fièvre révolutionnaire, que des personnalités pour la plupart proches du MLI et du Front national, pour lesquelles la vertu essentielle est la modération. Les radicaux de gauche — fedayin et moudjahidines, — qui ont pourtant joué un rôle décisif au cours des « Trois Glorieuses », sont absents, ainsi que, ce qui est encore plus étrange, les représentants des religieux, qui constituent le fer de lance de la révolution islamique.

Mais les religieux demeurent tout-puissants dans le pays et forment pour ainsi dire un « gouvernement parallèle » englobant les comités révolutionnaires, les tribunaux islamiques et les gardiens de la révolution. Son autorité battue en brèche, M. Bazargan menace de démissionner vers la fin de février. L'imam Khomeiny se retire à Qom le 1^{er} mars pour lui laisser le champ libre. Mais la dualité du pouvoir ne prend pas fin pour autant. L'Iran a de nouveau deux gouvernements, dont le plus puissant est sans conteste celui qui siège officiellement à Qom sous la présidence de l'imam. Vers la mi-mars, M. Bazargan croit remporter une première mais fragile victoire contre les activistes islamistes en obtenant de l'imam la suspension de tous les procès et exécutions sommaires commencées avec la mise à mort, le 16 février, du général Nassiri, l'ancien chef de la SAVAK. Les procès reprennent cependant avec la même procédure expéditive après la proclamation de la République islamique le 2 avril, à l'issue d'un référendum-plébiscite qui a été boycotté par les forces de gauche.

Les divergences s'accroissent au sein de l'équipe dirigeante. Le 14 avril, l'ayatollah Taleghani, connu pour ses vues progressistes, se retire de la vie publique pour protester contre les abus commis par les comités islamiques. Sandjabi quitte le gouvernement pour marquer son désaccord. Fin octobre, M. Bazargan avoue que son gouvernement « ressemble à un couteau sans lame ». Il est critiqué sans répit ni ménagement pour son « incompetence » et son « réformisme », accusé de chercher à restaurer les structures de l'ancien régime et de ne pas appliquer les décisions du Conseil de la révolution. On le soupçonne d'être favorable à un rapprochement avec les Etats-Unis. Sa rencontre, le 1^{er} novembre, à Alger, avec Zbigniew Brzezinski (le conseiller de Jimmy Carter), considéré à Téhéran comme « le plus farouche des défenseurs de l'ancien souverain », sera la goutte d'eau qui fera déborder le vase. L'occupation, le 4 novembre, de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran par un groupe d'étudiants islamiques, semble avant tout dirigée contre M. Bazargan, qui, pris violemment à partie par les étudiants de la ligne de Khomeiny, présente deux jours plus tard sa démission à l'imam, lequel charge le Conseil de la révolution de prendre en main les affaires de l'Etat.

Le départ de M. Bazargan n'a rien réglé, et les contradictions de son gouvernement se retrouvent au sein du Conseil de la révolution présidé par M. Bani Sadr, dont l'autorité en tant que chef de l'Etat sera constamment battue en brèche par le tout-puissant parti républicain islamique de l'ayatollah Beheshti. Avec le départ de M. Bani Sadr et des Moudjahidines de M. Massoud Radjavi, mis hors la loi en juin 1981, et enfin des communistes du Toudeh, dont les rangs ont été décimés en février 1979, la révolution, qui, en février 1979, avait soulevé tant d'espoirs, est désormais confisquée entièrement par les religieux. La lutte pour le pouvoir se déroulera désormais au sein du sérail islamique.

JEAN GUEYRAS.

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

CHARLES PASQUA

dimanche 18h15

animé par Jean-Pierre DEFRAIN

avec André PASSERON
et Edwy PLENNEL (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Paul JOLY (RTL)

en direct sur
RTL

Le retrait de l'armée rouge d'Afghanistan

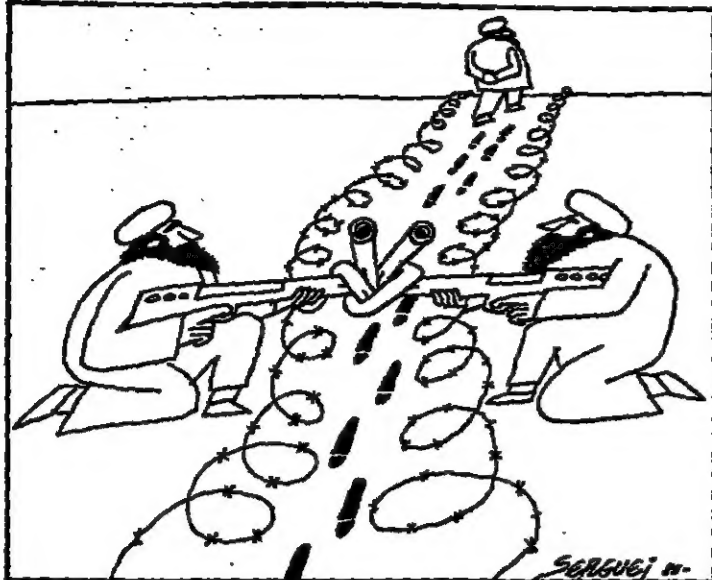
L'ONU va organiser un pont aérien pour ravitailler Kaboul

Le bureau de l'ONU chargé de la coordination des secours à destination de l'Afghanistan communique, d'ici à quelques jours, à envoyer par voie aérienne des vivres et des médicaments à Kaboul, ont annoncé, vendredi 3 février, des responsables des Nations unies à Genève et à New-York tandis que se poursuivait le retrait des troupes de l'armée rouge. Cette mesure fait partie de l'opération Salang, a souligné M^{me} Nadia Younes, porte-parole de l'ONU

à Genève. Il s'agit d'aider l'Afghanistan à assurer sa reconstruction. Un accord de principe a été conclu avec les groupes de résistants afghans pour que ces derniers ne fassent pas feu sur les appareils décollant des secours à la capitale afghane. En contrepartie, les Nations unies ont promis d'acheminer davantage de ces secours dans les régions contrôlées par la résistance. Entre-temps, une longue colonne de chars et de canons militaires soviétiques a quitté

Kaboul et emprunté la route de Salang à destination de la frontière avec l'URSS. Selon des sources soviétiques et afghanes, il ne resterait plus que 1 500 soldats de l'armée rouge en Afghanistan après le passage de ce convoi. Près de 25 000 soldats soviétiques - 24 443 exactement - ont été d'un autre côté, déjà rapatriés par avions à l'indépendance du quotidien de l'armée soviétique Krasnoe Zvezda. Ce quotidien indique que la situation à

Kandahar, principale ville du Sud, évacuée par les troupes soviétiques en août dernier, est « alarmante ». Selon le journal, la résistance bombarde l'aéroport et les avions qui apportent des munitions aux assiégés doivent éviter les missiles lancés par les rebelles. Enfin, une commission d'enquête de l'ONU a accusé vendredi l'Union soviétique d'avoir semé de nouvelles mines lors du début de son retrait d'Afghanistan l'été dernier. - (AFP, AP.)



KABOUL de notre envoyé spécial

Isamat Muslim est le chef d'une armée de plusieurs milliers d'hommes (entre 6 000 et 10 000, selon les estimations), puissamment équipés : blindés, artillerie, missiles. Les Achekzays sont une tribu dont les racines s'étendent de la région de Karachi (Pakistan) jusqu'en Union soviétique, en longeant l'Iran. Isamat Muslim est le chef de la famille des Ziei et le guide de 50 000 Achekzays. A Kaboul, il est connu comme le loup blanc. Personne ne peut se vanter de l'avoir jamais offensé, car il est trop puissant.

Isamat Muslim, seigneur de la guerre armé par les Soviétiques

Ces temps-ci, il habite l'une des maisons qu'il possède dans la capitale. Devant le portail aveugle de sa résidence, les gardes disposent d'une grande guérite. A l'intérieur, d'autres se chauffent auprès d'un radiateur électrique. Un transistor diffuse de la musique sirupeuse. Quatre fusils d'assaut Kalachnikov sont suspendus à une patère, un berger allemand veille. Isamat Muslim a beaucoup d'amis, mais il est méfiant ; à Kaboul, il est protégé par trois cents « gardes du corps », mobilisables dans l'heure, armés jusqu'aux dents.

Dans la maison au sol recouvert de tapis Boukhara rouges, tout le monde se lève quand Isamat Muslim

arrive. Accablé, whisky, nous parlons d'abord du temps et des blessures du maître de céans, qui sont nombreuses. Il fut autrefois un seigneur de la guerre anti-communiste. Il revendiqua, au sein de la résistance afghane, une place digne de son rang et de sa puissance, mais ne l'obtint pas. Alors, Isamat Muslim, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, décida de soutenir l'autre côté, le gouvernement pro-communiste parisan de l'intervention soviétique.

Grâce au gouvernement du président Najibullah, grâce aussi aux « Chouarvis » (les Russes), il s'est construit une redoutable armée privée. Si Kandahar, la deuxième ville du pays, n'est pas encore tombée, c'est grâce, on a cause, de lui.

« tomber » vite fait la garnison de Kandahar. Et le gouvernement de Kaboul ? Il ne connaît qu'un camp, le sien : il se bat « pour l'Afghanistan ». Aujourd'hui, il défend Najibullah, cet homme « propre et droit », mais il n'a rien à voir avec le gouvernement. Il est « au milieu ». Il y a, deux ans, les forces gouvernementales se sont battues au canon, en plein Kaboul, contre l'armée d'Isamat Muslim.

Il hait Gulbuddin Hekmatyar, le chef du Hezb-I-Islami (tendance Gulbuddin), le groupe fondamentaliste le plus intriguant de la résistance. Tant pis pour l'image : quand il parle de Gulbuddin, il y a dans les yeux d'Isamat Muslim la férocité joyeuse des cavaliers de Kesseli. Il a appris, dit-il, à l'école, à connaître Gulbuddin, « cet espion international, ce faux musulman, ce Khoménys ». Régulièrement, leurs troupes s'entre-tuent, là-bas, du côté de Kandahar.

Mais Isamat Muslim aime et respecte Abdul Karg, commandant prestigieux du Hezb-I-Islami (tendance Kharles). Il y a deux mois, ils se sont rencontrés et se sont mis d'accord pour ne pas s'attaquer l'un l'autre. Abdul Karg, dit Isamat Muslim, ne posera pas de bombes dans le bazar, dans la ville. Il est comme lui, il « respecte la vie humaine ».

Plus tard, devant ce superbe portrait de lui-même en uniforme de général, apporté par quelques serviteurs, il parle du roi (« Nous sommes de la même famille »), puis de l'avenir : « J'essaierai de séparer les deux camps, comme je l'ai toujours fait ». Isamat Muslim, un homme d'honneur ? Un Afghane, voilà tout.

LAURENT ZECCHINI.

Les soldats sur le départ : petites affaires et nervosité

KABOUL de notre envoyé spécial

La route qui mène à la frontière soviétique, par le tunnel de Salang, part d'un embranchement sur la voie circulaire qui borde les faubourgs de la capitale. « Salang » : 120 kilomètres, précise un panneau. Depuis deux jours, les journalistes encore présents à Kaboul se rendent à cet endroit pour assister au départ des convois soviétiques. Vendredi 3 février, Kaboul est recouverte par un manteau de neige de près de 20 centimètres d'épaisseur. Dans la nuit plusieurs centaines de véhicules, camions et blindés, se sont succédés, sans interruption. Avec deux confrères, Jean-François Laven, de l'Express, et Patrick Robert, de l'agence photo Sygma, nous nous trouvons à cet endroit.

De part et d'autre de la clôture métallique qui entoure un camp soviétique, un attroupement s'est formé. Une quinzaine de soldats soviétiques, à l'intérieur, parlent avec une vingtaine de jeunes Afghans, à l'extérieur. Les soldats, comme c'est courant, sont en train de vendre des pièces détachées en tout genre, provenant du matériel militaire soviétique. Brusquement, l'un d'eux, qui porte un kalachnikov, se met à hurler en brandissant son fusil. Nous nous précipitons vers le taudis. Il ouvre alors le feu. Quatre ou cinq balles s'enfoncent dans la neige, à quelques mètres devant nous. Nous montons en catastrophe dans le taxi. Le soldat, toujours vociférant, tire encore une fois, et cette dernière balle atteint Jean-François Laven, à travers la portière.

Une heure après, Laven sera accueilli à l'hôpital de la Croix-Rouge, où il sera opéré.

Notre confrère sera tiré d'affaire dans quelques jours. Il devait être évacué samedi après-midi, par l'avion spécial affecté par les ambassades de Grande-Bretagne et de France, qui rapatrient tous leurs diplomates. Le chargé d'affaires français, M. Raymond Petit, attendra cependant lundi avant de regagner Paris.

L'incident ressemble fort à une simple bavure. Dans les derniers jours de leur présence à Kaboul, les soldats soviétiques se sont efforcés de faire le maximum d'argent en vendant tout et rien. Leur nervosité s'est accrue. Le matin même, dans la principale rue de Kaboul, deux jeunes Afghans siphonnaient l'essence du réservoir d'un blindé soviétique, sous l'œil attentif de l'équipage. L'affaire faite, une liasse d'afghanis changea de main.

L. Z.

Un seul camp : le sien

Seigneur, « traître », « collaborateur », opportuniste ou homme d'honneur ? L'histoire seule tranchera. Mais demain, lorsque Kaboul sera la proie de la poudre et du sang, où sera Isamat Muslim ? Si les moudjahidins tuent des femmes et des enfants, je me battrai contre eux ; si les forces gouvernementales tuent des femmes et des enfants, je me battrai contre elles.

Selon de bonnes sources, depuis quelques jours, Isamat Muslim, prévoyant, fait rentrer ses hommes sur Kaboul, par centaines, par milliers. Il ne sans scrupules les moudjahidins mais sur la route qu'il contrôle, celle qui relie Spindok (frontière pakistanaise) à Kandahar, personne ne peut nier qu'il a toujours laissé passer les blessés de la résistance afghane. S'il le voulait, il ferait

Diplomatie

La fin de la visite du président de la République en Inde

M. Mitterrand a donné le coup d'envoi de l'« année de la France » à Bombay

Le voyage de trois jours de M. Mitterrand en Inde s'est achevé vendredi 3 février, à Bombay, par un spectacle grandiose qui a marqué le coup d'envoi de « l'année de la France en Inde ». Auparavant, le président de la République avait reçu, à bord du ravitailleur La Marse, le commandant français de la ville et une délégation du CNPF en visite dans le pays. Sur le chemin du retour, il a fait escale à Doubaï, où il a effectué une promenade en brousse.

BOMBAY de notre envoyé spécial

Le spectacle inaugural de « l'année de la France en Inde », vendredi 3 février à Bombay, en présence de MM. François Mitterrand et Rajiv Gandhi, premier ministre indien, se voulait et s'annonçait grandiose. Il le fut, en effet, au moins par la débâche des moyens mis en œuvre : images synthétiques et vidéo à tous les étages, lasers qui scintillaient de ciels, éclaboussures et giclées de lumières, trois cents danseurs, feux d'artifices grand siècle pour le vingt et unième qui s'annonce, musique électronique et celle de Ravi Shankar, le tout sur la plage de Chowpatty, face à la baie de Bombay, devant une foule incommensurable évaluée à un million de personnes.

Il le fut aussi par son coût : 10 millions de francs ont été dépensés pour cette journée de lancement, soit le quart du budget alloué à l'année de la France en Inde. M. Mitterrand, au cours de la conférence de presse qui a précédé, s'en est expliqué. Dix millions de francs pour une journée de bonheur dans un pays pauvre ? « C'est selon, chacun peut apprécier, a-t-il dit. C'est un éternel débat. Fallait-il se contenter d'amener (à Bombay) des

expériences déjà réalisées au dix-huitième siècle ? Ça coûte cher, mais aux contribuables français, qui sont aussi ceux qui contribuent le plus au monde à l'aide au développement. S'ils ont accepté cette charge supplémentaire, croyez-moi, ils le font de bon cœur. Pourtant, en France comme ailleurs, on n'aime pas payer des impôts. L'opinion de chacun est libre ».

La fête gigantesque a offert à chacun, pour une heure, tout ce qui est possible. Le « futurisme de la science-fiction », comme dit M. Mitterrand. Des grands principes « liberté, égalité, fraternité » sur écran vidéo. L'émotion et un symbole insistant : un petit Indien et une enfant blonde qui se tenaient la main. En fond de scène, face à la mer d'Oman, les temps modernes et marchands : TGV, Airbus-320, Ariane et le reste.

La France - du vin, du fromage et du Moutin-Rouge - chercherait-elle à modifier son image ? La question a été posée par un journaliste indien. M. Mitterrand lui a répondu : « La France, c'est aussi Voltaire, Rousseau, Victor Hugo, Montesquieu, Descartes. Ce sont de bons vins, ceux-là. La France a besoin de démontrer qu'au plan technologique elle a rattrapé les retards qu'elle avait pu prendre. On aurait pu installer des états avec du vin et du fromage. On pouvait aussi ajouter des lasers ». Le laser, en effet, s'accorde mieux que le fromage des buildings du front de mer de Bombay, capitale commerciale et financière de l'Inde.

La coopération nucléaire

Malgré de sérieuses difficultés sur le nucléaire et les télécommunications, domaines dans lesquels la France foudroyait quelque espoir de contrats, M. Mitterrand se félicite des résultats de la coopération économique avec l'Inde. En dépit de la concurrence soviétique sur le mar-

ché de deux centrales nucléaires, le président français estime qu'il y a « moyen de répondre aux demandes de l'Inde » et affirme que la France « est prête à s'engager dans une coopération dans ce domaine ».

Il remarque cependant que la France a « l'intention d'être très exigeante sur les conditions et les garanties ». Compte tenu des « conséquences dommageables » du nucléaire « dans certains pays ». Bien que la société Alcatel soit menacée de perdre l'immense marché des télécommunications qu'elle convoitait, M. Mitterrand juge que le « dialogue » sur ce sujet s'est « bien déroulé » et que « si les Indes le souhaitent, on peut aller plus loin et plus vite ». Il insiste aussi sur le contrat conclu par la société Mérieux pour la construction d'une usine de production de vaccins et sur l'accord cadre de coopération biotechnologique signé mardi 1^{er} février à New-Delhi.

Enfin, M. Mitterrand a évoqué un contrat signé jeudi à Paris entre Peugeot et la société indienne Mahindra pour la production en Inde de dix mille camionnettes par an. Son voyage a été dominé une nouvelle fois par la conviction, réaffirmée, qu'il est nécessaire de réduire le « fossé » entre pays riches et pays pauvres.

Au cours de sa conférence de presse, M. Mitterrand a souligné que sur ce terrain l'Inde est un partenaire « particulièrement nécessaire » et que M. Gandhi et lui-même avaient discuté, sans plus de précision, de « propositions très concrètes », en ce domaine. Il a rappelé que de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement avaient été invités à participer, le 14 juillet, aux cérémonies du Bicentenaire de la Révolution française, au moment même où seront réunis à Paris les sept pays les plus industrialisés. « Ce n'est pas pour rien, a-t-il dit, que les ai conviés. C'est pour parler de l'avenir ».

JEAN-YVES L'HOMEAU.

Les discussions sur une convention internationale

Les Douze pourraient prendre une initiative contre les armes chimiques

Alors que se poursuivent, à Genève, les discussions sur la mise au point d'une convention interdisant l'usage, la fabrication et le stockage des armes chimiques, les Douze pourraient bientôt adopter une réglementation visant à mieux contrôler les exportations de produits douteux.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les Douze pourraient bientôt adopter un règlement restreignant sévèrement l'exportation de produits susceptibles d'entrer dans la composition de gaz de combat et autres armes chimiques : M. Hans-Dietrich Genscher, sans doute traumatisé par la controverse surgie à propos de l'usine de Rabat, en Libye, a plaidé dans ce sens dans une lettre adressée à M. Jacques Delors. Le président de la Commission vient de lui répondre qu'il partagerait ses préoccupations et qu'une telle réglementation répondrait parfaitement aux objectifs retenus par la récente conférence de Paris sur les armes chimiques. La Communauté devrait cette fois être en mesure d'agir vite.

En 1984, c'est-à-dire au beau milieu de la guerre du Golfe, la Commission avait déjà présenté aux Etats membres une proposition visant à soumettre à autorisation et à interdire, dans les cas douteux, l'exportation de produits chimiques pouvant être utilisés pour la fabrication d'armes. Le conseil des ministres de la CEE, à l'époque, ne l'avait pas approuvée. Mais, observe M. Delors dans la lettre adressée à M. Genscher, la proposition est restée sur la table. Il suffit donc de l'actualiser et notamment de revoir la liste des produits visés ; la proposition ainsi corrigée pourrait être soumise à l'approbation des ministres des affaires étrangères des Douze dès leur réunion du 20 février.

M. Roland Dumas doit prendre la parole, mardi, devant la conférence ; il avait laissé entendre qu'un accord pourrait être scellé à la fin de 1990, mais le sentiment des experts est qu'il faudra plusieurs années pour finaliser techniquement le texte et recueillir les signatures nécessaires à sa mise en vigueur.

connues : certains fonctionnaires bruxellois y font référence, d'autres affirment ne pas en connaître l'existence. L'initiative de M. Genscher permettrait de disposer d'une réglementation communautaire en bonne et due forme, opposable à tous.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Le Monde des PHILATELISTES

OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Un entretien avec Pierre Perret.
- Une recherche sur Emile Munch.
- Trépanation : les perles.
- Première carte de correspondance de Grâce.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل

Proche-Orient

Le voyage de M. Dumas à Téhéran

La France veut participer à la reconstruction de l'économie iranienne

M. Dumas, qui devait arriver le dimanche 5 février à Téhéran pour une visite de deux jours, s'entretenant avec plusieurs hommes clés du régime. Outre M. Ali Akbar Velayati — son collègue et son hôte, — il rencontrera M. Ali Khamenei, président de la République, M. Hachemi Rafsanjani, président du parlement, M. Mir Hussein Moussavi, premier ministre, et M. Gholamreza Agazadeh, ministre du pétrole.

Cette visite, brève mais chargée, couronnée, en bonne logique, la normalisation franco-iranienne induite par le dénouement de l'affaire des otages (4 mai 1988) et scellée par le rétablissement, après onze mois de rupture, des relations diplomatiques (16 mai). Mais M. Dumas souhaite maintenant qu'un « nouveau chapitre » s'ouvre entre Paris et Téhéran. Hélas, le passé resurgit parfois de manière inopportune. En sa qualité de ministre de l'Énergie, M. Dumas a dû, au cours de sa tournée, se pencher sur le dossier des otages iraniens. En décembre 1986, en pleine « cohabitation », l'éventuel d'un tel échange « à tous les otages français sont libérés d'un seul coup, d'un seul coup, et si le croyais en conscience cela représenterait une démarche formelle du gouvernement ».

Les informations fournies, côté français, lors du passage de relais, en mai 1988, entre MM. Chirac et Rocard contredisaient les allégations de Naccache. Aucune promesse autre que l'engagement public de renouer les liens diplomatiques, souligna-t-on à l'époque, n'avait été faite à l'Iran. Depuis lors, les dirigeants de Téhéran se sont d'ailleurs abstenus de toute allusion à une telle promesse. Français et Iraniens se sont bien gardés de commenter l'appel de Naccache. Leur mutisme officiel donne à penser que ce baroud d'honneur d'un homme sans doute conscient d'avoir été sacrifié par l'Iran sur l'autel de la réconciliation avec la France, ne devrait en rien compromettre le rendez-vous de Téhéran.

Les autres dossiers politiques bilatéraux ne figureront qu'au second plan du voyage. La France s'inquiète du récent regain de répression contre les opposants de tout bord, et M. Dumas devrait le dire à ses interlocuteurs. Selon Amnesty international, plus de mille prisonniers politiques auraient été fusillés ou pendus en Iran au cours des six derniers mois. Le Parti socialiste, « indigné », a demandé au chef de la diplomatie française de protester auprès de ses hôtes, tandis que Jean-Paul Kauffmann le priait d'intervenir en faveur de la vingtaine d'otages occidentaux encore détenus au Liban.

M. Dumas devrait aussi s'enquérir à nouveau du sort d'Annie Esbert, cette jeune infirmière disparue en Iran en juillet 1988 alors qu'elle servait comme secouriste dans les rangs du mouvement des Moudjahidines du peuple. Tout en lui laissant entendre que la jeune femme avait sans doute été tuée sur le front, M. Velayati a promis à son homologue français de se renseigner, et lui doit donc une réponse. Les ennuis de Téhéran porteront aussi sur le conflit israélo-arabe, sur l'Afghanistan, d'où M. Velayati revient, et sur les négociations irano-irakiennes, dans l'impasse depuis de longs mois.

Un marché prometteur

Mais les principaux objectifs de M. Dumas sont d'ordre financier, économique et commercial. Il s'agit en premier lieu de relancer les discussions pour le règlement du contentieux franco-iranien. Celui-ci oppose, depuis dix ans, la France à l'Iran au sujet du prêt de 1 milliard de dollars consenti en 1974 par le chah en contrepartie de l'entrée de son pays dans le capital du consortium européen Eurodif. Renouant à ses ambitions nucléaires, la République islamique avait cessé d'acquiescer ses obligations. Depuis trois ans, ce contentieux avait dégénéré en un vaste imbroglio politico-juridique.

Un début d'entente a permis à la France de rembourser à l'Iran, l'an dernier, 630 millions de dollars, en deux acomptes et par anticipation des échéances à venir. Il reste à s'entendre, d'une part, sur le remboursement du reliquat, majoré des intérêts, d'autre part sur le montant des « compensations » dues par l'Iran aux entreprises françaises lésées lors de la rupture des contrats. Ces indemnités seraient comprises entre 6 et 8 milliards de francs. Ce litige pourrait, estime-t-on à Paris, être assez vite réglé.

Un rapport accablant pour l'Iran est présenté à la commission des droits de l'homme de l'ONU

Plus de mille personnes ont été exécutées au cours des six derniers mois en Iran, où les procès de prisonniers politiques « durent quelques minutes et finissent avant que les accusés ne réalisent ce qui se passe », assure un rapport des Nations unies préparé pour la commission des droits de l'homme de l'ONU, actuellement réunie à Genève.

Selon ce document, rendu public vendredi 3 février et préparé par M. Reynaldo Galdino Pohl (Équateur), le nombre de personnes passées par les armes ou pendues entre juillet et décembre se chiffre probablement par milliers, dépassant largement la liste de près de mille cent noms de suppliciés publiée en annexe du rapport.

La plupart des victimes appartenaient à des mouvements d'opposition de gauche, et notamment aux Moudjahidines du peuple de M. Massoud Radjavi, aux Fedayins du peuple (marxistes) ainsi qu'au parti communiste Toudch. Onze religieux au moins ont, en outre, été exécutés. Le rapport de M. Pohl relève qu'un grand nombre d'Iraniens victimes de cette vague d'exécutions purgèrent des peines de prison depuis plusieurs années et que d'autres, anciens détenus, ont été de nouveau arrêtés. « Il semble dès lors improbable que ces personnes aient pu prendre part à des actes de violence contre le gouvernement », note le document.

Le représentant spécial de l'ONU continue de recevoir des témoignages sur des arrestations arbitraires, des cas de mauvais traite-

ments et de torture, le confinement des prisonniers politiques — privés de l'assistance d'un avocat et habituellement seuls lors des procès, — l'absence de témoins. Le rapport indique encore que, à ce jour, la commission n'a eu connaissance d'aucune condamnation de responsables pour abus de pouvoir, bien que les autorités iraniennes se soient engagées à ouvrir des enquêtes à ce sujet et à sanctionner les coupables. — (AFP, Reuter.)

● **LIBAN** : visite de M. Deniau. — M. Jean-François Deniau, vice-président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, est arrivé vendredi 3 février au Liban, où il a été chargé par le gouvernement français d'une mission exploratoire. « Pour voir, a-t-il déclaré avant son départ, s'il est possible d'aider, du côté français, à l'indépendance et à la liberté du Liban ». Au cours de sa visite de cinq jours, M. Deniau doit rencontrer les responsables des deux gouvernements rivaux — chrétien et musulman — du Liban. — (Corresp.)

● **GAZA** : un adolescent palestinien tué. — Un jeune Palestinien de quinze ans a été tué, samedi 4 février, d'une balle dans la poitrine par des militaires israéliens lors de la dispersion d'une manifestation dans le camp de réfugiés de Khan-Younis, dans la bande de Gaza, selon des sources palestiniennes. — (AFP.)

L'apurement du passé permettrait d'envisager l'avenir avec plus d'audace. Avec quelque retard sur certains de ses partenaires occidentaux, la France tente, maintenant que la guerre du Golfe est finie, de participer à la reconstruction de l'Iran et de reprendre sa place sur l'un des seuls marchés prometteurs de la région. Loin derrière les gros fournisseurs de l'Iran — l'Allemagne fédérale, le Japon, l'Italie et la Grande-Bretagne, — la France ne pourvoit qu'à 1,2 % des importations iraniennes (contre 6 % avant la guerre). Les dirigeants iraniens attendent qu'elle réinvestisse chez eux.

Malgré les faiblesses de son économie — une inflation annuelle avoisinant 50 %, un déficit alimentaire de 30 %, un appareil productif tournant au ralenti, — l'Iran offre un vaste potentiel pour les investisseurs étrangers. Ses réserves pétrolières, gazières et minières sont énormes. Il a un besoin pressant de techniques, de biens de consommation et de capitaux (entre 70 et 100 milliards de dollars). Il dispose d'un bel atout : sa capacité de crédit, pratiquement intacte. Initialement faible, sa dette s'est allégée pendant les années de guerre : 20 milliards de dollars en 1980, 4,6 milliards seulement l'an dernier.

Rien d'étonnant si les entreprises françaises regardent de nouveau vers Téhéran. Le mois dernier, Peugeot y a fait un retour en force en signant un accord de coopération industrielle avec la firme nationale Iran Khodro, qui approchera 10 milliards de francs sur dix ans. La firme française fournira des moteurs de 504 et des « kits » de 405 assemblés sur place. D'autres négociations sont en cours. Elles sont le fait d'Airbus (avec Iran Air) et d'Alstom, pour la livraison de centrales électriques. Dans ce dernier domaine, l'Iran souffre de graves pénuries, à l'origine de coupures de courant quotidiennes.

« Je viens en Iran avec l'espoir de relancer notre coopération », a déclaré M. Dumas, vendredi 3, au journal *Tehran Times*. Sans doute pourquoi il a emmené avec lui une importante délégation d'hommes d'affaires représentant une dizaine de sociétés françaises : firmes automobiles (Peugeot, Renault), électriques (Télémeccanique), pétrolières (Elf, Total), pharmaceutique (Rhône-Poulenc, Sanofi) et agro-alimentaire (Interagra, Sucre et dérivés). Sur le chemin du retour, M. Dumas fera lundi après-midi une visite de quelques heures au Koweït. Il s'y entretiendra avec son homologue et peut-être avec l'émir, Cheik Jaber Al-Ahmad Al-Sabah.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Dans « Le Monde diplomatique » de février

Affairismes

Ces derniers mois, la chronique des scandales semble s'allonger sans fin, en France mais aussi en Allemagne, en Suisse, en Italie, en Autriche, en Grèce, au Japon... « Partout », écrit Claude Julien, « on vit un « affairisme » : on vit simplement l'écume nauséabonde d'un autre « affairisme » : celui qui favorise diverses formes d'enrichissement sans cause, par la manipulation, par la spéculation, par des opérations qui permettent à quelques-uns d'accumuler une fortune sans créer de richesses nouvelles ».

Et les citoyens dans tout cela ? Même dans les pays démocratiques, constate Christian de Brie, ils ont de moins en moins la possibilité de s'exprimer car il s'est établi une sorte de « République sans le peuple ».

Demande-t-on aux électeurs de se prononcer, par exemple, sur la politique industrielle ? Rarement, et pourtant Philippe Lorino et Pierre Beckaert montrent que les choix dans ce domaine déterminent, en grande partie, l'avenir économique du pays.

D'autres auteurs analysent les principales zones de tension dans le monde : Selig S. Harrison explique pourquoi on

MOSCOU de notre correspondant

Un « choix difficile », titre la *Pravda*, mais à lire, vendredi 3 février, cette interview du porte-parole du gouvernement polonais les Soviétiques auront immédiatement compris qu'il n'y avait en réalité pas de choix du tout. « Pour le Parti ouvrier unifié de Pologne, c'est, historiquement parlant, une question d'être ou de ne pas être », déclare en effet M. Urban pour expliquer la décision du POUF de s'orienter vers le « pluralisme politique » et de rendre un statut légal à Solidarité.

Cette décision, dit-il encore, est « la conclusion tirée des réalités polonaises du début de l'année 1989 », non pas donc une option parmi d'autres mais la seule issue possible pour un régime qui gèstait la paralysie. « Ces deux dernières années, et l'année passée en particulier, explique d'abord M. Urban, nous avons commis des erreurs de politique économique qui ont dégradé les dispositions de l'opinion publique tant à l'égard du gouvernement que du pouvoir comme un tout ».

On ne pouvait, autrement dit, plus se contenter de changer les hommes car les réalités, c'était

POLOGNE

M. Jerzy Urban explique à la « Pravda » les décisions du PC polonais sur Solidarité

deux vagues de grève et la « renaissance du mythe de Solidarité » dont « plus de trois cents organisations illégales ont été créées dans les entreprises, y compris les grandes ». Il est alors « devenu visible, poursuit le porte-parole, que l'influence du POUF diminue », que les [actuelles] formes d'exercice du pouvoir sont tombées en désuétude [et que] les cadres actifs du parti d'aujourd'hui ont peu de partisans parmi les jeunes ». La nomination d'un nouveau premier ministre, enfin, s'est accompagnée du lancement de « réformes économiques radicales » qui « obligent à changer le système politique ».

Et puis bien sûr, ajoute M. Urban, « les progrès en URSS de la restructuration et de la transparence exercent une influence sur le POUF, sur les milieux politiques de notre pays ainsi que sur l'opposition elle-même [dont] l'antisoviétisme, pour ce qui est de son courant modéré au moins, a diminué ». Question de la *Pravda* : « Il est clair que tous les membres du parti n'ont pas pleinement compris la nécessité de ce brusque tournant (...) ». Réponse de M. Urban : « La lutte entre points de vue différents sera désormais permanente », puisque le parti

« est partagé pour moitié sur la question de la rélegalisation de Solidarité en faveur de laquelle, globalement, se prononce la majorité de la société ».

« Au sein de l'appareil du parti et de l'Etat, la résistance [au retour de Solidarité] est actuellement assez grande », indique encore le porte-parole, mais le comité central, souligne-t-il aussitôt, a « nettement déclaré que le POUF était en faveur du pluralisme politique ». Concrètement parlant, une nouvelle loi sur les associations doit être promulguée et « quand celles-ci se seront inscrites dans le tissu d'Etat, qu'elles assumeront les responsabilités du pays, s'exprimeront en tant qu'opposition, feront partie du Parlement, elles pourront, si nous nous entendons avec elles sur les plus importantes questions de fond, passer à des positions plus actives dans le domaine des activités politiques ».

« Mais tout cela sur la base du socialisme ? », demande la *Pravda*. Et comment donc, d'expliquer M. Urban, puisque « nous faisons des limites qu'on ne peut pas franchir (...) : l'alliance avec l'URSS, le caractère indissoluble des liens de la Pologne avec la communauté socialiste, la reconnaissance de la priorité de la propriété socialisée des moyens de production et du rôle d'avant-garde du POUF qui va être modifié ».

On notera que M. Urban ne parle déjà plus là du « rôle dirigeant du parti » et, après avoir regretté que le POUF et lui-même aient commis l'erreur d'avoir traité M. Walesa « l'ennemi d'Etat », il déclare que le POUF est « prêt à renoncer à une partie de ses sièges à la Diète », oui, dit-il, à renoncer à la majorité absolue qu'il ne détiendrait plus qu'avec les partis paysans et démocrates.

Or si ces deux formations, domestiquées par quarante ans de socialisme, sont des alliées très sûres du POUF, le fait est qu'on y avait décelé des velléités d'indépendance du temps de Solidarité, et qu'à leur donner un rôle pivot au Parlement on pourrait bien les conduire à se prendre pour de vrais partis. « Il y a beaucoup en commun dans les processus de changements de nos deux pays », conclut M. Urban. Nous nous rendons compte qu'une époque dorée du socialisme s'est achevée. Nous prenons part ensemble au voyage dans l'inconnu (...).

BERNARD GUETTA.

IRLANDE DU NORD

Une entrevue secrète entre catholiques et protestants a eu lieu en RFA

LONDRES de notre correspondant

La révélation, jeudi 2 février par la BBC, que des pourparlers avaient eu lieu à l'automne dernier en Allemagne fédérale entre dirigeants catholiques et protestants d'Irlande du Nord a suscité une vague de démentis partiels et de commentaires indignés des intéressés. La BBC, qui s'est peut-être avancée quant à l'importance de l'événement, qu'elle a aussi attribuée à l'événement, avait au moins raison sur les faits eux-mêmes : des responsables politiques des deux communautés se sont bien rencontrés en octobre à Angerhof, une petite auberge de dix chambres proche de Duisbourg, en RFA.

Les partis représentés étaient les suivants : les deux formations unionistes (favorables au maintien de l'union avec la Grande-Bretagne), pour les protestants, et le Parti social-démocrate travailliste (SDLP), pour les catholiques. Il y avait aussi un délégué de la minorité entité catholique, qui continue à s'appeler l'Alliance. Les chefs n'étaient pas là, mais avaient envoyé leurs fidèles lieutenants, c'est-à-dire probablement la future génération des leaders catholiques et protestants d'Irlande du Nord. L'intérêt principal de cette rencontre de Duisbourg est en effet d'avoir rassemblé, l'espace de quelques jours en RFA, des responsables nord-irlandais nettement plus jeunes que ceux que l'on voit d'habitude sur le devant de la scène.

M. Molyneux, chef septuagénaire du Parti unioniste « officiel » (de loin le plus important), avait délégué M. Jack Allen. Le pasteur Paisley, le toujours torse nu mais quelque peu vieillissant leader des unionistes démocrates avait envoyé son adjoint, M. Robinson, qui n'a pas quarante ans. Le leader incontesté des catholiques modérés, M. John Hume, avait demandé à un de ses amis politiques, M. Currie, de représenter le SDLP. L'Alliance, enfin, qui n'est guère en Irlande du Nord qu'un groupuscule plus symbolique que prophé-

que, était présente en la personne de M. Mahinney.

Ces quatre « ambassadeurs » des deux communautés se sont longuement parés. Mais personne n'arrive à démêler ce qu'ils se sont réellement dit, tant les passions, et les invectives rituelles de propagande, caractéristiques de la guerre civile larvée que connaît l'Irlande du Nord depuis vingt ans, se sont déchaînées dès que la nouvelle fut ébruitée.

Un accord en vue ?

La BBC avait cru pouvoir affirmer qu'un accord était en vue, qui aurait consisté à mettre au placard l'accord de 1985 entre la Grande-Bretagne et la République d'Irlande, qui donne à cette dernière un certain droit de regard sur les affaires intérieures du Nord. Cela aurait apaisé les protestants, qui détestent ce texte, jugé « abominable », sûrement « papiste » et peut-être « démodé » par le pasteur Paisley. Les protestants semblaient prêts à jouer honnêtement le jeu d'un partage du pouvoir avec les catholiques en Irlande du Nord. Des formules auraient permis une représentation équitable des deux communautés dans un parlement local, lequel aurait pu à son tour jouer d'une véritable autonomie par rapport à Londres, au sein du Royaume-Uni, avec des possibilités d'évolution pour l'avenir...

Vaste programme, comme on voit, qui signifiait à très long terme (d'ici à vingt ans ?) la réunification de l'Irlande, sous une forme fédérale, les droits de la minorité protestante étant protégés. C'est bien ce que chacun avait en tête, à Duisbourg. Mais le reconnaître publiquement équivaut pour les dirigeants protestants, en particulier pour M. Robinson, à un suicide politique. Le fait que le pasteur Paisley ait été tenu au courant par son adjoint, et n'ait rien dit pendant quatre mois est à relever. Le pasteur le plus célèbre d'Irlande crie très fort en public mais il a un sens politique plus fin, lorsque tout se passe à huis clos.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Amériques

BRÉSIL : touristes rançonnés, hold-up en tout genre à Rio-de-Janeiro

Tous les masques ne font pas forcément partie du carnaval

RIO-DE-JANEIRO
de notre correspondant

Ce n'est pas à Rio que le tourisme risque de se banaliser et de priver d'émotions les visiteurs qui embouteillent la ville à l'approche du carnaval, dont le début officiel est le 4 février. L'aventure, ici, commence au coin de la rue, et même à l'arrivée à l'aéroport ; elle se poursuit quelquefois à l'hôtel. Les « masques » que l'on rencontre ne sont pas forcément ceux qui animent les défilés et les bals, mais ils satisfont pleinement les amateurs d'exotisme pimenté.

Hôtel déralisé

Vendredi 27 janvier, une vingtaine de Suisses débarquent au Galeão, l'aéroport international de Rio. L'agence qui a organisé leur voyage a mis un autobus à leur disposition. A peine ont-ils commencé à admirer les premiers gazomètres de la banlieue nord de la ville que le car s'arrête, bloqué sur l'autoroute par deux voitures. Des individus en descendant qui, visiblement, ne font pas partie des distractions prévues : ils portent des revolvers et annoncent aussitôt ce qui les intéresse — l'argent, les montres, les bijoux et les divers appareils qui accompagnent les touristes. En un tournemain, les Suisses perdent avec leur portefeuille leur placidité légendaire et leur enthousiasme de prince pour la Cidade Maravilhosa, cette cité merveilleuse que Rio a longtemps été, et qu'elle reste, par certains côtés.

Entre Copacabana et Ipanema, l'hôtel Arpoador Inn bénéficie

d'une situation privilégiée : il donne sur la seule plage bordée par un chemin piétonnier. Que l'hôtel ait été dévalisé au début de la saison n'était jusqu'à dimanche dernier qu'un mauvais souvenir pour ses propriétaires, qui s'étaient empressés de l'oublier ; ils n'avaient adopté aucune mesure de sécurité particulière.

Mais voilà qu'à un mois et demi d'intervalle, le même scénario s'est répété. A l'heure où les portiers de nuit ont somnolé et où les touristes sont couchés, un homme qui inspirait confiance, car il était bien habillé, s'est fait ouvrir la porte et est entré avec ses « amis ». Il y avait là trois employés et une touriste israélienne qui s'apprêtait à monter dans sa chambre. Ce fut un jeu d'enfant que de les bâillonner avec du sparadrap et de les ligoter avec le fil du téléphone.

Les individus, en familiers des lieux, sont allés droit à la salle des coffres et, en un peu plus d'un quart d'heure, ils en ont ouvert vingt-six, avec des outils rudimentaires — barres de fer, tournevis. Ils ont rafflé tout ce qu'ils trouvaient, y compris les billets d'avion et les passeports. En partant, ils ont souhaité « bon carnaval » à leurs otages. Le leur, à coup sûr, sera excellent.

Lundi soir, même opération dans un hôtel du quartier de Flamengo. Les bandits, cette fois, ont voulu se distraire tout en travaillant. Ils ont joué à la roulette russe avec le portier et un touriste allemand. A deux reprises, ils ont fait tourner le balilet d'un revolver pointé contre leurs tempes. Un

autre client, un Italien, a donné les quelques 3 000 dollars qu'il avait sur lui quand il a vu sa fille traînée par les cheveux et menacée d'une balle dans la tête. Butin : le contenu de douze coffres. Les voleurs sont partis le plus tranquillement du monde. Eux aussi étaient très bien habillés.

Attaches en plein jour

Il y a déjà quelque temps que les grands hôtels de tourisme sont la proie des bandes armées, qui opèrent la nuit et visent les coffres de sécurité. Ce qui est nouveau, et risque de devenir une habitude, selon les autorités, ce sont les attaques, en plein jour, contre des autobus de passagers fraîchement débarqués, et riches de tous leurs dollars pas encore dépensés. Les premières victimes du genre ont été des Américains qui rejoignent leur hôtel cinq-étoiles, le Rio Palace. Les Suisses, eux, se dirigent vers l'hôtel Méridien. Les voleurs ne s'en prennent donc pas à n'importe qui, ils savent choisir leur cible et se renseignent avant d'opérer.

Les mêmes précautions sont prises dans les attaques quasi quotidiennes contre des immeubles. Si les fric-fac individuels continuent d'être pratiqués, la mode est de plus en plus aux pillages collectifs : une dizaine d'individus, ou davantage, arrivent à l'heure où les bonnes vont chercher le pain et le lait, ils les neutralisent, se font conduire chez leurs patrons, et mettent les appartements en coupe réglée. La méthode requiert

évidemment de l'organisation, du sang-froid, et ne va pas sans risques, mais dévaliser vingt appartements au lieu d'un, n'est-ce pas un progrès ?

Au moment où les gangs s'en prennent au tourisme saisonnier, ils continuent leur labeur habituel. Vendredi dernier, c'est tout un ensemble résidentiel, situé à Jacarepaguá, dans la banlieue ouest de Rio, qui a été victime d'une véritable opération de commando. Quinze hommes ont vidé les unes après les autres les maisons de la résidence, pourtant considérée « de sécurité maximum », avec ses barrières, son poste de garde, ses agents en uniforme qui se relayaient et qui ont été neutralisés sans la moindre difficulté. Le pillage a duré trois heures. La police n'a aucune piste, semble-t-il, comme dans les autres affaires.

Pour limiter les dégâts, l'association des hôteliers met en garde les nouveaux arrivants : dans un prospectus rédigé en quatre langues, ceux-ci sont invités à se promener avec le moins d'argent possible, à rester en groupe, à ne pas converser avec des inconnus, et — horreur ! — à laisser à l'hôtel leur appareil photo. Les plus grands établissements ont des gardes munis de jumelles pour surveiller les parages, des agents équipés en binoculaires pour déjouer les pickpockets, également en tenue de sport, qui font semblant de courir sur la plage. Entre deux coups d'œil méfiant sur son voisin, on peut, malgré tout, se faire bronzer.

Ch. V.

PARAGUAY : après le renversement de la dictature Stroessner

Circonspection à Washington

Prudence et attentisme. C'est avec la plus grande circonspection que les Etats-Unis ont accueilli, vendredi 3 février, la nouvelle du coup d'Etat militaire qui a déposé Alfredo Stroessner, se contentant de souhaiter « une véritable démocratisation » du régime. « Nous nous félicitons de toute évolution véritable vers une forme démocratique de gouvernement dans ce pays », a déclaré M. Redman, porte-parole du département d'Etat. En revanche, il s'est refusé à tout commentaire sur les informations selon lesquelles le général Rodriguez serait lié au trafic de la drogue et aux milieux de la contrebande. M. Redman s'est contenté de déclarer : « Il y a plusieurs informations de presse à propos du passé et des activités du général Rodriguez, et nous ne vou-

lons pas caractériser pour l'instant nos relations avec lui. »

Prudence également de la part de l'ensemble des dirigeants latino-américains réunis à Caracas à l'occasion de l'installation de M. Carlos Andrés Pérez, qui saluent toutefois au passage la possibilité d'un retour à la démocratie au Paraguay. Les présidents péruvien García et nicaraguayen Ortega ont préféré réserver tout jugement « avant de voir l'évolution de la situation ».

Quant au Chili, où les autorités se sont déclarées prêtes à accorder au général Stroessner l'asile politique, les préparatifs « spéciaux » pour un tel accueil sont terminés, mais samedi aucune confirmation de l'arrivée imminente du dictateur déchu n'avait encore été apportée.

D'un général à l'autre

(Suite de la première page.)

Quel a été le nombre de morts ? Les chiffres varient de vingt à trois cents, autant dire qu'on n'en sait rien. Combien de personnes ont été arrêtées ? Outre le dictateur et ses deux fils, six ministres, dit-on, mais on ignore lesquels. Certains personnages ne devraient pas normalement échapper aux représailles, tel le général Montano, ministre de l'Intérieur, qui a prêté son visage de dogue à toutes les palinodies du dictateur déchu.

Gouvernement plus présentable

Alfredo Stroessner a signé sa démission. Une démission irrévocable — précise le texte dactylographié sur lequel il a apposé son paraphe. Il a passé la journée de vendredi dans le régiment de blindés situé à 15 kilomètres du centre d'où, la veille, sont sortis les chars. Sa défaite est restée sans visage, les photographes n'ont pas été admis auprès de lui.

Au fil des heures, les radios ont répété : « Nous allons écouter maintenant son excellence le chef de l'Etat, commandant en chef des forces armées... ». C'est ainsi que, pendant trente-cinq ans, le général Stroessner a été présenté à ses compatriotes. Soit la même formule ronflante soit utilisée pour son successeur, cela signifie-t-il que le Paraguay a simplement changé de général ? Il ne faut pas se fier aux apparences, répondent les connaisseurs. Et de donner pour preuves les décisions qui ont suivi les proclamations répétées du nouveau président en faveur de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de la religion « catholique, apostolique et romaine ».

Le gouvernement qui a été annoncé vendredi après-midi est composé de personnalités plus présentables que celles qui entouraient Stroessner. Sans doute ne s'agit-il pas de démocrates pur sang. Tous ont plus ou moins été aux commandes du régime. Mais ils ont un « curriculum » dit-on, une qualification ; ce ne sont « ni des totalitaires ni des arrogants ».

Luis María Argana, nouveau ministre des relations extérieures, a été président de la Cour suprême. C'est parce qu'il n'avait pas docile au pouvoir qu'il avait été révoqué. M. De Bernardi, nouveau ministre des finances, présidait la Compagnie nationale d'électricité et était vice-directeur du barrage d'Itaipu. C'est un technicien de réputation internationale. Les mêmes commentaires flatteurs sont faits à propos d'autres nominations.

La plus significative de toutes est celle de Juan Ramón Chaves. Il s'agit d'une réhabilitation. M. Chaves, qui a quatre-vingt-six ans, a présidé le Parti Colorado —

la formation officielle — pendant un quart de siècle. Nombre de ses affiliés ont commis des turpitudes, pas lui. Il a toujours été considéré comme un vieillard vénérable et sans tâche. Aussi, quand le général Stroessner a lancé ses inconditionnels, il y a deux ans, à l'assaut du parti pour défoncer Chaves et tous ceux qui n'étaient pas des « godillots », il a fait violence à la majorité des militants. Le parti s'est scindé et a perdu ses meilleurs éléments. Le gangsterisme présidentiel a laissé des plaies inguérissables. Aujourd'hui, Chaves redevient président du Parti Colorado. Il entre également au gouvernement avec le titre de ministre sans portefeuille.

La signification de ce retour a été longuement expliquée : il s'agit de rétablir l'unité du « coloradisme », de redonner au parti ses vrais dirigeants. Vue de loin, la question peut paraître sans grand intérêt. Pas ici. L'opposition démocratique compte sur les colorados authentiques exempts des péchés reprochés à la camarilla sortante pour donner au pays de nouvelles institutions et rétablir les libertés.

Démocratie « tangible »

Le général Rodriguez se veut rassurant à cet égard. Après avoir prêté serment, il a dit son intention de faire de la démocratie une « réalité tangible » et d'assurer l'égalité entre tous les citoyens, ce qui sous-entend que les formations proscribées seraient légalisées. Il a affirmé sa volonté en politique étrangère de travailler avec les démocrates. Mais lui-même arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, l'intention d'y rester ? Officiellement, il est président de la République à titre « provisoire ». Il n'a pourtant rien dit d'éventuelles élections. Général grand dans l'ombre de celui qui vient d'être chassé et devenu riche grâce à lui, il s'est entêté en disant quand il s'est senti menacé.

Alfredo Stroessner venait de lui demander de prendre sa retraite. Auparavant, par le jeu des promotions et des passages forcés dans le cadre de réserve, nombre de ses proches avaient été éliminés. Le dictateur, dit-on, voulait « faire le lit » de son fils Gustavo et lui donner le plus vite possible le grade de général pour lui laisser sa succession. La manœuvre exigeait la mise à l'écart du général Rodriguez, ainsi que de nombreux autres officiers. Le commandant du 1^{er} corps d'armée s'est rebiffé. Il a mobilisé ses vieux sentiments colorados et ceux qu'il éprouve envers l'Eglise pour donner une armature politique et morale à sa rébellion.

CHARLES VANHECKE.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

La militante contre l'apartheid était une espionne...

Johannesburg. — Olivia Forsyth, une jeune femme de vingt-huit ans que l'on tenait jusqu'ici pour une militante anti-apartheid et un membre du Congrès national africain (ANC), déclare dans un entretien publié vendredi 3 février par la presse sud-africaine qu'elle était en réalité une espionne de Pretoria.

« Avec l'autorisation de mes supérieurs, je suis maintenant libre de révéler que je suis un agent de renseignement attaché à la direction de la sécurité de la police sud-africaine, que j'y ai le grade de lieutenant et que je porte la matricule RS 407 », indique la jeune femme.

Olivia Forsyth, dont les affirmations ont été confirmées par la police de Pretoria, précise que ses activités d'espionnage ont commencé en 1981 et se sont poursuivies tout au long de son passage dans les mouvements gauchistes étudiants et les milieux anti-apartheid.

Plusieurs mois d'interrogatoire

En 1986, sous couvert d'un travail de recherche universitaire dans les Etats voisins de l'Afrique du Sud, elle a raillé en

Angola les rangs de l'ANC, en se faisant passer pour une transfuge. Elle avait alors pour mission de recueillir des informations et de diffuser des fausses nouvelles au sein de l'organisation de Nelson Mandela.

Cette mission d'espionnage s'est cependant terminée par un échec : bien qu'Olivia Forsyth affirme être totalement parvenue à faire croire à l'ANC qu'elle était bien une transfuge, elle a été soumise à plusieurs mois d'interrogatoire dans le camp de Quatro, occupé par l'organisation, en Angola. Sentant des soupçons peser sur elle, la jeune femme, qui déclinait la double nationalité sud-africaine et britannique, s'est alors réfugiée à l'ambassade de Grande-Bretagne.

Dans son interview, Olivia Forsyth brosse un portrait peu flatteur de l'ANC. Elle affirme que le mouvement est brutal envers ses propres membres, ne parvient pas à surmonter ses dissensions ethniques et fait preuve d'une grande inefficacité. En outre, il souhaiterait selon elle le maintien en détention de Nelson Mandela, ce qui servirait sa propagande en le posant en martyr. — (Reuters.)

ALGÉRIE : après un article sur le népotisme

Inculpation de journalistes à Oran

ALGER
de notre correspondant

Trois journalistes du quotidien régional *El Djoumhouria* (*la République*), publiés à Oran en langue arabe, ont été inculpés mardi 31 janvier de diffamation et d'outrage à corps constitués, à la suite de la publication par leur journal d'une enquête sur l'attribution de logements et de terrains dans la wilaya (département) de Mostaganem, mettant en cause une famille influente de l'ouest du pays. Le directeur d'*El Djoumhouria*, M. Habib Racheddine, a en outre été inculpé de son poste, le 20 janvier, au lendemain de la parution de l'enquête réalisée par M. Lella Ghazal et Khelra Tama. Les deux journalistes avaient été interrogés séparément par la Sécurité militaire dès le 21 janvier.

M. Habib Racheddine avait participé, le 26 janvier à Alger, à une journée d'étude sur l'information organisée par le Mouvement des journalistes algériens (MJA, indépendants des instances officielles), l'Organisation des avocats et la Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH), avant d'être arrêté dans la soirée par la Sécurité militaire, qui ne le relâchait qu'au terme des quarante-huit heures légales de garde à vue. M. Racheddine, rentré dans sa famille le 28 au soir, était cependant de nouveau arrêté le 29 au matin et transféré à Oran, où son inculpation lui était

notifiée le 31. Les trois journalistes ont, selon nos informations, été laissés en liberté.

Le Mouvement des journalistes algériens a protesté, après une réunion extraordinaire le 28 janvier, auprès de la Direction générale de la prévention et à la sécurité (DGPS, la nouvelle appellation de la Sécurité militaire) et du ministère de l'Information, dont dépendent étroitement tous les quotidiens algériens, en même temps qu'il saisissait la LADH du dossier Habib Racheddine. Dans un élan de solidarité avec leurs confrères, les journalistes algériens ont tenté de se rassembler devant le ministère de l'Information, le mardi 31 janvier, mais ils ont été dispersés par la police, qui avait pris position devant le ministère.

Publié sur une page complète d'*El Djoumhouria*, dans son édition du 19 janvier, l'enquête des deux reporters est émaillée de fac-similés de diverses pièces administratives officielles et de photographies d'immeubles et de propriétés. En présentant ce reportage, M. Habib Racheddine évoquait, dans un article à la « une » du journal, les risques de « licencement ou de limogeage » en rappelant qu'il « ne s'agit pas d'appeler à l'état de droit pour que celui-ci s'établisse ». M. Racheddine, encore directeur du quotidien, affirmait publier cette enquête car « dans ce journal nous croyons que l'état de droit ne peut exister que si la loi est au-dessus de tous ». FREDERIC FRITSCHER.

SOMALIE

L'aide américaine reste subordonnée au respect des droits de l'homme

Washington. — Le secrétaire d'Etat américain James Baker a laissé entendre, vendredi 3 février, à Washington, que la reprise de l'aide américaine à la Somalie dépendait de la réalisation effective des réformes promises par le premier ministre Mohammed Ali Samantar, en visite à Washington.

Raccompagné au département d'Etat, il a indiqué que la discussion avait porté sur « l'importance de mettre à exécution les changements qui ont été ordonnés en Somalie pour le respect des droits de l'homme ».

La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a bloqué, l'été dernier, 55 millions de dollars d'aide économique à la Somalie, en attendant des progrès en matière de droits de l'homme et la réconciliation avec les rebelles du

Mouvement national somalien (MNS).

M. Samantar avait annoncé auparavant la libération de tous les prisonniers politiques « sans exception ». Le nombre des prisonniers politiques est estimé à un millier par l'organisation humanitaire Human Rights Watch, à cinq cents ou plus de sources proches du Congrès. Le premier ministre a rappelé qu'une délégation d'Amnesty International était attendue en Somalie et il a affirmé qu'elle pourrait y enquêter sans obstruction. Cette organisation avait publié un rapport accusant Mogadiscio de l'exécution d'un millier de civils désemparés l'an dernier.

Le département d'Etat a estimé qu'il y avait « un début de progrès » dans les réformes annoncées par le gouvernement somalien. Le Congrès semble, lui, moins optimiste, et les élus qui ont rencontré M. Samantar ne l'ont pas trouvé convaincant. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Chili

La Vicaría de la Solidaridad se sent menacée

L'organisation catholique chilienne de défense des droits de l'homme Vicaría de la Solidaridad redoute que la police ne perquisitionne ses bureaux dans les jours à venir et n'importe ses dossiers, ce qui pourrait entraîner des violations des droits de l'homme contre des personnes dont les noms y figurent.

Au terme d'une enquête de deux ans et demi, un tribunal a en effet ordonné la saisie des dossiers médicaux de la Vicaría, principale institution indépendante apportant assistance juridique, sociale et médicale, à des personnes ayant été, par exemple, blessées par la police au cours de manifestations de rue, ou agressées par des escadrons clandestins.

Salvador

M. Quayle en faveur d'un « consensus national »

La vice-président américaine, M. Dan Quayle, s'est prononcée en faveur d'un « consensus national » permettant de résoudre la guerre civile, vendredi 3 février, au cours d'une visite de huit heures à San Salvador. M. Quayle a également demandé à l'armée salvadorienne de s'engager à assurer le respect des droits de l'homme dans le pays. La veille, le président José Napoleón Duarte avait à nouveau rejeté, au cours d'une prestation télévisée, la proposition du Front Farabundo Martí pour la libération nationale (FMLN) de reporter les élections du 19 mars de six mois, en la qualifiant d'anti-constitutionnelle. De son côté, le FMLN s'est engagé mercredi à suspendre les attaques contre les installations américaines. — (AFP, UPI.)

مكتبة من الأصل

Politique

L'accord entre MM. Mauroy et Marchais reste partiel

M. Marchais avait sa tête des mauvais jours, M. Mauroy se forçait à avoir celle des bons. M^{me} Madeleine Vincent, membre du bureau politique, qui n'a pas un goût immodéré pour les flashs et les micros, a été déléguée pour lire un communiqué, en forme de relevé de conclusions, des « discussions concernant l'application » du mode d'emploi municipal signé trois semaines avant. Un texte laconique, qui passe rapidement sur l'accord « dans la grande majorité des villes de plus de vingt mille habitants dirigées par un maire socialiste ou un maire communiste » et « dans la plus grande partie des villes tenues par la droite », pour mieux détailler les cas où la désunion l'a emporté.

« Je pense qu'on aurait pu mieux faire », a déclaré M. Marchais, en soulignant que « beaucoup d'efforts » restaient à accomplir « pour que l'accord soit appliqué intégralement » dans sa forme du 12 janvier, complétée par l'annexe du 3 février. Le secrétaire général du PCF a déploré les « entorses », dont il a rendu responsable son partenaire socialiste. Il a réaffirmé que ce dernier avait formulé des « demandes excessives, parfois démentielles, qui n'ont rien à voir avec la réalité ». A ce reproche, le dirigeant communiste en a ajouté un second : « La tendance [des socialistes] à mettre sur leurs listes des gens en désaccord avec la Parti communiste... C'est inacceptable », a dit M. Marchais, alors que M. Marcel Debarge, membre du secrétariat national du PS et négociateur socialiste en chef, faisait la moue. « Le PS, a continué M. Marchais, soutient des candidats qui n'ont pas la confiance des communistes de leur ville et de leur départe-

L'heure du dénouement a sonné, vendredi 3 février, à 19 h 20 dans le grand hall du siège du Parti communiste, place du Colonel-Fabien à Paris. Les délégations du PCF et du PS, qui avaient eu de multiples rencontres depuis le 26 octobre dernier, et plus encore depuis la signature du fameux « accord du 12 janvier » entre M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, et M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, ont donc mis un terme, peu avant l'heure fatidique du journal télévisé, à leur ultime séance de négociation. Elle devait être celle de la dernière chance pour l'union maximale, elle s'est révélée être celle d'une conciliation qui ne laisse guère de doute sur les intentions des partenaires.

ment. Nous procéderons avec eux comme nous l'avons fait avec Pierre Juquin.

D'un coup, une confirmation était donnée, et une sentence était lâchée : le PCF a bien un problème avec Le Mans, et le maire communiste de cette ville — la seconde, par la taille, déteinte par le parti — va en faire les frais. « Il se trouve malheureusement », a précisé M. Marchais, que notre maire, en très large concertation avec M. Jean-Claude Boulard, le député socialiste du Mans, a éprouvé le besoin de choisir les candidats qui lui plaisaient le mieux et d'éliminer ceux qui ne lui plaisaient pas. Il y aura des exclusions, et une liste va être constituée sous la direction de Daniel Boulard », membre du comité central, premier secrétaire de la fédération de la Sarthe et adjoint au maire du Mans.

« Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? »

Ainsi donc, le Mans était bien l'obstacle qui avait fait traîner en longueur, la veille, les négociations durant treize heures (le Monde du 4 février). Le climat n'avait pas été, du reste, à la franche camaraderie. En fin d'après-midi, les négociateurs avaient vu

entrer, impronp, M. Marchais, une dépêche de l'AFP à la main. Sans saluer personne, le secrétaire général du PCF s'assit de biais sur une table et lança aux socialistes : « Comment ? Certains d'entre vous disent que ça pourrait durer jusqu'à demain ? Mauroy n'avait dit qu'on finirait ce soir. J'ai annulé des réunions dans le Val-de-Marne pour être là. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ? »

Les communistes prenaient plaisir à montrer leurs connaissances des différences de courants au sein du PS. Lorsqu'il était question de la Seine-Maritime, ils s'adressaient plus particulièrement à M. Debarge, fabiusien. S'agissant du Mans, c'est à M. Alain Richard, rocardien comme M. Boulard, que M^{me} Vincent adressait ses remontrances. « Expliquez-lui donc [à M. Boulard] qu'il devrait cesser de monter la tête à Jarry. » Cette deuxième personne du pluriel avait fait bondir le bouillant rapporteur général du budget, expert électoral de M. Michel Rocard depuis vingt ans. « J'ai vingt-cinq ans de socialisme, avait lancé M. Richard à l'ancien bras droit de M^{me} Jeannette Thorez-Vermeersch. Certains d'entre nous ont droit au « tu », d'autres

au « vous » : j'aimerais savoir pourquoi.

Le Mans avait été l'occasion de bien des échanges aigres-doux et montés d'adrénaline. Les communistes ayant, par exemple, fait valoir qu'il s'agissait à leurs yeux d'un problème clé, M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national du PS, chargé des élections, avait demandé si cela signifiait une remise en cause de l'accord global. M^{me} Vincent avait alors dissipé l'inquiétude de son interlocuteur en répondant par un sourire.

Après une conversation téléphonique entre MM. Mauroy et Marchais, vendredi matin, une nouvelle rencontre avait été programmée pour l'après-midi. Le problème du Mans semblait avoir été mis de côté pour permettre aux négociations de continuer. Premier arrivé au siège du PCF, M. Michel Charzat, député de Paris, membre du secrétariat national du PS, se voyait contraint d'attendre ses camarades pendant une demi-heure, la rencontre ayant été repoussée à l'extrême. Il était fermement prévu, quoi qu'il arrive, de mettre cette fois les deux dirigeants supérieurs face à face pour le final.

M. Mauroy est donc venu se joindre à la troupe vers 17 h 30. Le premier secrétaire du PS a écouté sans mot dire une longue diatribe contre les socialistes. Le « patron » du PS n'a pas été beaucoup plus prolifique devant les journalistes à la sortie, estimant que l'accord était « tout à fait satisfaisant » et mettant l'accent sur le fait que dans « plus de 80 % des villes de plus de vingt mille habitants », les socialistes et les communistes présenteront une liste commune au premier tour. Pour ne pas être en reste, il glissait, comme son homologue, que « les demandes venant du PC étaient parfois excessives ».

Enfin, le PCF a annoncé une réunion de son comité central pour mardi 7 février. M. Marchais y présentera le rapport introductif dans lequel il évoquera probablement la première décision déjà prise par les communistes : présenter des listes autonomes dans les vingt arrondissements de Paris.

O. B. et P. J.

La préparation des élections

L'union PC-PS en déshérence

La colline aura accouché d'un sourcil. Pas un résultat politique significatif n'est sorti de l'interminable marchandage auquel se sont livrés les socialistes et les communistes pour les élections municipales de mars prochain. Confirmation du « rassemblement à gauche » ? Certes, là où il est arithmétiquement indispensable à l'un ou à l'autre parti pour conserver ses positions. Nouvelle étape sur la pente de la désunion, que les alliés d'autrefois descendent lentement depuis bientôt cinq ans ? Assurément, mais sans qu'aucune stratégie de rechange ne s'affirme de part ni d'autre d'avantage qu'ilier.

Ici ou là, socialistes et communistes s'émancipent un peu plus de l'union, qui reste néanmoins la référence théorique. On a vu des communistes tenter hardiment de marginaliser leurs « partenaires » dans leurs bastions « révolutionnaires ». On a vu des socialistes, à Paris notamment — laboratoire de l'union dans les années 60, — calculer sans état d'âme qu'un accord avec le PCF risquerait de leur enlever plus de voix qu'il ne leur en apporterait. On voit, dans de nombreuses villes, les uns et les autres partir séparément à l'assaut des maires de droite, contre lesquelles ils forment, pourtant, les mêmes griefs et prétendent représenter les mêmes intérêts.

S'il fallait des indices de la déshérence dans laquelle est tombée l'idée d'union de la gauche, sa rupture dans le capitale et le faible score que lui promettent les sondages à Marseille en seraient d'éclatants. Ce n'est pas tout. M. Mauroy a beau souligner que l'accord PS-PCF sera appliqué dans 80 % des grandes villes, et que ce sera pas à la quarantaine de « primaires » de 1983, la liste des lieux où les deux partis iront à la bataille séparément est éloquent : y figurent des villes « phares » du PCF, telle Amiens, voire Calais ; d'anciennes glorieuses conquêtes des communistes, comme Saint-Etienne et Reims ; d'importantes villes socialistes, comme Besançon, et certaines de celles que le PS espère prendre à la droite, notamment Quimper.

Et puis il y a Le Mans, qui n'a pas été pour rien au centre des derniers jours de discussion, et même des

dernières heures. On y voit en effet un maire communiste, patron du PCF dans le département depuis la Libération — ce qui est un gage d'orthodoxie, — affirmer son autonomie par rapport à la direction du parti en choisissant ses propres colistiers en accord avec les responsables socialistes locaux. Les dirigeants socialistes ont été mis en demeure par M. Georges Marchais de trancher un conflit interne touchant à une règle fondamentale du PCF : le contrôle des élus par l'appareil.

L'atomisation du Parti communiste

Sans doute les communistes ont-ils tenté d'établir un parallèle avec la situation du PS à Marseille, mais ils ne pouvaient être dupes de cet artifice, sachant qu'il était pour eux impossible d'imaginer une alliance avec le maire socialiste dissident de cette ville.

La direction du PCF parle d'autant plus haut et fort qu'elle a pris le risque, avec l'affaire du Mans, de changer la nature de sa relation avec le PS. On a pu mesurer, à cette occasion, non seulement ce que représente, non seulement ce que représente, mais la difficulté que rencontrent M. Marchais et son équipe pour faire la synthèse des logiques qui se font jour au sein du PCF.

Les dirigeants communistes avaient cru en avoir terminé avec l'opposition interne en excluant le courant rénovateur. Ils découvrent — et le cas de Limoges, où va se cristalliser le conflit entre les « normalisateurs » désignés par Paris et les partisans de M. Marcel Rigout, va renforcer ce constat — que le centralisme démocratique accoutumé par des cadres locaux peut déstabiliser le parti lui-même.

Si cette atomisation du PCF est la cause dernière des coups qui ont marqué la négociation avec les socialistes et a déjoué ces derniers, elle leur ouvre à terme une perspective nouvelle : celle de voir le Parti communiste devenir, dans les faits, une aile gauche diverse, imprévisible, indisciplinée et incommode, mais inséparable d'une social-démocratie avouée.

OLIVIER BIFFAUD
et PATRICK JARREAU.

Une cinquantaine de « primaires »

Sur les trois cent quatre-vingt-huit villes de plus de vingt mille habitants, les socialistes prévoient une cinquantaine de « primaires » opposant, au premier tour de scrutin, une liste du PS et une liste du PCF (en 1983, on avait recensé quarante-quatre « primaires » dans cette même catégorie de villes). On peut en recenser, à ce jour, une trentaine.

• Villes dont le maire est communiste : les socialistes présenteront leur propre liste à Tarbes (Hautes-Pyrénées), Amiens (Somme), Saint-Dizier (Haute-Marne), Le Petit-Quevilly (Seine-Maritime), Les Mureaux (Yvelines), Le Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine). A ces six villes — si les négociations, qui continuent localement, échouent — pourraient s'ajouter : Calais (Pas-de-Calais), Dieppe (Seine-Maritime), Lons-le-Saunier (Jura) et Ris-Orangis (Essonne).

En outre, des initiatives d'élus socialistes, telles que celles de

MM. Jean-Pierre Luppi à Saint-Martin-d'Hères (Isère) et Michel Carlelet à Romilly-sur-Seine (Aube), qui ont annoncé leur candidature contre le maire communiste de ces villes, ne peuvent être exclues dans les prochains jours.

• Villes perdues par le PCF et passées à droite en 1983 : il y aura « primaire » à Arles (Bouches-du-Rhône), Nîmes (Gard), Saint-Etienne (Loire), Reims et Epervan (Marne), Chelles (Seine-et-Marne), Savigny-sur-Orge (Essonne), Antony, Levallois-Perret et Châtillon-sous-Bagneux (Hauts-de-Seine), Aulnay-sous-Bois, Gagny, Noisy-le-Grand, Montfermeil et Villepinte (Seine-Saint-Denis), Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), ville où la liste socialiste sera dirigée par un radical de gauche) et Sarcelles (Val-d'Oise).

En revanche, le PS, avec l'accord du PCF, conduira la liste de gauche

à Oyonnax (Ain), Béziers (Hérault), Orange (Vaucluse), Poissy (Yvelines), Athis-Mons (Essonne) et Franconville (Val-d'Oise).

Le PCF, avec l'accord du PS, conduira la liste de gauche à Saint-Quentin (Aisne), Grasse (Alpes-Maritimes), Sète (Hérault), La Seyne-sur-Mer (Var), Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Goussainville (Val-d'Oise).

• Villes dont le maire est socialiste : à l'initiative des élus socialistes locaux, des « primaires » opposeront le PS et le PCF à Besançon (Doubs), Cachan (Val-de-Marne), Lens (Pas-de-Calais) et Limoges (Haute-Vienne).

• A cette liste s'ajoute un cas singulier de « primaire » dans une ville dont le maire est communiste : celle que le PCF organise au Mans contre M. Robert Jarry, allié aux socialistes. D'autre part, il faut noter que Romilly-sur-Seine comptait 16 291 habitants au dernier recensement en 1982.

M. Robert Jarry, maire communiste du Mans, exclu après quarante ans au parti...

LE MANS
de notre correspondant

Le couperet est tombé vendredi soir. M. Robert Jarry et ceux qui le suivent dans son entreprise de division sont exclus du Parti communiste. Le secrétaire général du PCF avait clairement annoncé cette décision après avoir reproché à M. Jarry, maire du Mans, d'« éliminer, en très large concertation avec le député socialiste Jean-Claude Boulard, certains camarades, ceux qui ne leur plaisent pas », dans la plate-forme municipale mise au point au sein du bureau municipal. « Il y a un principe auquel nous ne saurions déroger : c'est à chaque parti qu'il appartient de désigner ses candidats », avait-il ajouté. Mais cette socialiste on était décidé à soutenir les Sarthois dans leur accord passé avec le maire communiste du Mans : M. Boulard avait réussi à en faire admettre la légitimité rue de Solferino. Les communistes « orthodoxes » partiront donc dans une primaire avec M. Daniel Boulard, le premier adjoint « éliminé » par M. Jarry et les socialistes, ancien député, membre du comité central, à la tête d'une liste de « rassemblement des forces de gauche », pour faire face à ce qu'ils appellent déjà la « liste de division Jarry-Boulard ».

Ainsi, après avoir incarné le parti pendant quarante ans, M. Jarry entame la dernière ligne droite de sa carrière comme l'exclu le plus inattendu. Ses liens avec le parti s'étaient déjà distendus au cours de son précédent mandat. Il n'avait pas hésité à écarter certains des apparatchiks que le PCF avait placés dans son entourage. Mais c'est bien plus tard qu'il a osé expliquer : « Ce n'est pas au parti de dicter sa ligne de conduite à une municipalité. Et, je suis maire de tout le monde ».

Etonnant, cette distance, de la part d'un militant perçu comme un « stalinien » grand teint pendant les trois décennies qu'il passa à la tête de la fédération de la Sarthe. En 1946 — il avait vingt-deux ans, — l'ancien ouvrier du bâtiment réfractaire au STO devenait premier secrétaire de la fédération, en première ligne sur le front de toutes les luttes sarthoises, « gérant » avec poigne les troupes de la fédération comme les grosses sections d'entreprise, Renault en tête. La gestion l'aurait fait changer ? Il en avait déjà été dès 1953, en devenant le plus jeune conseiller municipal mancel, élu au sein du groupe communiste, grâce à la proportionnelle. Mais, même devenu conseiller général en 1977, il restait un dirigeant d'opposition. Tout a changé lorsqu'il prit les rênes de la ville en 1977.

En fait, le communiste pur et dur, inflexible défenseur de la « ligne », a commencé très tôt à prendre du champ par rapport à certaines options du parti. Dès 1967, j'avais déjà posé certains désaccords de fond. Mais dans le secret de la famille. Il préférait laisser son ami Henri Lelièvre, un proche d'Henri Fiszbin, clamer tout haut ce qu'il pense tout bas.

Sa discrétion lui permit de faire le poids face aux instances du parti, d'autant qu'en 1983 la campagne fut dominée par la querelle avec les socialistes, décidés à faire cavalier seul « au mépris de l'union de la gauche ». Des socialistes conduits par un certain... Jean-Claude Boulard. Et M. Jarry réussit alors à inclure dans sa liste certains camarades pratiquement hors du parti.

Il s'est toujours à ses côtés. Ils partagent la même conception de leur rôle. Loin du communisme ? Il y a encore peu, M. Jarry nous déclarait être « plus communiste que jamais ». Mais à sa façon : « Le communisme, c'est plus une philosophie qu'une certitude ». Avec cette constante : « La lutte contre les inégalités ». Et il ajoutait : « C'est pour cela que je reste communiste. Fidèle au parti parce que jamais rien ne s'est fait de grand, en France, sans que les communistes soient au pouvoir ».

ALAIN MACHEFER.

Le Conseil d'Etat confirme l'annulation de la révision des listes électorales de 609 bureaux de vote de Paris

L'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 3 février l'annulation par le tribunal administratif de Paris des opérations de révision des listes électorales dans 609 des 957 bureaux de vote de la capitale. Le Conseil d'Etat a en revanche, contrairement aux jugements du tribunal administratif (le Monde du 15-16 et 19 janvier), validé ces opérations dans 197 autres bureaux de vote.

Cette décision met fin au premier épisode d'une guerre préparatoire politico-juridique qui oppose le maire de Paris, M. Jacques Chirac, et M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et chef de file du Parti socialiste, pour la prochaine bataille de l'élection municipale dans le capitale.

Les référés du préfet de l'Ile-de-France, qui avaient abouti à l'annulation par le tribunal administratif des opérations de révision des listes électorales dans 806 des 957 bureaux de vote de la capitale, avaient en effet été précédés, d'une violente campagne, inspirée par le PS et relayée par les Verris, dénonçant des ajustements peu innocents de listes dans plusieurs arrondissements où M. Chirac pourrait se sentir électoralement menacé.

Deux arguments

Le juge administratif de première instance puis le Conseil d'Etat n'avaient à se prononcer que sur la régularité de la procédure administrative de révision des listes. Il appartenait au juge judiciaire d'examiner éventuellement la validité de certaines inscriptions ou radiations des listes électorales.

Le maire de Paris avait d'autre part attaqué — tentative de riposte — la fois juridique et politique aux critiques de M. Joxe et des

socialistes — devant le Conseil d'Etat les divers jugements du tribunal administratif de Paris. Deux arguments étaient avancés pour justifier cette attitude. L'un, tiré d'un échange de correspondance de 1985 entre la préfecture de l'Ile-de-France et la mairie de Paris, retenait exclusivement cet élément d'appréciation alors formulé par la préfecture après consultation du ministre de l'intérieur de l'époque (M. Joxe) : « Il n'y a pas lieu de considérer comme irrégulières des séances de la commission aux-quelques, soit le délégué de l'administration, soit le délégué du président du tribunal de grande instance, n'a pas siégé, pour des impératifs personnels ou professionnels, alors qu'ils avaient été dûment convoqués par le maire ».

La même lettre de la préfecture précisait cependant : « Toutefois, une absence répétée et non justifiée de la part d'un délégué serait à son avis susceptible de vicier la procédure, et c'est notamment pour cette raison que j'avais été amené en 1983 à différer les opérations de révision des listes électorales de certaines commissions devant la juridiction administrative ».

Le second argument de la Ville de Paris s'appuyait sur l'application aux commissions de révision de listes de la règle commune du quorum : forte, en principe, de trois membres (un représentant du maire, un délégué de l'administration désigné par le préfet et un délégué désigné par le président du tribunal de grande instance), les commissions pouvaient valablement se réunir, était-il soutenu par la Ville, dès lors que deux membres avaient apposé leurs signatures au bas des documents résultant de leurs travaux. C'est ce qui s'était produit pour la plupart des opérations annulées par le tribunal administratif.


Devant l'assemblée du contentieux du Conseil d'Etat, M. Bernard Stirn, commissaire du gouverne-

ment, tout en indiquant que « rien ne permet de suspecter une quelconque fraude » liée à ces nombreuses annulations de révision de listes et en reconnaissant que « la procédure de révision s'est heurtée à d'importantes difficultés (...) compréhensibles » à Paris et, semble-t-il, dans plusieurs autres villes, a fait connaître les raisons de refuser la « dérive » que constitue l'absence généralisée d'une signature (au moins) au bas des documents de révision. Défaut de signature qui traduit le plus souvent l'absence pure et simple de l'un des membres de la commission lors des travaux de révision. Le Conseil d'Etat l'a suivi dans ses conclusions.

Il a donc validé les opérations de rectification des listes de 197 bureaux de vote. Elles avaient été, un peu hâtivement, annulées par le tribunal administratif, qui avait disposé de trois jours seulement pour contrôler une masse considérable de documents. Le Conseil d'Etat a en revanche confirmé l'annulation des opérations de révision des listes électorales dans 609 bureaux de vote et redonné du même coup aux maires et aux commissions de révision des listes électorales un code de bonne conduite qu'avaient progressivement désigné les habitudes prises et la lourdeur des opérations de révision.

MICHEL KAJMAL.

RAYONNAGES
BIBLIOTHÈQUES À VOS MESURES



PREX TRÈS COMPÉTITIFS
25 années d'expérience
R.M. Levy, fabricant - 288, av. du Maine,
75014 Paris, M^{me} Allais - Tél. : 45-49-57-49

Politique

Clôture de la Semaine de l'Europe organisée par l'UDF

M. Giscard d'Estaing assure qu'il faut « changer de cap »

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a déclaré vendredi 3 février, en clôturant la Semaine de l'Europe organisée par son mouvement, que la politique du gouvernement, « n'est pas la bonne » et qu'il faut « changer de cap » pour préparer l'échéance du marché unique de 1993. « Plus nous voulons réussir l'Europe, a souligné M. Giscard d'Estaing, plus nous devons réussir en France. L'Europe ne doit pas être la clinique d'une France malade. L'ancien président de la République juge notamment qu'il faut réduire la fiscalité sur l'épargne, abaisser la TVA, continuer les privatisations, simplifier les procédures administratives afin de permettre aux entreprises françaises

d'être concurrentielles avec celles des autres pays de la CEE. En outre, M. Alain Lamassoure, porte-parole de l'UDF, a indiqué que MM. Jacques Chirac et Giscard d'Estaing s'étaient « mis d'accord » (avant la réunion des deux délégations RPR et UDF qu'ils conduisent vendredi, lors de la clôture de cette semaine pour l'Europe) pour ne pas aborder la question de la liste unique de l'opposition aux élections européennes de juin. Cette question divise l'UDF, tandis que MM. Chirac et Giscard d'Estaing sont partisans d'une liste unique.

Vendredi, les deux formations de droite ont comparé leurs projets pour l'Europe et décidé de « rechercher la possibilité d'aboutir à des propositions communes » pour l'échéance du mois de juin. Dans cette perspective, M. Lamassoure et M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, ont souligné que les deux formations font des propositions « quasiment identiques » pour préparer 1993.

Les délégations du RPR et de l'UDF ont, aussi, décidé de demander la constitution d'une commission d'enquête parlementaire pour examiner « les conditions dans lesquelles se sont déroulées les acquisitions et les cessions d'entreprises publiques depuis les lois de nationalisation de 1982 ». Ils ont insisté pour dire que le domaine de cette enquête devrait comprendre aussi bien les décisions prises par le gouvernement Mauroy que les modalités des nationalisations, ainsi que les décisions de privatisation prises par le gouvernement Chirac.

Les deux délégations ont jugé également « indispensable que les enquêtes administratives, douanières et fiscales qui auraient dû être ouvertes depuis plusieurs semaines soient menées rapidement à bien, que leurs conclusions soient rendues publiques ainsi que les sanctions prises et que la justice fasse toute la lumière sur ces affaires ». Ce souhait vise « l'évolution des affaires de la Société Générale et de Pechiney ».

Mauvaises affaires pour la démocratie

(Suite de la première page.)

Ce fait amorce peut-être une rupture avec la tradition française en matière de scandales, largement exploités en période électorale, médiocrement enterrés une fois les élections passées. D'autant qu'à ce changement s'ajoute le travail accompli par la presse digne de ce nom.

Les « affaires » ne sont plus réservées à l'insinuation calomnieuse de la presse d'extrême droite ou aux quelques occasions d'un hebdomadaire satirique. Elles sont dévoilées après investigation par des journaux qui ont leurs sympathies politiques, réelles ou supposées, et sont motivées par la lecture et les voyages. « Je l'ai vu agir en tant que maire et au sein de l'UDF, il avait le sens de l'union et savait mettre un terme aux querelles avec sagesse et sérénité ».

Elu au conseil régional d'Ile-de-France en 1986 (il en était vice-président), il était chargé de la culture et défendait avec intérêt des dossiers comme celui de la maison de Chateaubriand dans la Vallée-aux-Loups, ou encore celui de l'Oratoire de l'Ile-de-France. Adolphe Chauvin était le beau-père de M. Yves Galland actuel président du parti radical valoisien.

Décès d'Adolphe Chauvin, ancien président du groupe centriste du Sénat

Premier patron du département du Val-d'Oise en 1967 au moment de sa création, Adolphe Chauvin est décédé, vendredi 3 février, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

Un peu plus de trois semaines après Pierre Salvi, qui lui avait succédé à la tête du conseil général du département, cet ancien président du groupe centriste au Sénat, originaire de la Manche, et qui fut professeur d'anglais pendant vingt-trois ans à l'école Saint-Martin de Pontoise, avait commencé dans cette ville sa vie électorale en 1945 en qualité de conseiller municipal. Il en était devenu maire en 1953, puis sénateur en 1959 et en 1964, il accédait à la présidence du conseil général de Seine-et-Oise trois ans avant la partition de la région parisienne en sept départements. En 1968, il devenait président des présidents de conseils généraux.

En 1976, il quitta le conseil général et, en 1977, la mairie de Pontoise, laissant la place à l'actuel député UDF, M. Jean-Philippe Lachenaut. On attribue cette double défection à deux aspects de sa vie politique. Tout d'abord son engagement en faveur de la ville nouvelle

JACQUELINE MEILLON.

municipales

A Lyon, M. Barre deuxième sur la liste de M. Francisque Collomb

LYON
de notre bureau régional

Les premiers mots du maire de Lyon, le sénateur non inscrit Francisque Collomb, vendredi 3 février, lors de la présentation des premiers candidats dans chacun des neuf arrondissements de la ville, ont été pour dire la satisfaction que lui procurait « la présence de M. le premier ministre sur nos listes ». M. Raymond Barre sera en effet candidat dans le sixième arrondissement de Lyon en seconde position derrière M. Collomb. Mais la place que celui-ci a occupée lors de la présentation officielle des principaux candidats des listes « Lyon d'abord » comme les propos qu'il a tenus à cette occasion confirment le rôle prépondérant du député (apparenté UDC) du Rhône dans l'actuelle campagne pour les élections municipales.

« Si je m'engage, a notamment déclaré l'ancien premier ministre, c'est parce que je crois que nous sommes arrivés à un tournant. Il faut que Lyon affronte le vingt et unième siècle dans de bonnes conditions. Après avoir rappelé qu'il n'a pas de « destin municipal » et qu'il serait « heureux d'être un conseiller municipal de base », M. Barre a indiqué qu'il serait « un témoin et un garant des objectifs et de la cohésion » de l'équipe municipale.

A première vue, cependant, le renouvellement des édiles prévu avec insistance depuis plusieurs mois par l'ancien premier ministre apparaît plutôt limité (1) : seul le premier arrondissement de Lyon voit arriver un nouveau venu en la personne de M. Alain Bideau, directeur de recherche au CNRS, tandis que l'actuel premier adjoint, M. André Soudier (UDF-PR), a choisi d'aller faire campagne dans le

(1) Les candidats : M. Alain Bideau (UDF), premier arrondissement ; M. Camille Georges (UDF-CDS), deuxième arrondissement ; M. Simone André (UDF-PR), troisième arrondissement ; M. Colette Moreau (UDF-CDS), quatrième arrondissement ; M. Jean-Louis Isenmann (UDF-CDS), cinquième arrondissement ; M. Francisque Collomb (sénateur non inscrit), sixième arrondissement ; M. Roland Fulchiron (UDF-CDS), septième arrondissement ; M. André Soudier (UDF-PR), huitième arrondissement ; M. Roger Fenech (UDF-CDS), neuvième arrondissement.

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

La chronique des « affaires » plus ou moins scandaleuses, qui fleurissent à l'ombre — ou plutôt dans l'obscurité — de la politique, n'a pas commencé sous ce septennat ni sous cette République. En faisant allusion à quelques précédents récents, Michel Rocard l'a rappelé publiquement et, sans doute, à toutes fins utiles. Les hasards de l'édition font qu'un ouvrage, dû à Thierry Wolton, « Les Ecuries de la Vierge », vient rafraîchir notre mémoire.

Cette petite histoire des scandales qui ont défrayé la chronique depuis trente ans a pour ambition de mieux faire voir les liens secrets entre la politique et l'argent, à la faveur des bavures, des dérives, des excès et des crises qui les ont portés à la surface de l'actualité. « En rassemblant des faits épars, en revenant sur les lieux du crime, en interrogeant des témoins, en replaçant chaque affaire dans son contexte historique, en analysant leur permanence, dans les techniques employées comme dans les hommes impliqués, ce livre propose, pour la première fois, écrit l'auteur, une intelligence des écuries de la Vierge ».

Le rappel historique d'affaires anciennes, qui sont au demeurant très différentes les unes des autres, ne saurait fonder un jugement politique ou moral sur celles qui, aujourd'hui, font la première page des journaux en même temps qu'elles sont l'objet d'enquêtes officielles. C'est à la lumière de ces investigations qu'il faut trancher et, le cas échéant, sanctionner. Agir autrement reviendrait à verser dans le travers de l'amalgame dont on peut dire, avec Michel Rocard, qu'il est le plus détestable des procédés, celui de la responsabilité par association, s'il ne couvre pas, à l'inverse, la plus détestable des impunités, celle qu'autoriseraient la répétition et la passivité.

Il existe, en effet, une certaine pérennité des « scandales » qu'on peut illustrer facilement en les évoquant : l'enlèvement et la Garde mouroir de Ben Barka, la Garantie foncière, l'assassinat de Jean de Broglie, les détournements du Carrefour du développement.

sur la plupart d'entre eux. Il arrive que la continuité s'affirme plus nettement encore. Il en est ainsi de la Villette dont l'auteur nous dit : A travers les âges et les présidences, la Villette est un joli fromage pour les profiteurs de la V. Les intérêts qui ont convergé sur ce bout de terrain reflètent l'évolution du copinage, ces trente dernières années, lorsqu'il a fallu passer d'une forme (étendue) de capitalisme sauvage, à l'aube du gaullisme, à une gestion économique et sociale centralisée, culminant avec le capitalisme d'Etat cher à la gauche au début des années 80. Les scandales de la Villette témoignent de ces changements. »

La République et la vertu

On s'aperçoit, en redécouvrant les dossiers que Thierry Wolton ressort, combien ces affaires qui ont tenu le haut du pavé sont vite retournées au mystère qui les enveloppait et qui, souvent, demeure. De Jean de Broglie, l'auteur écrit par exemple : « L'affaire dévala trop crûment la fange pour qu'on ait cherché à connaître la vérité, toute la prétention d'élever l'action politique au rang de la morale pure, ce ne serait déjà pas si mal de faire la clarté sur ses fautes. »

Le travail de Thierry Wolton permet, en dehors de l'environnement passionnel et polémique du moment, d'apprécier ce qui, au-delà des faiblesses individuelles, procède des vices du système politique et de la permanence de certaines pratiques qui favorisent l'affairisme en confondant des intérêts économiques privés avec le bien public.

Nul n'attend de la République qu'elle soit parfaite, même si elle réclame par nature plus de vertu que les autres régimes. On lui

demande simplement de mieux préserver cette vertu et de prendre à cette fin les moyens nécessaires. Or, à chaque vague de scandales, on promet des remèdes plus ou moins convaincants.

Aujourd'hui, il est question de renforcer les pouvoirs de la Commission des opérations boursières. Soit. Il n'y a pas si longtemps, on votait une loi sur la transparence financière de la vie politique. Une belle pantalonnade, selon Thierry Wolton qui, à la lumière des comptes publiés après la dernière élection présidentielle, n'a aucune peine à montrer l'écart existant entre le respect de la loi et la réalité. La classe politique, comme les Français en général, répond à l'appel au grand jour ses rapports avec l'argent.

De la même façon, elle continue de privilégier le secret en s'abritant derrière des motivations dont la sincérité, ou seulement l'opportunité, ne sont pas toujours évidentes. Tantôt on invoque l'intérêt public, tantôt le respect des personnes, tantôt la bonne marche de la justice, tantôt le refus de la polémique. La médiatisation envahissante du pouvoir et du jeu politique semble renforcer le vieux réflexe du secret, tant est forte la crainte du qu'en-dira-t-on à l'échelle des grandes audiences et des gros tirages. Le souci de préserver l'image projetée de toute impureté prend une dimension stratégique. Et si c'était une erreur ?

Le culte du secret, qui pouvait être efficace dans le cadre restreint de la cour ou d'un petit monde d'intérieurs — si l'on ose encore employer ce terme accusateur — ne l'est plus forcément lorsqu'il faut gouverner en sollicitant en permanence l'adhésion populaire la plus large. La transparence passe mieux à l'écran, et le déviant système d'information ne saurait se nourrir de mystère. C'est un exercice délicat et dangereux que de vouloir concilier ces contraintes, le secret et la médiatisation, car leur mélange risque de prendre la forme de la manipulation.

* Les Ecuries de la Vierge, de Thierry Wolton, Grasset, 324 p., 99 F.

Communication

Les chaînes de télévision et la violence

« Bonne conduite » en ordre dispersé

Cinq chaînes françaises sont parvenues à un accord pour limiter les scènes de violence aux heures de grande audience. Un code de « bonne conduite », élaboré à la suite de nombreuses réunions de travail, est à la signature chez tous les présidents. Il vise à établir une « déontologie sur la représentation de la violence à la télévision ». TF1 n'est pas favorable à cette initiative.

La multiplication des séries policières américaines, la programmation à 20 h 30 de films d'horreur et de longs métrages interdits depuis un an de nombreuses protestations de téléspectateurs. Lors du débat parlementaire sur l'audiovisuel à l'automne 1988, M. Catherine Tasca, ministre de la communication, et certains parlementaires s'étaient élevés contre le contenu de certaines émissions. M. Ségolène Royal, députée socialiste, avait même tenté de faire adopter un texte pour interdire les scènes de violence sur le petit écran.

Les responsables des chaînes publiques et privées ont préféré la solution du code déontologique à celle du texte réglementaire. A l'initiative de M. Claude Contamine, président d'Antenne 2, les responsables des télévisions se sont mis d'accord sur quelques initiatives. Si les auteurs de ce code de bonne conduite n'imaginent pas que la violence puisse disparaître totalement de la création de fiction, ils proscrirent toute « violence gratuite », qu'elle soit « physique, verbale ou érotique », et veulent tout éviter de « solliciter l'imaginaire des candidats à la violence en leur fournissant des idées, des recettes ou des trucs permettant de perpétrer des actes violents ». Ces règles concernent au premier chef les fictions commandées par les chaînes, surtout pour les œuvres diffusées aux heures de grande audience où enfants et adolescents sont présents devant le petit écran. Elles pourraient avoir des répercussions sensibles sur la création cinématographique puisque les chaînes sont coproductrices d'un grand nombre de films français.

Parmi ses autres propositions, ce code de bonne conduite insiste sur l'information du téléspectateur en suggérant que les programmes de télévision publiés dans la presse signalent la présence des scènes violentes. Pour leur part les chaînes s'engagent à « ne pas faire figurer dans les bandes-annonces des scènes de violence susceptibles de choquer le téléspectateur ». Mais les auteurs du document entendent limiter les mesures d'autocensure pour laisser aux parents leur pleine responsabilité.

Ils demandent à Télédiffusion de France et aux constructeurs de récepteurs d'étudier un dispositif « couplant automatiquement la réception d'œuvres violentes ou érotiques à défaut de la mise en œuvre d'un code d'attente par les parents ».

Antenne 2, FR 3, Canal +, la 5 et M 6 sont prêts à approuver ce code de bonne conduite. Mais TF1 a déjà déclaré qu'elle « ne s'associe pas à des chartes sans grande signification », préférant appliquer sa propre déontologie en la matière.

● Bénéfice en forte hausse pour CEP-Communication. — Le bénéfice consolidé du groupe d'édition CEP-Communication devrait dépasser 235 millions de francs en 1988, soit une progression de plus de 50 %, selon son président, M. Christian Bregou. Le chiffre d'affaires s'établira autour de 4,2 milliards de francs. Sa croissance est particulièrement forte (45 %) dans le secteur information, qui édite notamment, sous-dix journaux, organise des salons et réalise un CA de 1,7 milliard de francs. Quant au Groupe de la Cité, dont CEP-Communication est l'un des deux grands actionnaires avec la Générale occidentale, il devrait approcher les 5 milliards de francs de chiffre d'affaires.

● PRÉCISION. — A la suite de notre article « La guerre des circuits » (Le Monde du 24 janvier), la société distributrice du film Willow indique que, « en aucune sorte, la location de ce film n'a été refusée au Kinopanorama et que l'exploitant n'a même jamais, à aucun moment, manifesté le souhait de le programmer ».

Diversification de la presse économique en Suisse

Les groupes Expansion et Edipresse lancent « Bilan »

Le groupe Expansion et l'éditeur de Suisse romande Edipresse vont lancer en mai un magazine mensuel économique et financier intitulé Bilan. Il remplacera l'Agefi-magazine, que le groupe Expansion avait lancé en 1987, après avoir racheté le quotidien français du même nom.

Bilan, avec un tirage de départ de 15 000 exemplaires, traitera de la vie des affaires helvétiques. Ce lancement est rendu possible par l'accord qu'avait passé le groupe suisse romand Edipresse, qui publie notamment les quotidiens 24 Heures (100 000 exemplaires) et le Matin (55 000 exemplaires), avec un autre

groupe suisse, l'éditeur Jean Frey, de Zurich. Celui-ci édite le mensuel économique de langue allemande Bilanz (55 000 exemplaires), premier titre de la presse économique en Suisse allemande. Bilanz pourra utiliser à la fois le graphisme de Bilanz et ses articles.

Dirigé par Pierre Lamunère, Edipresse contrôle, en plus de publications quotidiennes et périodiques, le principal réseau de distribution de presse en Suisse romande, Naville, ainsi que les librairies Payot. Il possède en outre des centres d'impression, les Imprimeries réunies de Lausanne.

هكذا من الأصل

Société

ENVIRONNEMENT

M. Brice Lalonde crée une cellule de surveillance de la pollution

Le smog de Paris

Première conséquence de l'hiver qui sévit sur la France : M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, vient de créer une cellule de surveillance de la pollution urbaine. Motif : un couvercle d'air chaud, et que nulle brise ne vient chasser, retiennent sur les plus grandes agglomérations un cocktail de gaz toxiques lâchés par les usines et les véhicules qui, se mêlant au brouillard, forment un véritable « smog ».

La « cellule » constituée au ministère de l'environnement est chargée de collecter les informations provenant des vingt-trois

équivalant à celui existant pour le smog. En conséquence, aucune alerte n'est prévue. Il est vrai que si à très haute dose leur toxicité est amplement démontrée, les scientifiques sont incapables de dire quels sont, à faibles doses, leurs effets à long terme sur les bronches des citadins. Pourtant, personne n'oserait soutenir que leur présence dans l'air des villes est inoffensive. En matière de recherche fondamentale comme dans le domaine de l'épidémiologie, tout reste à faire.

« Renifleurs » en alerte

Toutes ces données sont transmises régulièrement (certaines tous les quarts d'heure) à un ordinateur central situé non loin de la Bastille. C'est de ce PC qu'il est possible d'analyser les données et de déclencher les alertes éventuelles. Si l'air des Parisiens contenait plus de 600 microgrammes de dioxyde de soufre par mètre cube, les véhicules demanderaient immédiatement aux centrales EDF, aux entreprises chimiques de Rhône-Poulenc et de Saint-Gobain ainsi qu'aux usines du chauffage urbain de réduire ou même de stopper leurs chaudières. Une telle teneur n'a pas été atteinte depuis six ans. On est en effet loin et il est probable qu'on ne l'atteindra pas car toutes ces entreprises brûlent à présent du fuel à basse teneur en soufre.

Le cas des gaz d'échappement est plus inquiétant. Oxyde d'azote, monoxyde de carbone, hydrocarbures, aucun de ces composants toxiques n'est soumis à un plafond

actuellement, pour que le taux de pollution atteigne des sommets. Dans la matinée du vendredi 3 février, les « renifleurs » de la capitale détectaient des doses de monoxyde d'azote dépassant 500 microgrammes par mètre cube d'air, soit le triple des taux habituels. S'y ajoutant des taux de dioxyde d'azote de 170 microgrammes par mètre cube d'air. Les 200 microgrammes avaient été dépassés à trois reprises au cours de la semaine précédente. Or une directive européenne considère qu'il est dangereux de dépasser ce taux pendant plus de six jours par an. Paris atteint donc la limite supportable.

Pourtant, M. Brice Lalonde ne cache pas qu'il est préoccupé. « La présence de l'anticyclone sur lequel nous ne pouvons rien a démontré une chose, dit-il : c'est que la circulation automobile est en grande partie responsable de la montée de pollution que nous enregistrons. Laisser les voitures circuler alors que l'air, lui, ne circule pas est une contradiction qui, aujourd'hui, saute aux yeux. L'avantage des transports en commun, économiques et peu polluants, apparaît plus clairement que jamais. Les candidats aux municipales devraient réfléchir à ce problème et nous dire ce qu'ils comptent faire pour le résoudre dans les six ans à venir. »

Envisager une parade

Compte tenu des indications météorologiques qui ne prévoient aucune modification à court terme, il faut bien envisager une parade. A Athènes, qui baigne dans un brouillard photochimique quasi permanent, les autorités ont imaginé d'imposer, au moins certains jours, un système draconien. Les véhicules immatriculés avec un numéro pair seraient autorisés à rouler les jours pairs, les autres les jours impairs. L'absurdité d'une telle mesure, évidemment trop abrupte pour être viable, saute aux yeux. A Milan, également touché par la pollution, le maire a commencé par faire appel au civisme des conducteurs. Sans aucun résultat observable. Il a donc interdit sa ville aux poids lourds à certaines heures. Il est douteux que l'expérience soit concluante.

A Paris, les techniciens lèvent les bras au ciel quand on évoque l'éventualité d'une quelconque restriction de la circulation. Il faudrait en effet obtenir l'adhésion de tous les maires de l'agglomération, ce qui paraît impensable et soulève même une franche hilarité chez certains responsables. Pourtant, une faible diminution du nombre des véhicules roulant dans les artères parisiennes (par exemple en offrant aux portes de la capitale des parkings gratuits et gardiennés aux barbusiers) suffirait à fluidifier le trafic, ce qui entraînerait du même coup une baisse sensible de la pollution. En tout cas personne, ni à l'Hôtel de Ville, ni à la préfecture de police, ni dans les services de l'environnement, ne paraît avoir mis à l'étude la moindre mesure.

MARC AMBROISE-RENOU.

DÉFENSE

Pendant leurs manœuvres communes en Corse

Américains et Français vont tester leur capacité à évacuer des otages

Comment évacuer des ressortissants nationaux retenus en otage par une faction anti-gouvernementale dans un pays étranger ? C'est le thème de la manœuvre « Phénix » que les forces françaises et américaines ont prévu d'organiser en Méditerranée, du dimanche 5 au lundi 13 février, avec une importante participation aéronavale. Le chef d'état-major des armées françaises, le général Maurice Schmitt, doit assister à l'exercice en début de semaine prochaine, dans la région de Figari, en Corse-du-Sud.

Préparée depuis avril dernier, la manœuvre « Phénix » combine, en réalité, deux exercices que Français et Américains avaient l'habitude d'organiser séparément mais qui ont un thème commun : un débarquement de troupes en zone hostile pour évacuer et rembarquer des ressortissants nationaux pris en otage. La manœuvre est dirigée depuis le centre des opérations de Toulon par le vice-amiral d'escadre Duthoit, préfet maritime de la III^e région et commandant en chef pour la Méditerranée.

Une opération délicate

Dans les états-majors, on explique le thème de « Phénix » par les considérations tactiques suivantes. Un pays en proie, depuis des années, à de graves troubles intérieurs est divisé en une faction soutenant le gouvernement légal et une faction séparatiste bien armée. Des incidents l'ont entraînés pour la sécurité des ressortissants français et américains, dont certains sont déjà retenus en otages par la faction anti-gouvernementale.

A cette occasion, les deux porte-avions français, le *Foch* et le *Clémenceau*, un porte-avions américain des plus modernes, le *Theodore Roosevelt*, et un porte-hélicoptères américain, le *Guadalcanal*, apparte-

nant tous deux à la VI^e flotte basée en Méditerranée, doivent apprendre à manœuvrer ensemble, au côté de dix-sept autres bâtiments de guerre des deux marines alliées.

Sur terre, en Corse, l'armée française déploie des éléments de la 4^e division aéromobile (avec ses hélicoptères Gazelle et Puma), de la 6^e division légère blindée (avec les chars AMX-10 RC) et du 13^e régiment de dragons parachutistes (qui est une unité spéciale de recherche du renseignement en profondeur). La marine française, de son côté, a mobilisé ses unités maritimes commandos. Les Américains ont détaché six cent cinquante « marines » (avec des véhicules amphibies et des hélicoptères). A l'exception des phases maritimes conduites par le vice-amiral Tripier, commandant l'escadre de la Méditerranée, qui aura les navires américains sous son autorité, le commandement des troupes au sol est assuré par des officiers français ou américains, chaque armée déléguant des missions de liaison auprès de l'autre.

« Phénix » a été conçu dans le cadre d'une intervention strictement bilatérale. Six cents « figurants » joueront les otages et, sur le terrain, outre l'organisation d'un débarquement massif sur les rives corse, il a été prévu de mettre à l'épreuve le soutien logistique et sanitaire nécessaire.

En règle générale, ces opérations de rembarquement amphibie et hélicoptère de populations civiles prisonnières dans un pays étranger sont des plus délicates à monter. Les Etats-Unis, en particulier, en ont fait l'expérience. On se souvient en effet de l'échec, en avril 1980, en plein désert de Taïwan, de l'opération entreprise par des commandos spécialisés de l'armée américaine pour libérer des diplomates des Etats-Unis retenus à Téhéran.

J. L.

JUSTICE

Au tribunal de Lyon

La passion de M. de Bonneval, herboriste

LYON
de notre bureau régional

Les amateurs de camomille et autres plantes aux vertus sédatives s'étaient mobilisés jeudi 2 février pour soutenir M. Patrick de Bonneval, gérant de l'herboristerie de la Croix-Rousse qui comparait devant le sixième chambre du tribunal correctionnel de Lyon.

Homme tranquille à la barbe soigneusement taillée, M. de Bonneval est pourtant loin d'être une star. Rien à voir avec Rika Zarai venue le même jour à Lyon pour débattre sur l'antenne régionale de FR 3 sans faire un détour par le palais de justice. Il serait encore plus hasardeux d'assimiler M. de Bonneval à un chérubin. Titulaire d'un diplôme de docteur en droit et d'un diplôme de pharmacien délivré par la faculté de médecine de Lyon, il est pourtant poursuivi pour « exercice illégal de la pharmacie » et « exercice illégal de la médecine » sur plainte de l'inspection régionale de la pharmacie, relayée et même poussée selon certains — par le conseil national de l'ordre des pharmaciens qui s'est constitué partie civile.

Cette histoire de « simples » recouvre un contentieux plutôt complexe. « A travers moi comme à travers mon collègue Gilles Corjon de Grenoble récemment traduit devant un tribunal, c'est le procès de l'herboristerie naissante que le tout-puissant conseil de l'ordre veut instruire », affirme le prévenu qui est prêt à mener croisade pour obtenir la reconnaissance du diplôme d'herboriste supprimé en 1941 sous l'occupation allemande. « Depuis la publication d'un certain livre par une certaine chanteuse, j'observe que beaucoup de pharmaciens font de l'herboristerie, sans être formés pour cela et dans le seul souci de leur tiroir-caisse. »

Moi je pratique par passion et sous la houlette de M. Maurice Bernadet âgé de quatre-vingts ans, l'un des derniers herboristes diplômés avec lequel je suis associé. »

Convaincu de la valeur et des bienfaits de la phytothérapie, M. de Bonneval se déclare assez indifférent à la rentabilité. Au nom de l'ordre des pharmaciens, M. Jean-Marie Bezy tenta de ramener le débat sur le terrain de la pure légalité pour réclamer la fermeture de l'herboristerie de la Croix-Rousse.

« Un diplôme de pharmacien suffit-il, ne suffit pas pour exercer la pharmacie qui est une profession strictement réglementée. Outre l'inscription à l'ordre, une licence délivrée par le préfet est nécessaire pour ouvrir une officine qui est soumise à des contrôles réguliers et doit respecter un code de déontologie concernant notamment les produits toxiques et la publicité. »

Le procureur ayant demandé « l'application de la loi », et une amende de 6 000 francs, M. de Bonneval, contre-attaque pour dénoncer un « petit règlement de comptes ». « Après la suppression du diplôme, dit-il, on a choisi de laisser mourir les derniers herboristes à petit feu. La loi les autorise à s'associer avec n'importe qui, un plombier par exemple, mais leur interdit de la faire avec un pharmacien auquel ils pourraient transmettre leur savoir. C'est un comble ! » Considérant que la pharmacie « ça s'exerce, ça ne se paie pas comme une charge de notaire ou d'huissier », l'avocat ironisa sur les privilèges du « club très fermé » des pharmaciens soucieux selon elle d'étendre son monopole sur les médicaments et le paramédical au domaine de l'herboristerie devenu lucratif.

Jugement le 2 mars.

ROBERT BELLERET.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du vendredi 3 février 1989 :

UN DÉCRET :

• N° 89-35 du 30 janvier 1989 portant application de l'article L. 510-9 du code de la santé publique à la profession d'orthophoniste.

Sont publiés au Journal officiel du samedi 4 février :

DES ARRÊTÉS

• Du 29 décembre 1988 portant approbation du programme d'enquêtes statistiques publiques pour 1989.

• Du 6 janvier 1989 modifiant la partie Arrêtés à caractère réglementaire du code de l'urbanisme.

• Du 29 décembre 1988 fixant la liste des sociétés coopératives ouvrières de production pour l'exercice 1989.

Après la publication du rapport Bonnemaison sur la question pénitentiaire

POINTS DE VUE

Débattre de manière responsable

par Gilbert Bonnemaison

Le piège dans lequel ne doivent pas s'engouffrer les personnalités politiques, c'est celui qui consiste à ignorer et à laisser désemparer un projet qui comportait des dizaines de propositions valables, réclamées ardemment par eux, au prétexte que leurs revendications sur les retraites, impossibles à satisfaire, ne le sont pas.

La poudre aux yeux, c'est tenter de faire croire ce qui n'est pas écrit pour attirer les passions. On parle ainsi de mise en place de périodes sexuelles alors que, justement, le rapport les résume comme indignes et indique que, si les pratiques en ce domaine doivent évoluer, cela ne pourra se faire qu'en concertation avec les personnes. On agit le tribunal de l'application des lois, comme un chiffon rouge alors qu'il n'est même pas mentionné.

La poudre aux yeux, c'est qualifier de rétrogrades une initiative prudente et contrainte pour limiter la surpopulation carcérale, c'est refuser des économies sur un programme de quinze mille places neuves. Ces économies n'ont pourtant pour but que de rénover des établissements anciens qui se débâtent chaque jour

d'avantage, de renforcer les personnels en nombre insuffisant, de développer leur formation, d'améliorer les déroulements de carrière, les conditions de travail, de promouvoir la concertation et l'information, bref de tenter de répondre à l'ensemble des souhaits exprimés au cours d'une consultation sans précédent dans la fonction publique.

Un débat de fond

L'émotion née d'une attente que l'intérêt national ne permet pas de satisfaire est respectable mais doit être dépassée pour déboucher sur un débat de fond à partir de propositions concrètes.

Passer des oubliettes de la société à l'avant-garde du service public, cela ne se fera pas en un jour. Cela suppose, de la part des personnels et, en particulier, de leurs représentants, un esprit de responsabilité auquel je fais appel une nouvelle fois. La modernisation du service public pénitentiaire ne doit pas buter sur des surcharges corporatistes. Les personnels en seraient les premières victimes. Ceux qui les entraînent dans ce piège devraient en assumer la responsabilité.

Les syndicats relancent l'agitation

aspects étudiés de « manière attentive et approfondie par M. Bonnemaison », étaient déjà connus du ministère de la justice et avaient fait l'objet d'études préalables.

Précisant que cette appréciation n'était pas un « reproche » au rapporteur, M. Arpaillange a estimé que, parmi les propositions formulées, il y avait « à la fois des éléments de nature à être retenus et des éléments de nature à être écartés ». Il a conclu que le rapport était « globalement satisfaisant ».

Le délai de réflexion que s'était accordé le ministère de la justice avant de transmettre le rapport au premier ministre devait à l'origine être mis à profit pour y apporter quelques touches. Mais il paraît clair que les syndicats se sont engouffrés dans la brèche. Leur démarche est risquée. Outre

par Jacques Violette

secrétaire général du syndicat FO des personnels de surveillance

Il y a quelques jours, un syndicat pénitentiaire lançait un mot d'ordre de mouvement parce que l'attente du rapport Bonnemaison lui paraissait insupportable.

Aujourd'hui, nous venons officiellement de prendre connaissance de ce rapport : il nous est insupportable. En effet, il lire très rapidement la synthèse de ce rapport, nous sommes profondément déçus. Le rapport GESTE mené à grand renfort de publicité avait laissé espérer une prise en compte des légitimes et essentielles revendications des personnels de surveillance. Or il n'en est rien. Pas de 1/5^e, ce qui était notre revendication principale : pas de 13^e mois. Seulement de la poudre aux yeux : le surveillant de l'administration pénitentiaire devient agent de justice et le surveillant-chef, officier de justice.

On parle de rogner une nouvelle fois le programme de treize mille places par la disparition de sept établissements. On parle de remplacer mille huit cents postes budgétaires de surveillants par des postes de surveillants-chefs. Les nouvelles créations de postes de surveillants-chefs tendent à incarcérer les détenus qu'on fonction des places disponibles. France, ta justice fout le camp ! La porte

France, ta justice fout le camp !

s'entrouvre à nouveau sur le tribunal de l'application des peines cher à Badinter. Les détenus trônent en permanence faire le procès de l'administration et de ses agents.

Mise en place de périodes sexuelles et l'on demande de favoriser l'expression contrôlée des détenus. Projet de fusion de l'administration pénitentiaire et de l'éducation surveillée. Transformation de l'ENAP (Ecole nationale de l'administration pénitentiaire) en établissement public pour mieux la noyer et l'éloigner de sa mission réelle : la formation de personnels. Nos directeurs, que nous aimons bien, ont tout le bénéfice et respectent, en récompense du dernier mouvement supporté essentiellement par le personnel de surveillance, quatre nouvelles directions régionales, trois postes hors échelle B de l'inspecteur de l'administration pénitentiaire (plus de 300 000 F par an), vingt postes de contrôleurs généraux et la transformation de l'emploi de directeur régional en grade de contrôleur général.

De quoi se moque-t-on ? A-t-on pensé à transformer l'emploi de chef de maison d'arrêt en grade ? Pas de restauration de la discipline et rien de concret quant au travail du personnel dans la dignité. Par contre, beaucoup de mesures concernent l'amélioration des conditions de vie des détenus, à savoir l'allègement important de la journée de détention au détriment des agents [...]

AGATHE LOGEART.

Alors que jamais on n'était allé aussi loin dans une réflexion globale assortie d'un plan cohérent, et après une concertation approfondie, la surcharge syndicale (il s'agit d'être le plus rapide à contester, tout en n'étant pas insensible aux préoccupations politiques), la réticence affichée d'un ministre de la justice qui aurait pourtant tout à gagner à une restructuration paisible des prisons, risquent bien de faire échouer une démarche originale. Les surveillants de prison en feront évidemment eux aussi les frais. Et cette fois les détenus pourraient bien être moins passifs que lors de la précédente crise.

(1) Art. 123 du code pénal : « Tout concert de mesures contraires aux lois, prisées soit par la réunion d'individus ou de corps départementaux de quelque partie de l'autorité publique, soit par dissimulation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, contre chaque coupable, qui pourra de plus être condamné à l'interdiction des droits civiques, et de tout emploi public, pendant dix ans au plus. »

Culture

theatre

CINÉMA

La mort de John Cassavetes Le grand indépendant

Le cinéaste américain John Cassavetes est mort vendredi 3 février des suites d'une cirrhose du foie. Il était âgé de cinquante-neuf ans.

Il fut un acteur de second plan puis de première importance lorsque se manifesta, à la fin des années 50, une nouvelle vague américaine. Après des débuts comme réalisateur dans ce qu'on appelait le «cinéma-vérité», il fut aussi le cinéaste anti-hollywoodien par excellence — son passage par Hollywood avait été décevant. Rebelle au système des studios, producteur indépendant, John Cassavetes a forgé dans ses films un univers fascinant qui lui a assuré une place privilégiée en Europe et a fortement marqué par son particularisme le cinéma américain des années 70-80.

D'origine grecque, John Cassavetes naît à New-York le 9 décembre 1929. Il fait des études d'art dramatique, travaille comme régisseur à Broadway, débute au cinéma comme acteur en 1952. Il tourne avec Gregory Ratoff, Andrew L. Stone, Don Siegel, travaille pour la télévision, notamment dans les

séries d'Alfred Hitchcock. On remarque son interprétation d'un détective qui devient l'ami d'un Noir dans *L'Homme qui tua la peur*, de Martin Ritt (1956).

Avec l'argent gagné grâce à la série *Johnny Staccato* et une souscription, John Cassavetes peut entreprendre en 1959 la réalisation de son premier long métrage, *Shadow*. Il tourne en 16 mm noir et blanc, en extérieurs réels et avec des acteurs inconnus. C'est une «improvisation dialoguée» sur le thème du racisme ordinaire. On parle à son sujet de cinéma-vérité, de jeune école new-yorkaise. Les distributeurs américains ne veulent pas de *Shadow*. Mais le film a du succès à Londres, obtient le Prix de la critique italienne au festival de Venise. Il est alors programmé à New-York et Cassavetes, cinéaste indépendant, inventeur d'une nouvelle écriture cinématographique libérée des systèmes, devient célèbre.

Au point qu'il intéresse Hollywood. En 1961, il tourne *la Ballade des sans-espoirs*, chronique de la déchéance d'un musicien de jazz, et tente d'appliquer les idées de *Shadow*, ce qui ne convient pas à la Paramount. Puis il dirige Burt Lancaster et Judy Garland dans *Un*

enfant attend (1962), film très réaliste sur le sort des enfants retardés, qui est remonté contre son gré par le producteur Stanley Kramer.

Cassavetes reprend alors son indépendance et revient au 16 mm avec *Faces*, chronique des difficultés conjugales d'un couple. Il tourne pendant cinq mois dix-sept heures de bande selon son principe d'improvisation. Il ne garde que les moments les plus tendus. Plans longs, plans-séquences, ellipses, caméra très mobile qui met à nu les visages, et en relief les actes des protagonistes : le style de Cassavetes est maintenant fixé. Sa liberté étonne.

Une analyse de la société américaine

Tout en continuant une carrière d'acteur, parfois en compagnie de la comédienne Gena Rowlands, son épouse depuis 1954, Cassavetes va disséquer la société américaine, les rêves, les faillites, les luttes des individus. *Husbands* (1970), dont il est producteur, scénariste et interprète (avec Ben Gazzara et Peter Falk), raconte la dérive de trois hommes mariés. *Ainsi va l'amour* (1971), avec Gena Rowlands, est une comédie sentimentale extrêmement insolite, *Une femme sous influence*

(1972), avec Peter Falk et Gena Rowlands — prodigieuse, — une sorte de vaste psychodrame, l'aventure parfois terrifiante d'une femme menée au bord de la folie par son environnement social, son mari, sa famille.

En 1975, le cinéaste renouvelle le film noir avec *Meurtre d'un book-maker chinois*, suspense hyper-réaliste ; puis il se livre à un jeu pirandellien sur le théâtre dans *Opening Night* (1977). Dans *Gloria* (1980), où Gena Rowlands court à travers New-York pour protéger de la Mafia un orphelin portoricain, il exprime l'intensité des émotions, les profondeurs insoupçonnées d'un univers de liberté (1).

Luttant contre la maladie, rebelle jusqu'au bout, Cassavetes décrit enfin dans des images paradoxales la relation affective d'un frère et d'une sœur (lui et Gena Rowlands) qui ont tous deux raté leur vie. C'est *Love Streams*. Grand Prix du Festival de Berlin en 1984, et donc, testament de cet homme attachant qu'on n'a pas fini de regretter.

JACQUES SICLIER.

(1) *Gloria* est diffusé dimanche 5 février, à 20 h 35, sur TF1.



COLLECTION ALAIN PÉLÉ

THÉÂTRE

Carmelo Bene et Luca Ronconi à Milan

Les architectes de l'imaginaire

Depuis toujours les Italiens ont su démanteler les apparences pour recréer la magie du réel. Surtout quand ils s'appellent Carmelo Bene et Luca Ronconi.

Dans un dur éclairage de clinique, une table. Autour, quelques convives immobiles : un mannequin/automate à la chevelure mouillée. Un vieux Nimbus dont le cou est pris dans une minerve. Une jeune femme, nue sous sa chemise blanche, se prélassant sur un fauteuil d'osier. Non loin, une poupée qui lui ressemble. Et à côté, sur une chaise d'infirme aux roues d'acier, devant laquelle est placé un miroir sur pied, est assis un homme en habit, au maquillage outré : Carmelo Bene.

Une servante blonde s'active avec des gestes gracieux, prépare la table pour un festin funeste où se dévore le langage. Des fragments de phrases parviennent, en quelque sorte, cuisinés par des effets de playback, par la prise de son. Aucune voix n'est en direct. Celle du Nimbus se déforme dans l'air, comme émise de l'au-delà. Celle de Carmelo Bene même le jeu, grasse, module des intonations enjouées et tout à la fois inquiètes, fiévreuses, s'enfile, vibre à l'excès, déclenche les mouvements mécaniques de l'automate, provoque chez la jeune femme des sursauts d'extase. Comme sous l'étreinte d'un incubus, elle se carresse les seins, mais ils ne sont pas de chair. Ils sont une enveloppe qui recouvre les vrais, les reproduisent à l'identique. De même, le torse de Carmelo Bene se déplace avec le plus grand naturel, dans une sorte de strip-tease maladi.

A qui correspondent ces gestes et ces voix ? Seulement à une logique interne au spectacle, très lointainement adaptée de la *Cena delle beffe* (le *Souper des dupes*), drame en vers de Sem Benelli, un Victorien Sardou italien, paraît-il, extrêmement célèbre (et riche) à la fin du siècle dernier. Pourquoi spécialement cette pièce ? « Parce que j'y ai trouvé quelques beaux vers », explique Carmelo Bene. Et puis parce que l'intrigue originale — il s'agit d'une femme convoitée par deux hommes, avec beaucoup de meurtres et de trahisons — se passe au temps des Médicis, que le précédent spectacle de Carmelo Bene parlait du personnage de Laurent le magnifique, et qu'il y amorçait une même recherche de parler musical.

En fait, le *Souper des dupes* est devenu une sorte de bref opéra (cinquante minutes) sur une musique de Lorenzo Ferrer, aussi retravaillée que le reste. L'intrigue est encore plus disloquée que le texte, les personnages sont avalés par les machines qui triturent les voix. Tous ces fragments démantelés se réunis-

sent, tiennent ensemble comme par la force d'un noyau en fusion. La présence de Carmelo Bene y est pour beaucoup, mais, de toute façon, il est arrivé là à une telle intensité qu'on sort de ces cinquante minutes avec l'impression de n'avoir pas respiré, d'avoir été plongé en plein cœur de l'énergie qui crée la vie.

Un univers multiple

Les Italiens brisent la rhétorique de leur merveilleux langage pour faire cracher la vérité aux discours. Ils possèdent l'art de démantibuler les apparences, non par jeu plus ou moins intellectuel, mais pour en extirper ce qu'elles sont incapables de montrer. Ils tirent les fils de l'absurde et en tissent une toile sur laquelle se pose un monde imaginaire, et la réalité s'y fait connaître en transparence. Ils le font avec un raffinement sensible, avec une science qui viennent de toujours. Se trouver à Milan, voir à la suite Carmelo Bene, puis l'Oberon de Weber mis en scène par Luca Ronconi à la Scala (également coproductrice du *Souper des dupes*) laisse ébahi, un peu humble devant tant d'intelligence, d'élégance splendide.

Dans cet Oberon aboutit la recherche commencée (à Paris en tout cas) par le metteur en scène avec le *Marchand de Venise* : comment, par le jeu de toutes peintes qui vont et viennent, se croisent, s'enroulent, s'échevrent, comment faire naître un univers multiple où le regard se

perd, un univers qui rende compte des multiples niveaux de perception, de sensations, de compréhension.

Oberon, c'est vrai, est une féerie qui favorise toutes les libertés, les fantaisies les plus extravagantes. Avec des moyens manifestement énormes et une machinerie formidable, Ronconi ne se prive pas. Il entraîne dans un incessant voyage en trompe-l'œil, dans un mouvement à la fois languide et tendu — on pense à l'angoisse des exilés, des errants qui ne trouvent leur place nulle part, sion dans la tombe.

Décrire les fantasmagories qui prennent vie sur scène est impossible. On est à chaque seconde étonné, ébloui. Ronconi et la scénographe Margherita Faller coconstruisent les fantasmagories d'un Oberon-Weber en s'inspirant des naïvetés orientalistes fin de siècle — en particulier de vignettes-réclames pour les conserves Liebig, qui traitent une à une les tableaux de l'opéra. Le tout dans des teintes crues, des flammes d'or, des rouges sombres, des ombres vertigineuses, des lumières d'orage, des nuages pâles, des brumes, des tentures soyeuses, des scintillements de brochés, de lamés, des transparences de voiles, des éclats de lune sur les armures, des bateaux qui tangent, des vagues bleues et blanches qui roulent sur elles-mêmes, des sirènes sensuelles, une magie visuelle qui se dévoile tranquillement, montre dans le blanc de simples lampes, ses dévotions, ses charpentiers, comme Ronconi l'avait fait au générique de son film *Orlando Furioso*.

Et tout cela, c'est drôle, parlé en italien, chanté en italien, mais aussi en allemand, en anglais, en arabe, en français. L'orchestre (dirigé par Seiji Ozawa) est exactement dans le ton. La distribution n'est pas fameuse, à l'exception du couple de serviteurs (Trudelisse Schmidt et Michael Ebbekke). Mais si les chanteurs ont du mal à chanter, ils s'amuse, jouent le jeu avec esprit, en particulier la planteresse et légère fille du calife (Elizabeth Connell).

Le spectacle n'est certainement pas simple à transporter, mais il serait dommage de l'arrêter après quelques représentations à la Scala. Carmelo Bene espère venir à Paris avec le *Souper des dupes*, plus d'autres spectacles. Nommé directeur de la section théâtre à la Biennale de Venise, il pense y organiser des ateliers sur le thème de Tamerlan. Mais c'est son travail à Milan, où il veut entreprendre une recherche sur le mythe d'Achille et de Pénélope — la part féminine des hommes et masculine des femmes... — qu'il souhaite montrer en France et en Europe.

COLETTE GODARD.

* Prochaines représentations d'Oberon à la Scala les 7 et 11 février, à 20 heures.

ARTS

Une initiative d'Eurocréation

Jeunes artistes en pépinières

Douze «pépinières» pour jeunes artistes pourraient être ouvertes en Europe dès 1992 sur le modèle de la Villa Médicis.

Les jeunes artistes européens devraient bientôt disposer de «pépinières» pour exercer leurs talents, lieux de création imaginés par l'agence française des initiatives de la jeunesse en Europe, Eurocréation, sur le modèle des résidences comme la Villa Médicis à Rome. Le ministre français de la Culture et la Commission de Bruxelles ont en effet décidé, le 25 janvier dernier, de soutenir la mission de préfiguration de ces centres, menée par Jean-Michel Djiian, directeur d'Eurocréation.

Dès 1990, deux ou trois de ces résidences pourraient ouvrir en France et héberger une trentaine de jeunes artistes âgés de moins de trente ans et venus des douze pays de la CEE. Elles permettraient de tester le mode de sélection des artistes — un jury européen regroupant les villes d'accueil, les institutions et des artistes reconnus — et les leviers de financement, à la villa candidate à l'accueil supporterait les coûts d'installation et de fonctionnement du lieu, l'Etat les bourses de séjour, et la Commission de Bruxelles les frais de fonctionnement du jury et des centres à 50 %. Selon les résultats obtenus, Eurocréation s'engage à ouvrir en 1992 une douzaine de pépinières dans au moins cinq pays de la CEE et à créer ainsi «un label artistique de qualité».

Les jeunes intéressés devront présenter un projet de création «particulièrement novateur dans l'ensemble des disciplines qui composent le paysage artistique, les nouvelles technologies appliquées à l'art et à l'audiovisuel entrant dans cette définition». Sélectionnés, ils bénéficieraient d'une bourse, qui couvrirait 60 % de leur

projet — les 40 % restant étant apportés par les créateurs eux-mêmes «afin qu'ils soient responsables» — et pourront résider de un à six mois dans la ville de leur choix, étant entendu que chacune d'entre elles sera spécialisée.

Outre la CEE et le ministère français de la Culture, plusieurs villes ont déjà manifesté leur intérêt pour cette initiative : Rennes, Valenciennes, Béthune, Marseille et Lyon en France, Barcelone (théâtre et arts plastiques) en Espagne, Namur (chant choral et musique) en Belgique et Sicone (architecture) en Italie. Des contacts sont déjà pris avec les ministères de la Culture des Etats membres de la CEE et devraient l'être bientôt avec des partenaires privés.

La création de pépinières est le plus récent des projets d'une agence qui, par ailleurs, continue son action pour soutenir toute initiative européenne de jeunes créateurs dans des domaines aussi divers que les nouvelles technologies, la culture, le tourisme, l'audiovisuel et l'économie. De mai 1987 à novembre 1988, Eurocréation a ainsi aidé trente-neuf projets de douze pays de la CEE pour une somme globale de 2,7 millions de francs. Outre le lancement d'Eurocréation financé en juillet 1988 qui, par rapport de capitaux propres, joue le rôle d'actionnaire actif dans de nouvelles entreprises, et celui d'Eurocréation conseil qui explore pour le compte de partenaires des pistes de recherche préfigurant de nouveaux projets européens, l'agence que préside M. Alfred Grosser s'apprête à mettre en place une nouvelle filiale audiovisuelle, Eurocréation production, pour aider de jeunes réalisateurs professionnels.

OLIVIER SCHMITT.

* Eurocréation, 3, rue Debelleyme, 75003 Paris. Tél. : 48-04-78-79. Site minist. : 36-15, Eurocréation.

EN BREF

● Un gala pour la lutte contre le SIDA. — La Fondation Franco-Liberté, présidée par M. Danielle Mitterrand, et la Fondation franco-japonaise Masako-Ohyaï organisent le 6 février, à 20 heures, à l'Opéra de Paris, un grand gala qui associera le danse et la musique. Des danseurs venus de Chine, de Hongrie, de RDA, d'URSS, du Japon et du Portugal, des membres de la troupe du ballet Garnier danseront les grands pas de deux du répertoire en première partie. Mirella Freni, Katia Ricciarelli, José Carreras, Plácido Domingo, Nicolai Ghiaurov, l'Orchestre de l'Opéra de Paris, tous dirigés par Emil Tchekarov, interpréteront des grands airs du répertoire en seconde partie, réunissant ainsi leurs talents pour soutenir la recherche contre le SIDA. Les dons peuvent être adressés à Franco-Liberté, Palais de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 75116 Paris.

● M. Marc Nicolas, chef du service des études et de l'information au CNC (Centre national de la cinématographie), remplace M. Dominique Meyer, conseiller technique de Jean Lang pour la cinéma et l'audiovisuel, récemment nommé directeur des Théâtres de l'Opéra de Paris. M. Nicolas est chargé de suivre les dossiers du CNC. Une nomination prochaine interviendra pour prendre en charge les dossiers concernant la communication.

● Menon Landowski donne un récital de chansons, à 22 heures, tous les jours (sauf dimanche et lundi), au Théâtre du Tourtour, 20, rue Quincampoix, 75003-Paris. Tél. : 48-87-82-48.

Richard Stankiewicz à Paris

Soudures sculptures

Un héritier de Picasso, un précurseur de Tinguely : c'est l'Américain Stankiewicz, sculpteur injustement méconnu.

On n'a guère eu l'occasion de voir à Paris les sculptures de Richard Stankiewicz, qui a disparu brutalement, il y a six ans. Mal représenté il y a deux ans dans l'exposition abusive intitulée «Qu'est-ce que la sculpture moderne ?», il y faisait pâle figure.

Ce natif de Philadelphie (en 1922), élève de Léger et de Zadkine en 1950 et 1951, est cependant l'un des premiers à avoir compris quel bénéfice la sculpture pouvait tirer de la technique de l'assemblage par soudure expérimentée par Gonzalez et Picasso. Dès 1951 donc, il ne veut de matériaux qu'industriels et fragmentaires. Ferrailleux, récupérateur de rebuts métalliques, il procède par additions. Ses pièces des années 50, dont on peut voir enfin une série de quelque importance, naissent par rajouts, collages et adjonctions. La couleur rouille de chaque élément assure l'homogénéité des œuvres.

Un moderne Archimboldo

Il en est d'ailleurs — ce sont les plus immédiatement plaisantes, — qui suggèrent un corps ou un visage à l'aide de ressorts, de tuyaux et de débris de radiateurs. Rien de grave, rien de lyrique là-dedans : Stankiewicz parodie primitifs et contemporains surréalistes adeptes du primitivisme. Pas de tentation pop non plus, de déconcentration de la consommation ou d'émulation du produit usiné. Le sculpteur joue de l'incongruité de son matériau et l'emploi de telle sorte que la roue dentée, les clous et le bidon soient à la fois reconnaissables et inutiles. On croirait un moderne Archimboldo aux métamorphoses baroques et légèrement burlesques, un humoriste de la récupération et de l'assemblage.

D'autres, qui s'écartent de toute idée de figuration, le montrent plus constructeurs, proches d'une abstraction géométrique : à la rigueur de laquelle il refuse pourtant de sacrifier le pittoresque du débris. Une structure angulaire se dessine, la prolifération obéit à une architecture et s'organise en frises ou en cages traversées de diagonales. Stankiewicz y expérimente des jeux de tension et de vide d'une noble complexité. Aussi les meilleures de ces œuvres rivalisent-elles avec celles que forgeait au même moment le grand David Smith. Cela n'est pas un faible éloge.

PHILIPPE DAGEN.

* Galerie Zabricka, 37, rue Quincampoix ; jusqu'en 3 mars.

Régions

Auvergne

Le nouveau paysage financier

• Villes et entreprises face au nouveau paysage financier, l'expérience des entreprises ouvre-t-elle la voie aux collectivités territoriales ? Tel était le thème des deux journées d'études organisées à Clermont-Ferrand sur l'initiative de la SOREFI Auvergne, les 25 et 26 janvier, avec la participation de l'Association des maires des grandes villes de France et de l'Association française des trésoriers d'entreprise.

Le but de cette manifestation était de permettre une confrontation entre l'expérience des responsables financiers des entreprises et celle des gestionnaires chargés des finances des collectivités locales (élus et fonctionnaires).

Les entreprises ont, en effet, eu recours plus tôt que les collectivités territoriales aux nouveaux produits financiers, et il était intéressant de voir en quoi leur expérience peut être utile pour éclairer les décisions à prendre en matière de gestion financière des collectivités locales. Ces dernières utilisent déjà toute une panoplie de nouveaux instruments financiers : emprunts en ECU, swaps, prêts à taux révisable... D'autres évolutions sont-elles possibles ? Verra-t-on, demain, des villes, des régions ou des départements avoir recours au MATIF, aux bulletins de trésorerie, etc. ? Les collectivités sont-elles préparées à cette évolution ?

Spécialistes financiers et responsables des collectivités locales ont confronté sur ces questions leurs expériences et leurs points de vue. Une tendance générale : la gestion financière d'une commune, par exemple, s'apparente, c'est exact, de plus en plus à celle d'une entreprise : la mise en place de la procédure de globalisation des prêts, la banalisation du crédit aux collectivités locales, la diversification des produits qui leur sont proposés sur un marché de plus en plus concurrentiel, ont en effet entraîné une véritable révolution dans leur gestion financière.

Bretagne

Finances en trois langues

Le comité départemental du tourisme d'Ille-et-Vilaine vient d'éditer deux guides à l'intention des personnes envisageant de passer leurs vacances dans ce département. Le premier, actuellement unique en France, est un catalogue trilingue (français, anglais, allemand) de 84 pages, rédigé en quadrichromie et présentant de façon complète les gîtes ruraux, les chambres d'hôtes, les fermes-auberges et autres modes d'hébergement de tourisme rural. Il comprend également tous les autres

LE CONTRAT DE PLAN DE LA RÉGION ALSACE

Strasbourg l'européenne attend encore

« Pour la région Alsace, c'est un bon contrat, mais pour Strasbourg, capitale européenne, c'est vraiment maigre. » Ce sentiment d'un élu alsacien sur le contrat de plan État-région 1989-1993 semble assez partagé. Pourtant, les collectivités locales alsaciennes sont restées très mesurées dans leurs avis respectifs sur ce document. Même si le TGV-Est, le métro léger Val-de-Strasbourg ou la politique du bilinguisme n'y apparaissent pas, il faut savoir attendre : Claude Vilain, « M. Strasbourg », rendra son rapport le 31 mars prochain, et personne en Alsace ne voudrait compromettre un geste important du gouvernement pour Strasbourg avant la fin de l'année.

Au total, l'État apportera dans la corbeille du contrat de plan 1,650 milliard de francs sur cinq ans. La région et les principales collectivités locales vont jusqu'à 2,050 milliards. « L'État met donc 47 % de plus qu'au IX^e Plan en Alsace, alors que la moyenne d'augmentation pour ces contrats de plan est de 23 % », calcule le conseiller général UDF-GDS Jean-Marie Lorentz, rapporteur du document dans le débat mené au conseil général du Bas-Rhin. C'est dire que l'Alsace ne se sent pas flouée.

Le contrat de plan est d'abord routier : il réaffirme que la priorité est de terminer la mise à deux fois deux voies de tout l'axe nord-sud alsacien. Ce vieux projet est maintenant en passe d'aboutir : le contrat comprend plusieurs opérations indispensables, comme le contournement est de Colmar (Haut-Rhin), la première phase du contournement ouest de Haguenau (Bas-Rhin), le contournement sud de Strasbourg et sa liaison avec le pont de l'Europe et le réseau autoroutier allemand, enfin la fin du doublement du CD 300 entre l'autoroute A 4, au nord de Strasbourg, et Lauterbourg, à l'extrême nord de la région. Au total, le montant moyen annuel des crédits d'État pendant la durée du Plan sera de 170 millions de francs.



Strasbourg : le Palais de l'Europe

Daniel Hoeffel, président (UDF) du conseil général du Bas-Rhin, grand avocat des routes en Alsace, n'a pu que se féliciter d'un tel effort : mais les collectivités locales en font un similaire puisque les clés de financement les engageant souvent au-delà de 50 % dans les opérations routières. En revanche, plusieurs élus de la vallée de la Bruche ont violemment protesté contre le retard pris par le contournement de Sainte-Marie-aux-Mines (Bas-Rhin).

Au chapitre du développement économique, le contrat de plan prévoit une enveloppe de 104 millions de francs, remplie pour moitié par l'État, pour moitié par la région. Les différents projets énumérés sont surtout des aides au conseil, des stimulations au développement de la production, et plusieurs programmes importants de développement

local. L'aménagement du bassin de l'Ill domaniale est prévu pour 14 millions de francs, mais les élus alsaciens auraient souhaité que soit aussi contractualisé le programme de protection contre les inondations de l'Ill.

Deux pôles scientifiques

Le volet « enseignement, recherche, transferts de technologie » soutient surtout l'extension de l'université Robert-Schuman de Strasbourg, que l'État financera pour 20 millions de francs, et le renforcement des deux pôles scientifiques et techniques de Strasbourg : les « matériaux » à Schiltigheim et Strasbourg-Cronenbourg, au nord-ouest, la biotechnologie à Illkirch-Graffenstaden, au sud de l'agglomération. De nombreux programmes de formation ont été

retenus, mais les élus alsaciens ont fermement regretté que soit abandonnée en cours de négociation l'enveloppe de 45 millions de francs pour la politique du bilinguisme. Le comité économique et social d'Alsace (CESA), dans son avis positif mais nuancé sur le contrat de plan, l'a amèrement déploré. Pierre Deyon, recteur de l'académie de Strasbourg, a tout de suite précisé que rien n'était abandonné, que ce programme ferait l'objet d'une convention particulière dans les mois qui viennent.

Enfin, quatre PACT (programmes d'aménagement concerté du territoire) sont inscrits au contrat de plan : le massif vosgien, des actions de solidarité avec notamment l'humanisation de plusieurs hôpitaux et une enveloppe de 40 millions de francs de crédits d'État pour le bassin potassique, quelques opérations regroupées sous l'étiquette « valorisation et promotion de l'identité régionale », enfin plusieurs actions transfrontalières. On y trouve par exemple la création à Strasbourg d'un institut franco-allemand sur l'environnement et le démarrage d'une antenne à Colmar de l'Académie de management européen, out de formation et d'animation pour préparer l'Europe de 1993.

D'autres projets européens sont renvoyés à une convention ultérieure : par exemple la création d'un « immeuble intelligent » à Strasbourg, pour accueillir un centre de commerce international, et une réflexion sur l'aéroport de Bâle-Mulhouse.

« Le contrat de plan n'est pas tout », explique le président du conseil régional, Marcel Rudloff (UDF-GDS), devant les élus alsaciens. Ceux-ci lui ont donc donné mandat de signer, mais attendent plus. La bataille du siège européen à Strasbourg ne se livrera-t-elle pas plus sur la base de contrats État-région, mais bien sur des financements importants hors contrat pour des équipements lourds que la région ne peut elle-même supporter.

JACQUES FORTIER.

plus de la moitié des skieurs. Viennent ensuite les Hautes-Alpes (12 % des vacanciers) et de l'Isère (9 %). Enfin, près de 6 % des vacanciers préfèrent les pentes neigeuses étrangères avec une prédilection pour la Suisse.

HAUTE-NORMANDIE

Les auteurs du pont

La partie en béton du pont de Normandie qui franchira l'estuaire de la Seine entre Le Havre (Seine-Maritime) et Honfleur (Calvados) sera construite par un groupement d'entreprises conduit par Bouygues et Camponon Bernard. Un groupement d'intérêt économique (GIE), baptisé Pont de Normandie, associant les deux sociétés a été mis sur pied pour réaliser ces travaux évalués à 550 millions de francs (hors taxes).

Concernant la partie métallique (350 millions de francs hors taxes), les travaux ont été confiés à la Compagnie française d'entreprises métalliques (CFEM). Cette société soumettra une partie du marché auprès d'entreprises locales comme les Ate-

liers et Chantiers du Havre (ACH) et Caillard-Lévage.

D'un coût total de 1,2 milliard de francs, le pont de Normandie débutera, lors de son ouverture à la circulation prévue pour 1993, le record mondial de portée (856 mètres) pour les ponts à haubans.

PICARDIE

Gérer les cartes

La caisse régionale de Crédit agricole de la Somme vient de créer avec les caisses régionales du Gers, de la Loire, de la Charente-Maritime et des Hautes-Pyrénées la société Sciter : Société commerciale d'ingénierie du tertiaire. La vocation de Sciter est de prospecter le marché français et européen des logiciels bancaires pour y commercialiser les produits élaborés par les unités informatiques des membres de Sciter.

Les champs d'action privilégiés de Sciter sont d'abord ceux qui touchent à l'utilisation de la carte bancaire : gestion des opérations générales par les cartes, gestion des automatismes de banque, systèmes de télécollecte et de gestion de terminaux de paiement électronique installés chez les commerçants.

Ce marché, très spécialisé, connaît à l'heure actuelle une véritable explosion liée à celle des cartes bancaires ou privatives. Exemple : SAMARA, logiciel de gestion des automatismes de banque que vient de concevoir l'atelier de génie logiciel du Crédit agricole de la Somme, s'est déjà vendu à une douzaine d'exemplaires au sein du groupe Crédit agricole comme à l'extérieur (Crédit mutuel de Bretagne, Banque populaire de Versailles).

RHÔNE-ALPES

Zone franche de Haute-Savoie

Michel Charasse, ministre français délégué chargé du budget, et Bernard Pellerin, président du conseil général de Haute-Savoie (centre-est de la France), ont signé jeudi à Annecy la convention relative au régime économique applicable aux entreprises implantées dans la zone franche de Haute-Savoie, et, notamment, sur le site de l'International Business Park.

L'International Business Park, créé à Archamps (à 7 kilomètres de Genève), sur un site de 40 hectares entre Saint-Julien-en-Genevois et Annemasse, devrait générer deux mille cinq cents emplois d'ici à l'an 2000. Il entend être un pôle de développement d'activités tertiaires supérieures, d'activités de recherche et de haute technologie.

La convention élaborée par la direction générale des douanes fixe les procédures et précise les avantages dont peuvent bénéficier les entreprises implantées sur le site. Elle est conforme aux dispositions communautaires et respecte le statut particulier des zones franches issues des traités de Paris en 1815 et de Turin en 1816.

L'administration des douanes a défini des règles propres à faciliter l'activité des entreprises qui s'installent dans cette zone. La disposition la plus marquante est celle qui permet l'importation de produits non communautaires en franchise de droits de douane pour autant qu'ils sont utilisés dans la zone franche ou exportés hors de la CEE, précise le communiqué.

CORRESPONDANCE

Recherche d'emploi à Niort

Après l'article du Monde daté 8-9 janvier sur l'expérience pratiquée en Aquitaine pour l'insertion des jeunes selon les méthodes canadiennes de recherche intensive d'emploi, je tiens à vous signaler que le lycée professionnel Thomas-Jean-Main de Niort, en collaboration avec l'ANPE locale, est le premier établissement scolaire à avoir mis en place un dispositif de ce type depuis avril 1988. A cet effet, une réunion tripartite éducation nationale-ANPE-employeurs fut faite avec le lycée pour motiver les partenaires utiles et lancer l'opération.

Ces sessions de recherche d'emploi, d'une durée de sept semaines, se succèdent depuis lors à raison de trois par an, et font appel à la méthode du « trèfle chanceux » initiée par le professeur québécois Jacques Limoges, venu personnellement à Niort en avril 1988 l'exposer.

Dépassant le système devenu classique des « techniques de recherche d'emploi », nous avons

voulu impliquer stagiaires, chefs d'entreprise, responsables de formation, organismes publics en centrant la recherche sur la connaissance de soi-même et de ses potentialités, la proposition de services dans un besoin d'emploi choisi par le stagiaire lui-même, selon la volonté d'aller ou non au-delà de sa localité de résidence, l'usage de tous les moyens modernes de communication mis à sa disposition par le lycée, et le soutien de trois professeurs et vacataires préalablement formés. Pour inciter davantage à une attitude volontariste des stagiaires, il a été, en outre, posé qu'ils ne seraient pas rémunérés durant le stage, ce qu'ils ont tous parfaitement compris.

J'ajoute que, à l'issue de la session (juin 1988), 95 % des stagiaires ont trouvé un emploi, qu'ils occupent toujours à l'heure actuelle, soit six mois après.

M. GREGOIRE, professeur du lycée professionnel Thomas-Jean-Main de Niort.

LA VILLE BASSE RELIÉE A LA VILLE HAUTE

Un minimétre pour réveiller Laon

C OINCE entre les métropoles de Lille, Reims et Paris, Laon, petite préfecture de l'Aisne (28 000 habitants), a longtemps vécu sur les lauriers de l'ancienne capitale de l'empire carolingien, à l'heure de sa cathédrale, de ses 7 kilomètres de remparts, de ses petites rues ponctuées de façades et de monuments historiques. Les ravages des deux dernières guerres n'avaient rien arrangé (le Chemin des Dames est à 10 kilomètres), de sorte que la reconstruction des années 50 semble avoir épuisé les dernières forces de la cité. Économiquement, Laon se satisfaisait de ses deux ou trois gros employeurs historiques, et de la garantie des quelques milliers d'emplois assurés par le tertiaire propre à toute préfecture.

A sa décharge, la structure même de la ville constituait pour elle un handicap sévère. « Laon, rappelle René Dosière, maire et député (PS), est en fait constituée de deux centres-villes : le gare en bus et la ville historique en haut. » Entre les deux, 100 mètres de dénivellation et des pentes fragiles pouvaient atteindre 13 %. Ce qui faisait, sans doute, le plaisir des touristes et qui avait à coup sûr protégé Laon de tout urbanisme débridé bloquant aujourd'hui son développement.

C'est alors, dans les années 70, que deux volontés se rencontrent. Celle de l'État, qui souhaite mettre en œuvre des équipements de communication urbaine susceptibles d'être vendus à l'étranger (le TGV, le VAL, ARAMIS, tramways), et celle de la ville de Laon, confrontée à sa difficulté particulière de

réunion des deux centres-villes. « Or, continue René Dosière, le contexte laonnais, par son originalité, offrait le terrain idéal d'une intéressante expérimentation. Le dénivelé, la nécessité d'emprunter la ligne d'un ancien funiculaire, avec son pont, son tunnel, ses courbes, l'obstacle d'un environnement à préserver, autant de contraintes qui, réunies sur 1500 mètres de parcours, présentaient toutes les conditions d'un projet expérimental d'envergure. » L'État était prêt à assumer l'essentiel des dépenses, mais sous la condition expresse que la réalisation témoignerait d'une avancée technologique indiscutable.

Retards

C'est ainsi que l'idée du POMA 2000 (du nom de Pomagalski, le concepteur grenoblois du système) est née. On construisait un minimétre sur pneus qui relevait les deux centres. Entièrement automatisé, de la conduite des cabines à la fermeture des portes, le système propulserait une trentaine de personnes toutes les trois minutes. Toute l'innovation technologique résiderait dans la pince automatique qui, située sous chaque cabine, le libérerait ou l'arrêterait au câble conducteur, à la descente comme à la montée. Deux terminus et une station intermédiaire assureraient l'ingestion des quatrièmes.

Promise en 1983, puis en 1985, puis en 1988, l'ouverture au

public a eu lieu le 4 février. Entre-temps, que de cauchemars ! Car aux difficultés techniques inhérentes à la mise au point d'un système aussi sophistiqué et original (les Japonais ont déjà acheté la licence de la pince) s'ajoutèrent bientôt celles de l'exploitation des travaux défilants. « Nous ne pouvions prévoir, explique René Dosière, ni la cessation d'activités de Creusot-Loire-Entreprise en 1984-1985, ni le renoncement du repreneur, TECNIP, en 1985-1986. Nous avons ainsi perdu deux ou trois années sur le programme initial, car il fallait mener la conduite des travaux avec des équipes chaque fois démobilisées. »

Troisième entreprise à intervenir sur le site, la Société générale de gestion et d'entreprise aura été la bonne. Pendant toutes ces années, l'avenir de POMA et de Laon aura été suspendu à la détermination des bailleurs de fonds et des pouvoirs publics. Le principal, l'État, mais aussi la région, le département et la ville. Au total, de longue en longueur, 165 millions de francs auront été investis dans l'opération, dont 135 pour le seul État français. Aujourd'hui, Laon est la plus petite ville de France à posséder « son » métro.

Réhabilitation

Une innovation en appelant une autre, Laon sera aussi, en juin, la seule ville de France à proposer un accès entièrement automatique de l'ensemble de ses structures de transport urbain : « Une carte

magnétique permettra en effet d'accéder indifféremment aux bus, au POMA et aux parkings de la ville, tous placés sous la gestion de la même entreprise. »

Par ailleurs, la ville a axé sur le seul POMA la redynamisation des différents quartiers. En bas, centralisé sur la station du POMA et la gare SNCF, le réseau de bus se trouvera en connexion avec les autres moyens de transport urbain et avec le nouveau parking souterrain de trois cents places. En haut, la vieille ville accédera son lifting. Rues piétonnes, nouveaux commerces, réhabilitation de l'habitat, aménagement du syndicat d'initiative dans un ancien hôtel-Dieu du XII^e siècle, tenteront de faire oublier que l'assainissement n'a pas été mené avec toute la rigueur nécessaire, et que les eaux usagées mangent le plateau de l'intérieur.

Pressée par le temps, la ville a défini ses priorités. Fin mars, l'autoroute Calais-Reims sera achevée. Dès le printemps, des dizaines de milliers de touristes déferleront d'Angleterre, de Belgique, des Pays-Bas, du Nord-Pas-de-Calais, pour gagner l'Europe du Sud-Est en évitant Paris. Ils passeront par Laon et Laon veut être prête : « Avec la construction de trois nouveaux hôtels, nous aurons doublé en quelques mois la capacité hôtelière. » Or, après la cathédrale, le POMA pourra constituer la deuxième attraction locale.

J.-P. BIARROTTE-SORIN.

SOCIAL

La fin du congrès de FO

M. Bergeron a manqué sa sortie

A l'issue du seizième congrès confédéral de FO, les quatre mille cinquante délégués ont quitté le parc floral de Vincennes, le vendredi 3 février au soir, en emportant une médaille ou une assiette à l'effigie de M. André Bergeron. Mais ils ne savaient toujours pas à ce moment-là qui serait le troisième secrétaire général de FO et le successeur d'André Bergeron. Ni M. Marc Blondel ni M. Claude Pitous, les deux candidats, ne s'étaient exprimés une seule fois devant les congressistes. Quant à M. Bergeron, il a raté sa sortie.

Pendant quatre jours, comme l'a confié une militante déçue, on a assisté à « une bataille rangée entre deux clans » où les querelles de procédure ont gommé tout débat de fond. Comme l'affirmait le « blondéiste » Jacques Pé (défense nationale), il resterait, après l'élection du nouveau secrétaire général par le comité confédéral national (CFN), le samedi 4 février, à « partir sur de bonnes bases pour reconstruire Force ouvrière ».

M. Bergeron, lui, a complètement manqué sa sortie. Le jour de l'ouverture, très ému, il avait achevé son discours au bord des larmes. Le 3 février, en prononçant brièvement le discours de clôture, il est apparu abattu, « un peu triste », comme il l'a confié lui-même, par la « leçon d'humilité » infligée par son mauvais quitus (63,5 %). Très digne jusqu'au bout, il a dû subir bien des intrigues et des coups bas. « Les comportements les plus durs », comme il l'a indiqué dans son « dernier salut », venaient parfois de ceux-là mêmes pour qui il avait dû batailler afin de les faire admettre à FO. Pensaient-ils aux trotskistes ou à ceux qui ont cruellement qualifié son long règne de « monarchie » ? « Cela devient impossible », avait-il lâché le 1^{er} février devant la tournure enfiévrée des débats.

Aux termes de son ultime message « de paix et de tolérance », de son dernier souhait de « voir FO continuer à se renforcer », M. Bergeron a eu droit à trois minutes d'applaudissements debout. Trois minutes pour vingt-cinq ans.

Dès le 3 février au matin, M. Jacques Mairé, de l'union départementale (UD) de Paris, avait demandé la publication des votes des syndicats sur le rapport d'activité. Pour ce partisan de M. Pitous, il est clair qu'il y a eu des « manipulations » et que des syndicats qui devaient voter « pour » ont voté « contre » après consigne de leur fédération.

Effet boomerang

Les « pitousiens » estimaient cependant que ce mauvais score de M. Bergeron — dû à plusieurs grosses fédérations « blondéistes » — pouvait avoir un « effet boomerang » en faveur de leur candidat, certains secrétaires d'UD se montrant déçus par le mauvais coup porté au secrétaire général sortant. Or, le 4 février, au CCN (trente-trois fédérations et cent trois UD) tout devait se jouer dans un mouchoir. A la veille de cette réunion, chacun des deux candidats s'était dit certain de l'emporter sans qu'il soit possible de faire part entre l'intoxication et le pointage fiable. Les cas litigieux des UD de l'Aveyron et des Landes devaient être tranchés par le CCN, tandis que les « pitousiens » assuraient que, sur les quarante-cinq UD revendiquées par M. Blondel, huit avaient un secrétaire général bien décidé à voter pour M. Pitous.

Les batailles de procédure s'étaient poursuivies jusqu'au bout. « Je n'ai qu'un regret », déclarait pourtant M. Marcel Hügel (bâtiment), « blondéiste », c'est que pendant ce temps-là, M. Perigot rigole. Les « Blondéistes » continuaient à soutenir mordicus que les secrétaires d'UD et de fédérations ne pouvaient choisir le secrétaire général qu'à partir d'un mandat « impératif » de leurs instances, alors que les « pitousiens » estimaient qu'ils sont seulement tenus de les consulter. Dans la résolution générale adoptée à l'unanimité, mais de manière expéditive et sans vote secret, il était stipulé que tous les militants étaient « des mandataires des organisations qu'ils représentent ».

Mais face à l'apparent avantage que le congrès semblait avoir donné à M. Blondel, les « pitousiens » avaient contre-attaqué en faisant préciser que les UD et les fédérations devaient « remplir l'ensemble de leurs obligations statutaires, en

particulier celle relative aux cotisations ». Or plusieurs fédérations « blondéistes » auraient, selon eux, un retard de plusieurs années. L'empoignade s'annonçait d'autant plus sévère qu'une ultime passe d'armes sur le contrôle des votes par leurs mandataires (dans les instances fédérales et départementales) s'est soldée par un match nul. L'additif proposé en ce sens par M. Alexandre Hébert, anarcho-syndicaliste de Loire-Atlantique, au nom de la « démocratie ouvrière », n'a été adopté qu'après avoir été amendé par le « pitousien » Gérard Clément (Drôme) de telle façon que plusieurs interprétations sont possibles.

Danger d'immobilisme

Au-delà du problème de la succession, le congrès aura confirmé que FO était guettée pour une longue période par un sérieux danger d'immobilisme. La résolution générale et les treize résolutions sociales laissent une marge de manœuvre quasiment nulle pour d'éventuelles négociations demain. Le congrès a réaffirmé « sa détermination de combattre tout ce qui empêche la notion d'ordre public et le droit du travail ». Les systèmes de rémunération individuelle et d'intéressement, les formes de travail précaires, les projets Jospin sur l'enseignement et même, dans la perspective de 1993, le prélevement à la source de l'impôt sur le revenu sont condamnés. Si « priorité absolue » est donnée à la « lutte pour l'emploi », le congrès redit que « le financement de la protection sociale doit être exclusivement fondé sur des cotisations constitutives du salaire différé ».

Un échange entre deux candidats au bureau confédéral illustre ce danger. « Je suis un républicain et un conservateur parce que je défends les acquis », a proclamé le « blondéiste » René Caillat (Ain). « A entendre certains, a répliqué le « pitousien » Alain Kerbrian (agriculture), il ne faudrait plus rien signer. Je dis : danger. Allons-nous rejoindre le terrain des jusqu'au-boulistes ? »

MICHEL NOBLECOURT.

ETRANGER

La réunion du groupe des Sept à Washington

Routine et bonnes paroles

Ironie du sort et du hasard des publications de statistiques : les gouverneurs des banques centrales des principaux pays industriels qui participaient à l'exercice de banalisation des réunions du groupe des Sept, vendredi 3 février, à Washington, ont été contraints d'intervenir brutalement sur le marché des changes pour calmer le dollar. Ces interventions concertées, test grandeur

nature de leur détermination à empêcher une trop forte poussée du billet vert, n'ont pourtant guère convaincu les opérateurs qui tablent toujours sur un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Après s'être calmée, la devise américaine restait ferme en clôture à New-York, augurant de nouveaux mouvements sur les changes la semaine prochaine.

WASHINGTON de notre correspondant

Les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales des sept principaux pays industrialisés ont fait le minimum qu'on attendait d'eux, mais rien de plus. Ils ont parlé de fluctuations des monnaies, de taux d'intérêt, des déficits des uns et des excédents commerciaux des autres, et de la dette du tiers monde ; mais ils n'ont rien écrit (il n'y a pas eu de communiqué final), et — apparemment — rien décidé.

Cette réunion informelle du Groupe des sept avait été demandée par la France et l'Allemagne fédérale, et elle était en principe motivée par le désir de prendre connaissance des intentions de la nouvelle administration américaine. Sur ce point, les intéressés se sont déclarés tout à fait satisfaits des assurances qui leur ont été données. M. Bush, leur a-t-on expliqué, est « fermement déterminé » à réduire substantiellement, c'est-à-dire au moins autant que, les déficits budgétaires des Etats-Unis.

Aussi bien les Français que les Allemands et les Japonais ont semblé se satisfaire de cette assurance, même si un commentaire un peu plus sceptique a été enregistré du côté canadien. Les responsables américains ont aussi confirmé à leurs interlocuteurs que cet assainissement des finances fédérales devrait être obtenu par une réduction des dépenses, ce qui ne surprendra personne puisque M. Bush et ses collaborateurs n'ont pas cessé de le répéter publiquement depuis des mois.

Pour le reste, il s'est agi, selon toute apparence, d'une réunion dont le caractère banal, routinier, a été volontairement souligné, manière de faire comprendre que la situation économique ne justifie ni inquiétude particulière ni décision spectaculaire.

Il avait même été convenu à l'avance, semble-t-il, l'insistance du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, qu'on ne renoncera à la tradition du communiqué

commun, par lequel, depuis deux ans, les Sept affirmaient solennellement leur détermination à limiter les fluctuations du marché des changes.

Vendredi 3 février, alors même que les ministres et les directeurs des banques centrales se concentraient à Washington, le dollar a flambé à la suite de la publication du dernier indice du chômage américain : la création de plus de quatre cent mille emplois en un mois, associée à de très fortes commandes à l'industrie, confirme le très haut degré d'activité de l'économie américaine, mais aussi le risque d'inflation, et par là-même la possibilité de nouvelles hausses des taux d'intérêt.

C'était assez pour inciter les opérateurs à acheter du dollar, et les banques centrales à intervenir assez vigoureusement pour freiner le mouvement, mais pas assez pour inciter les ministres à sortir de leur tranquillité mutisme. M. Stoltenberg, le ministre des finances de la RFA, a simplement déclaré à l'issue de la réunion que la coopération en matière monétaire, telle qu'elle avait été définie par les accords du Louvre, avait été couronnée de succès et devait être poursuivie.

Le ministre japonais, M. Murayama, s'est exprimé à peu près dans les mêmes termes, ajoutant que le dollar fluctuait « dans une marge acceptable ». M. Bérégovoy — qui avait préféré rencontrer la presse avant même le début des entretiens de vendredi —, a rappelé que les Sept souhaitaient la « stabilité du dollar ».

Sérénité sur les taux

A propos de la hausse des taux d'intérêt, les participants ont paru vouloir afficher une certaine sérénité. MM. Bérégovoy et Stoltenberg soulignent l'un et l'autre devant la presse que les taux à long terme restaient équilibrés par les tensions actuelles. Les excédents commerciaux ont bien sûr été évoqués. Après les entretiens, M. Stoltenberg a expliqué que, pour l'Allemagne, le problème se posait essentiellement dans ses échanges avec ses partenaires européens, ses excédents avec

les Etats-Unis ayant été sensiblement réduits, tandis que son déficit s'était accru avec le tiers-monde.

Les ministres se sont aussi penchés, comme prévu, sur le problème de la dette, et particulièrement de la dette des pays dits à revenus moyens — comme ceux d'Amérique latine. Mais on n'est resté à un stade exploratoire : les Américains semblent reconnaître que le plan Baker ne peut apporter, tel quel, de soulagement suffisant aux pays concernés, et cherchent les moyens de l'aménager.

De leur côté, les Français proposent une solution qui suppose la création d'un fonds de garantie du paiement des intérêts des nouveaux emprunts, fonds qui serait alimenté par des droits de tirage spéciaux. Les Japonais ont imaginé de leur côté leur propre solution, qui suppose un effort plus grand de la part des pays débiteurs eux-mêmes, supposés alimenter un fonds de garantie. M. Bérégovoy n'a pas caché qu'il trouvait ce plan japonais « très compliqué ».

Ces différentes possibilités ont été évoquées, mais on est encore loin d'un accord : on tentera d'y parvenir, ou du moins de s'en rapprocher, lors de la prochaine réunion du comité intermédiaire du Fonds monétaire international, début avril, de manière que l'accord éventuel puisse être formalisé à l'occasion du sommet des pays industrialisés prévu pour le 14 juillet à Paris.

Entre leurs deux séances d'entretiens de vendredi, les ministres des finances ont, naturellement, déjeuné, et ce déjeuner a été l'occasion d'une petite surprise : le premier ministre japonais, M. Takashita, qui achevait une visite à Washington, et M. James Baker, désormais secrétaire d'Etat dans la nouvelle administration, ont passé la porte « pour saluer leurs anciens collègues » (l'un et l'autre ont été ministres des finances). M. Baker a aussi prouvé qu'il ne se désintéressait nullement de son ancien domaine de compétences en s'entretenant jeudi avec des ministres qui devaient participer à la réunion, notamment M. Bérégovoy.

JAN KRAUZE.

ENERGIE

Le Venezuela change sa politique pétrolière

Le nouveau ministre du pétrole vénézuélien, M. Celso Armas, estime, tout comme le président Perez, que le monopole pétrolier vénézuélien PDVSA doit cesser ses participations dans des raffineries à l'étranger.

Depuis 1983, PDVSA s'était lancé dans cette politique, en associant dans des complexes pétroliers et des réseaux de distribution à part égale avec des entreprises étrangères, notamment Veba Oel (RFA),

Nynas (Suisse), Citgo, Champlin et Unocal (Etats-Unis). Grâce à ces alliances, PDVSA avait assuré la vente de 600 000 barils par jour sur un total de 1,5 million de barils par jour exportés, et comptait poursuivre cette politique pour assurer la vente de 700 000 barils par jour.

MM. Perez et Armas ont cependant déclaré préférer des alliances pour développer des raffineries et des complexes pétrochimiques à l'intérieur du Venezuela. — (AFP.)

EN BREF

● Une mission sur le consumérisme. — M^{me} Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat à la consommation, a demandé à M. Dominique Brault des propositions sur les aspects institutionnels et financiers des réformes souhaitables pour le mouvement consommateur en France dans la perspective du grand marché européen. Les organisations nationales de consommateurs avaient souhaité procéder à une réflexion d'ensemble sur les moyens propres de renforcer la représentation des consommateurs et la défense de leurs intérêts collectifs, indique le secrétaire d'Etat. M. Dominique Brault, cinquante-trois ans, actuellement

contrôleur de l'Etat auprès de l'Office national de la navigation, a été pendant plusieurs années sous-directeur de la concurrence.

● RECTIFICATIF. — Dans notre article sur le différend CEE/Pays-Bas à propos de la voiture propre (le Monde du 3 février), il fallait lire que la Commission européenne, après s'être « heurtée à une fin de non-recevoir » avait mis à exécution ses menaces de « procédure » (et non de procès) et que les Pays-Bas « contestent » (et non pas « comparent ») favorablement les constructeurs allemands par rapport à leurs homologues italiens et surtout français. »

AFFAIRES

Le président de MBB (aéronautique) critique Daimler-Benz

M. Hans Arnt Vogels, président du directoire de l'avionneur Messerschmitt-Blohm (MBB), a émis, pour la première fois, de sérieuses réserves à l'entrée de Daimler-Benz dans le capital de sa société. Il y a à moins de six mois, M. Arnt Vogels s'était déclaré « heureux et honoré » par l'intérêt que Daimler-Benz, premier groupe industriel de la RFA, portait à sa société, qui était à la recherche d'un partenaire. Depuis, Daimler-Benz a concrétisé son projet et va reprendre dans un premier temps 20 %, puis plus de 50 % du capital de MBB.

Dans le dernier numéro du journal d'entreprise, MBB actuel, M. Arnt Vogels demande que MBB soit correctement représenté dans le futur nouveau complexe industriel. Il faut, écrit-il, que les compétences soient nettement définies entre Dornier et AEG (deux filiales de Daimler-Benz) et MBB, et il se prononce en faveur d'une coopération accrue avec l'Aérospatiale française. En début de semaine, des rumeurs non confirmées avaient circulé sur un départ prématuré de M. Arnt Vogels, décidé dans le cadre de la réorganisation du groupe.

Matra se désengage de Matra Datasystème

Le groupe Matra a annoncé jeudi 2 février qu'il allait cesser les activités de sa filiale Matra Datasystème dans le cadre de la réorganisation de ses activités informatiques. La maintenance et le support techniques des installations réalisées par cette firme seront assurés par Thomson, filiale de Thomson-CSF. Matra gardera ses activités de terminaux spécialisés de type PMU. Créé en 1984, Matra Datasystème a enregistré des pertes en 1988 pour un chiffre d'affaires en forte baisse à 320 millions de francs contre 500 millions de francs en 1987.

REPÈRES

Etats-unis

Forte poussée des créations des créations d'emplois...

Le chômage a atteint 5,4 % en janvier, contre 5,3 % le mois précédent, a annoncé, le 3 février, le département américain du travail. Plus que cette remontée marginale, due à un accroissement du nombre des demandeurs d'emploi, c'est le chiffre impressionnant des nouveaux postes qui a retenu l'attention : 444 000, soit nettement plus que la moyenne mensuelle de 250 000 enregistrés depuis l'été.

Nouvel argument pour ceux qui craignent une surchauffe et ses conséquences inflationnistes aux Etats-Unis, cette poussée s'explique largement par des températures clémentes et la création de 102 000 emplois dans la construction, un chiffre inhabituel.

Les services restent les plus dynamiques avec 260 000 nouveaux postes, soit 30 000 de plus qu'en novembre. Mais l'industrie n'est pas en reste avec 45 000 emplois nouveaux en janvier, contre 44 000 le mois précédent.

... et des commandes industrielles

Les commandes à l'industrie américaine ont progressé, en données corrigées des variations saisonnières, de 4,1 % en décembre, annonce le département du commerce.

Cette hausse retient d'autant plus l'attention que, en dehors des commandes militaires, toujours volatiles, elle représente 3,6 %, contre 1,6 % en novembre.

Les commandes de biens durables ont progressé de 6,4 %, contre 0,2 % le mois précédent.

Japon

Recul de l'excédent des comptes courants

L'excédent japonais de la balance des comptes courants a reculé de 8,7 % en 1988 pour s'inscrire à 79,49 milliards de dollars (500 milliards de francs), a annoncé, le 3 février, le ministère des finances. Libérées en dollars, les exportations ont augmenté de 15,6 % et les importations de 28,5 %, portant le surplus de la balance commerciale du Japon à 94,79 milliards de dollars, une diminution de 1,7 % par rapport à 1987.

Ces chiffres encourageants sont contrebalancés par les résultats de décembre. Durant le dernier mois de 1988, l'excédent commercial s'est inscrit, en données corrigées des variations saisonnières, à 8,48 milliards de dollars contre 8,18 milliards en novembre.

Les exportations ont augmenté de près de 2 milliards de dollars et les importations de 1,7 milliard.

Chômage au plus bas depuis six ans

En données corrigées des variations saisonnières, le taux de chômage s'est inscrit à 2,3 % en décembre au Japon, son niveau le plus bas depuis août 1982, indiquent les autorités nipponnes.

En moyenne, le nombre des sans-emploi a atteint 2,5 % de la population active en 1988, contre 2,8 % en 1987, la plus vive contraction depuis 1983.

Union soviétique

Directives contre l'inflation

Le gouvernement soviétique a adopté un ensemble de directives,

rendues publiques vendredi 3 février par l'agence Tass, afin de tenter d'enrayer la hausse des prix qui s'est accélérée avec le plus grande autonomie de gestion accordée aux entreprises. Les autorités locales se voient enjoindre de mettre fin aux augmentations ne correspondant pas à une meilleure qualité. Les relèvements de prix ne pourront excéder 15 % sur un ou deux ans pour toute une série de biens, de telles majorations étant exclues lorsqu'il s'agit de produits destinés aux enfants et aux personnes âgées. Des directives jugées bien vagues par les experts occidentaux s'il s'agit de freiner vraiment une inflation qu'ils évaluent entre 6 % et 8 %.

Allemagne fédérale Hausse de la production industrielle...

La production industrielle qu'est-allemande a progressé de 0,5 % en décembre en données corrigées des variations saisonnières, a annoncé le ministère de l'économie. Compte tenu d'une révision en hausse des premières estimations de novembre, l'indice a progressé, en rythme annuel, de 4 % au cours des deux derniers mois de 1988. Cette évaluation sur deux mois fait apparaître une forte croissance de la production de biens de base et de produits dérivés de 8 %.

... et du chômage saisonnier

Pour des raisons saisonnières, le nombre de chômeurs officiellement enregistrés en Allemagne fédérale a augmenté de 6,5 % en janvier par rapport au mois précédent, pour atteindre 2,33 millions de personnes, annonce l'Office fédéral du travail de Nuremberg. En données brutes, le taux de chômage s'établit à 8,1 %, contre 7,6 % en décembre, mais 8,8 % en janvier 1988. Selon le président de l'Office, M. Heinrich Franke, la forte croissance en 1988, due en partie à des conditions climatiques très favorables à la construction, a, au total, permis de réduire de 7,3 % le nombre des chômeurs entre janvier 1988 et janvier 1989.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

JUSQU'À vendredi, rien ne semblait pouvoir ternir l'éclat des lampes de la fête allumée depuis maintenant sept semaines. Mais le feu d'artifice espéré par beaucoup lors de la dernière séance n'a pas été tiré : l'indice CAC n'a pas battu son record historique de 460,4 atteint le 26 mars 1987. Le frôlant de moins de 0,7%, il a clôturé le 3 février à 457,1. « Y a du record dans l'air », entendait-on derrière les colonnes du palais Brongniart au terme de cinq journées qui ont impressionné par leur bon ton. Même si en définitive la progression n'a été que de 0,35% (contre 3% la semaine précédente), le volume d'activité a été la plupart du temps soutenu, atteignant jeudi les 3,3 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel.

Une performance plutôt encourageante dans une phase dite de consolidation qui doit permettre au marché de reprendre son souffle après la vigoureuse reprise de plus de 13% amorcée depuis la mi-décembre.

Durant une grande partie de la semaine, peu de phénomènes extérieurs ont pesé sur la tendance, que ce soit la perspective de la réunion du groupe des Sept à Washington ou les risques de tension à la hausse des taux d'intérêt. Seule, vendredi, la publication des statistiques américaines du chômage et des commandes industrielles a jeté momentanément un froid. Au travers de ces données, on entrevoyait une possible réurgence de l'inflation et donc la mise en œuvre d'une politique de resserrement du crédit.

Sur le plan intérieur, la situation sociale, avec les grèves de lundi après-midi et de mercredi toute la journée, n'a pas trop affecté le moral des investisseurs. Elle les a incités toutefois à plus de prudence. Quant aux « affaires », elles ont été suivies avec plus d'intérêt que de crainte. Ainsi, l'action Pechiney a poursuivi son redressement spectaculaire alors que la COB se préparait à vendre publique, mardi, son enquête sur le rachat d'American Can. Les propos révélateurs des dirigeants du producteur d'aluminium ont porté leur société en dehors de « toute nappouille » ont porté leurs fruits. Quant à l'action Société générale, elle s'est un peu dépréciée jeudi après l'annonce du lancement d'une recherche, par les « gendarmes » de la tour Mirabeau, d'éventuels intrus. Mais le recul du titre restait modéré, en raison peut-être de la fermeté du marché observée en permanence.

Lundi, la pesanteur due aux arrêts de travail a ralenti l'activité des investisseurs étrangers, et l'indice a légèrement baissé, après avoir perdu jusqu'à 0,7%, venant à 0,58%. Même scénario le lendemain (-0,64%) avec, pour consigne générale, « Wait and see ». Paradoxalement, la journée de mercredi, où un mot d'ordre de grève bloquait les cotations à la crie, mais pas celles effectuées par l'intermédiaire des terminaux d'ordinateurs, fut le théâtre d'une

Ho! hisse!

légère reprise. Bénéficiant de la fermeté de Wall Street et malgré certaines perturbations dues aux arrêts de travail, la séance se soldait sur un gain de 0,36%.

Judi restera la meilleure journée (+1,05%) avec un niveau record d'activité. Sur le MONEP (marché des options négociables sur actions de Paris), 34866 lots ont été échangés, ce qui représente la meilleure performance depuis le 7 juin 1988 avec 26611 lots. Poursuivant sur son élan et stimulée par la possibilité de rejoindre son plus haut niveau historique, la Bourse s'appréciait de 0,8% vendredi en début d'après-midi. La publication des données économiques américaines causait le mouvement, mais après un passage à vide, l'indice tombant en dessous de 0,2%, un regain d'activité permettait de terminer la journée sur une hausse de 0,4%.

La semaine aura essentiellement été dominée par deux secteurs d'activité : l'automobile et la communication, sans parler de la performance saisissante d'Eurotunnel (voir d'autre part).

Vedettes : Automobile et la communication

Une réunion d'analystes financiers, mercredi, aura suffi à créer l'événement autour de Peugeot, entraînant des révisions à la hausse des prévisions de bénéfice. L'effet positif sera quasi immédiat sur l'action. Cette progression fondée des cours ne s'applique pas pour les deux autres vedettes, Valeo et Michelin. La première profitera de rumeurs et l'autre de fausses statistiques. Des bruits persistants évoquant un désengagement de CERUS, de l'équipementier automobile, entraînant une flambée de l'action jeudi. « Il ne rentre aucunement dans nos intentions de céder tout ou partie de notre participation dans Valeo dont nous restons, conformément à ce qui a été déclaré en 1986, l'opérateur industriel », affirmait vendredi matin un des représentants de CERUS pour mettre un terme aux spéculations.

Plus surprenant, l'effervescence observée autour de Michelin. Elle serait due à une erreur. Vendredi, un communiqué laconique du service des statistiques de la Société des Bourses françaises (SFB) indiquait que le volume des échanges de titres de la Compagnie Michelin-Ferrand avait été gonflé de cinq millions d'actions pour chacune des journées du 30 et du 31 janvier. Or c'est justement sur

Semaine du 30 janvier au 3 février

cette augmentation anormale des transactions en début de semaine que de nombreux investisseurs s'étaient portés acquiescents de Bénédictum, espérant une information importante.

La communication était également à l'honneur, dopée par l'accord signé par l'allenand Bertelsmann et Canal Plus pour la création d'une chaîne privée cryptée en RFA. La firme de M. Roeseler entraînait dans son sillage Havas et Eurocom.

Pour une fois, les OPA n'ont pas tenu le haut du pavé. Toutefois, la forte progression des cours d'Olpar a fait surgir les hypothèses les plus diverses. Cette firme, plus connue sous son ancienne appellation Olida Cabry, envisagerait-elle de céder une partie de son parc immobilier lui permettant d'engranger de notables plus-values, ou ferait-elle l'objet d'un raid boursier ? Cette dernière question, le président des Grands Moulins de Paris, M. Jean-Louis Vignola, se la pose valablement, mais pour sa société. L'adhésion brutale des cours de sa firme, cotée sur le marché au comptant, l'a poussé à rencontrer, vendredi après-midi, des responsables de la COB. Le titre ferait l'objet d'un rachat en Bourse depuis plusieurs semaines par une « main non identifiée ».

A l'image de l'évolution de la semaine, le conflit social semble s'être détendu. Jeudi, une réunion a permis de débattre un peu les différends portant sur la révision des salaires du personnel de la Bourse et les suppressions d'emplois. L'organisation patronale a donné une réponse favorable sur la responsabilité financière de la Société des Bourses françaises dans le financement des indemnités de licenciement. Les syndicats ont accueilli avec satisfaction cette proposition, et les discussions devraient reprendre jeudi 9 février. D'ici là, une assemblée générale du personnel sera réunie.

Même si les discussions se bloquent, les séquelles des grèves successives sont importantes. Suivies par environ 20% des six mille salariés travaillant en Bourse, ces grèves rendent encore difficile l'obtention de données statistiques indispensables aux opérateurs, comme le détail des échanges sur les valeurs cotées, ou encore la position de place. Les erreurs risquent d'être nombreuses, entraînant une nouvelle augmentation des suspens, ces fameuses transactions effectuées et dont on ne connaît ni l'acquéreur ni le vendeur, faute de traces. Déjà, depuis plusieurs mois, les sociétés de Bourse et les banques déploient d'importants efforts pour réduire leurs suspens révisés par le krach. A peine sur le point d'aboutir, il leur faut se plonger dans un nouveau casse-tête chinois... et onctueux.

DOMINIQUE GALLOIS.

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Pause

La tendance a évolué en dents de scie dans un marché demeuré ferme et actif. L'indice Dow Jones a fluctué étonnamment à la hausse et à la baisse pour terminer la semaine sur un gain de 8,39 points par rapport au vendredi 27 janvier. Selon les analystes, la résistance du marché a été en grande partie aidée par les abondantes liquidités dont disposent les investisseurs institutionnels qui profitent de toute correction pour regagner leurs portefeuilles. La fermeté du dollar continue par ailleurs à attirer les investisseurs étrangers vers Wall Street. Après quelques tassements lundi, le marché est reparti de l'avant mardi, les investisseurs ignorant une nouvelle mise en garde du président de la Réserve fédérale sur les risques d'une relance de l'inflation. Les prises de bénéfices ont ensuite freiné la progression de l'indice jusqu'à la fin de la semaine dans l'attente de la publication des chiffres du chômage. Vendredi, après avoir fluctué dans une fourchette de 7 points de hausse et 10 points de baisse, l'indice Dow Jones clôturait sur un repli de 2,5 points à 2331,25.

	Cours 27 jan.	Cours 3 fév.
Alcoa	63 1/2	63 1/2
ATI	31 1/2	32
Boeing	63 1/8	63 5/8
Classe Man. Bank	31 3/8	31 1/2
Du Pont de Nemours	100 1/2	101 1/8
Eastman Kodak	48 5/8	48 1/8
Exxon	46	45 7/8
Ford	52 1/2	54 1/8
General Electric	47 7/8	47 3/4
General Motors	51 5/8	51 1/4
Goodyear	49	50 5/8
IBM	127	127 1/2
ITT	54 7/8	54 3/8
Michelin	48 3/8	47 3/8
Oil	27 1/4	28
Schlumberger	25 1/2	26 3/4
Texasco	54 1/2	49 5/8
Union Carbide	117 1/2	123 5/8
USX	27 7/8	28 1/4
Westinghouse	55 5/8	56 7/8
Xerox Corp	62 3/4	65 3/8

LONDRES

Au-dessus de « lundi noir »

La Bourse a poursuivi sur sa lancée cette semaine, tant et si bien que, vendredi, l'indice Footsie à la clôture atteignait le 2 069,9 points dépassant de 17,6 points le niveau atteint au soir du terrible lundi 19 octobre 1987. Ce jour-là, le krach faisait chuter le baromètre londonien de 246,6 points. Il tombait ainsi de 2 301,9 à 2 055,3. Le mouvement de hausse depuis le début de l'année 1988 atteint les 15,5%, ce qui fait de la City la place la plus performante actuellement. Le marché aura été dominé cette semaine par le feu vert du gouvernement à l'OPA, accord de 2,9 milliards de livres (31 milliards de francs) de Minorco sur Consolidated Gold Fields.

Indices « FT » du 3 février : 100 valeurs, 2 069,9 (contre 2 005,9) ; 30 valeurs, 1 689 (contre 1 641,1) ; Fonds d'Etat, 88,92 (contre 88,78) ; mines d'or, 166,9 (contre 173,9).

	Cours 27 jan.	Cours 3 fév.
Beecham	533	566
Bovater	453	461
BP	272 1/2	275
Charter	477	492
Courtauld	302 1/2	318
De Beers (*)	12 1/8	11 7/8
Free Gold (*)	7 1/16	7 1/16
Glan	11 47/8	12 35/64
Glaxo	16 5/32	16 5/32
ICI	11 3/8	11 63/64
Ruston	618	619
Unilever	536 1/2	537
Vickers	178	186 1/2
War Loan	48	40 1/8

(*) En dollars.

FRANCFORT

Assombrissement

La tendance s'est assombrie cette semaine suite à une série de facteurs négatifs dont principalement les incertitudes concernant l'évolution monétaire.

Indices de la Commerzbank du 3 février : 1 670,7 (contre 1 686,4).

	Cours 27 jan.	Cours 3 fév.
AEG	196,20	195
BASF	291,90	288
Bayer	307,20	302,70
Commerzbank	252,80	246,50
Deutschebank	537	527,50
Hoechst	307,90	302,50
Kernkraft	445	440,50
Mannesmann	218,50	214,50
Siemens	538,40	524,50
Volkswagen	523,50	521

TOKYO

Nouveaux records

La semaine s'est achevée sur un nouveau record, vendredi, au Kabuto-Cho et l'activité a encore augmenté avec plus de 1,5 milliard de titres échangés. Dans le cadre des mesures prises par le gouvernement japonais pour réduire le temps de travail, il a été décidé que tous les ministères, les bureaux publics et la Bourse seront dorénavant fermés tous les samedis.

Indices du 3 février : Nikkei, 31 685,78 (contre 31 679,07) ; Général, 2 478,12 (contre 2 465,62).

	Cours 27 jan.	Cours 3 fév.
Akai	727	726
Brégoles	1 450	1 440
Cumax	1 590	1 510
Fuji Bank	3 790	3 590
Honda Motor	2 150	2 180
Mitsubishi Electric	2 480	2 480
Mitsubishi Heavy	1 180	1 170
Sony Corp	7 240	7 060
Toyota Motor	2 600	2 570

Banques, assurances

sociétés d'investissement

	3-2-89	Diff.
Bail Equipement	314	+ 4
Banque (Cie)	591	- 15
Cetelem	652	+ 12
CFF	932	+ 70
CFI	502	+ 12
Chargem	1312	- 13
Chaurance	1 750	+ 10
Hénin (La)	611	- 4
Immo. PL-Moncler	359	+ 4
Localfrance	445	+ 4
Localfrance	820	- 25
Localfrance	1 660	- 45
Midland Bank	224,50	+ 16,50
O.F.P.	1 460	- 10
Paris de régie	442	+ 5,90
Prêtball	1 040	- 31
Schneider	691	+ 4
Société générale	483	- 44
Société (Cie Fin.)	338	- 16
UCB	195	+ 5

Mines, caoutchouc,

outre-mer

	3-2-89	Diff.
Géophysique	585	- 35
Imetal	363	+ 34
Michelin	209,20	+ 12,20
Métallurg	141,50	+ 16,50
RTZ	58,40	+ 4,55
ZCI	2,64	+ 0,83

Produits chimiques

	3-2-89	Diff.
Inst. Mérieux	7 260	+ 250
Labo. Bell	1 090	+ 39
Roussel Ucl	1 715	+ 135
BASF	1 047	+ 10
Bayer	1 047	+ 10
Hoechst	1 042	+ 18
Imp. Chimie	133,50	+ 8,60
Norsk Hydro	133,50	- 2

Métallurgie

construction mécanique

	3-2-89	Diff.
Alpi	358,90	+ 5,10
Avions Dassault	720	+ 73
De Dietrich	1 685	- 0,15
FAOM	1 320	- 68
Fives LI	288	+ 23
Hotchkiss	1 312	- 12
Penhoët	412,50	- 5,40
Peugeot SA	1 575	+ 138
Sagem	1 580	- 50
Stalder	430	- 12
Stalder	970	- 10
Valeo	669	+ 27
Volkswagen	353	- 11

Mines d'or, diamants

	3-2-89	Diff.
Anglo-American	113,60	- 0,35
Anglo	424,50	- 17,50
Buf. Gold M.	87	- 3,10
De Beers	74,70	- 2,30
De Beers	2,20	- 0,10
De Beers	112,50	- 2,60
Gold Field	157,50	+ 16,20
Harmony	37,05	- 2,70
Randfontein	381,04	- 18,96
Sant-Hélène	46,80	- 0,10
Western Deep	173,50	- 4,90

Pétroles

	3-2-89	Diff.
Elf-Aquitaine	423	- 18,50
Esso	449	- 11,20
Exxon	292	+ 4,50
Petrofina	2 250	- 26
B.P. France	89,90	+ 0,90
Perlepage	717	- 2
Raffinage	112,50	+ 3
Royal Dutch	380	+ 2
Sogepar	355	- 10
Total	413	- 10

Matériel électrique

services publics

	3-2-89	Diff.
Alcatel	2 840	+ 102
Aislacon	513	+ 45
CGE	427	+ 16
Crouzet	466	+ 3,90
CSSE (ex-Sigaux)	678	- 18
SEIS	1 785	- 30
IBM	828	+ 35
Internelectronique	1 645	+ 115
ITT	346,50	+ 5,50
Moultex	3 740	+ 30
Legrand (I)	1 362	- 37
Leroy-Somier	1 350,90	+ 0,60
Lyonnais des Eaux	1 665	- 45
Matra	286,50	+ 2
Merlin-Gérin	3 940	+ 257
Moultex	1 350,90	+ 0,60
PM Labinal	945	+ 26
Radioelectronique	733	+ 23
Schlumberger	230,50	+ 6,50
SEIS	1 785	- 30
Siemens	1 803	- 49
Thomson-CSF	242	- 2,50

(1) Cote de 19 F.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 27-1-89	Cours 3-2-89
Or fin (libre en barre)	81 500	80 800
Or fin (libre en lingot)	81 500	80 400
Prix franc (200 g.)	467	461
Prix franc (100 g.)	233	230
Prix franc (50 g.)	116	115
Prix franc (20 g.)	46	45
Prix franc (10 g.)	23	22
Prix franc (5 g.)	11	10
Prix franc (2 g.)	4	4
Prix franc (1 g.)	2	2
Prix franc (0,5 g.)	1	1
Prix franc (0,2 g.)	0,5	0,5
Prix franc (0,1 g.)	0,2	0,2
Prix franc (0,05 g.)	0,1	0,1
Prix franc (0,02 g.)	0,05	0,05
Prix franc (0,01 g.)	0,02	0,02
Prix franc (0,005 g.)	0,01	0,01
Prix franc (0,002 g.)	0,005	0,005
Prix franc (0,001 g.)	0,002	0,002
Prix franc (0,0005 g.)	0,001	0,001
Prix franc (0,0002 g.)	0,0005	0,0005
Prix franc (0,0001 g.)	0,0002	0,0002
Prix franc (0,00005 g.)	0,0001	0,0001
Prix franc (0,00002 g.)	0,00005	0,00005
Prix franc (0,00001 g.)	0,00002	0,00002
Prix franc (0,000005 g.)	0,00001	0,00001
Prix franc (0,000002 g.)	0,000005	0,000005
Prix franc (0,000001 g.)	0,000002	0,000002
Prix franc (0,0000005 g.)	0,000001	0,000001
Prix franc (0,0000002 g.)	0,0000005	0,0000005
Prix franc (0,0000001 g.)	0,0000002	0,0000002
Prix franc (0,00000005 g.)	0,0000001	0,0000001
Prix franc (0,00000002 g.)	0,00000005	0,00000005
Prix franc (0,00000001 g.)	0,00000002	0,00000002
Prix franc (0,000000005 g.)	0,00000001	0,00000001
Prix franc (0,000000002 g.)	0,000000005	0,000000005
Prix franc (0,000000001 g.)	0,000000002	0,000000002
Prix franc (0,0000000005 g.)	0,000000001	0,000000001
Prix franc (0,0000000002 g.)	0,0000000005	0,0000000005
Prix franc (0,0000000001 g.)	0,0000000002	0,0000000002
Prix franc (0,00000000005 g.)	0,0000000001	0,0000000001
Prix franc (0,00000000002 g.)	0,00000000005	0,00000000005
Prix franc (0,00000000001 g.)	0,00000000002	0,00000000002
Prix franc (0,000000000005 g.)	0,00000000001	0,00000000001
Prix franc (0,000000000002 g.)	0,000000000005	0,000000000005
Prix franc (0,000000000001 g.)	0,000000000002	0,000000000002
Prix franc (0,0000000000005 g.)	0,000000000001	0,000000000001
Prix franc (0,0000000000002 g.)	0,0000000000005	0,0000000000005
Prix franc (0,0000000000001 g.)	0,0000000000002	0,00000

Crédits, changes, grands marchés

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Coup d'arrêt aux emprunts espagnols à l'étranger

Les promesses de la semaine précédente ont été tenues dans le compartiment des euro-emissions en dollars où une activité primaire intense a fait apparaître deux grandes catégories d'émissions. Celles d'une durée ferme, connue d'avance, dont le placement s'effectue sur une base très large, et celles dont les emprunteurs se sont ménagé une possibilité de sortie et qui ne trouvent preneurs qu'après d'un réseau de prêteurs bien délimité au Japon.

Ces derniers sont apparemment prêts à n'accepter qu'une faible compensation pour la faculté laissée à l'emprunteur de rembourser ses titres par anticipation. Il leur suffit que le coupon nominal soit élevé, qu'il ait des chiffres (en général 10 % tout rond). Pour que des investisseurs européens prennent de semblables obligations dans leurs portefeuilles, il faudrait leur proposer un rendement supérieur d'au moins 25 centimes. Mais on ne trouverait plus de débiteurs à ces conditions, ceux-ci se voyant alors privés de ces swaps alléchant qui ramènent le coût de leurs transactions bien au-dessus du Libor.

Parmi les opérations de type classique remboursables *in fine*, le comportement de deux d'entre elles a été suivi à la loupe par tous les spécialistes. La première, de 300 millions de dollars, sortie lundi sous la direction d'une euro-

banque japonaise, LCTB International, est pour le compte du Crédit foncier de France et elle bénéficie de la garantie de la République française. La seconde, de 250 millions de dollars, a été montée un jour plus tard par Nomura International, l'étranger de la plus importante maison de titres japonaise, pour le compte d'un organisme japonais du commerce extérieur, Japon Eximbank, dont les emprunts à l'étranger bénéficient de la garantie du gouvernement du Japon.

Comme les deux opérations sont de même durée (dix ans), que leur taux de rendement facial est le même (9,50 %), elles se sont trouvées sur tous les plans en pleine concurrence. Elles ont toutes deux été bien accueillies mais l'avantage est apparemment allé à l'emprunt japonais dont la marge qui sépare son rapport de celui que procurent les fonds d'Etat américains comparables s'est plus resserrée. Cette marge n'était plus mercredi soir que de 31 centimes contre 40 au moment du lancement de l'opération, alors que celle de l'emprunt français se situait encore à 35 contre 39 à sa sortie. La mesure de ces performances étant faite avec des scrupules d'apothicaire, il convient de préciser que les rendements sont calculés sur une base semestrielle.

organisé, il peut contribuer à la promotion d'une région et inciter des entreprises étrangères à y investir directement. Séville ou l'Andalousie auraient été des candidates de choix dans la perspective de la prochaine exposition universelle. Mais l'emprunt attendu ne se concrétisera pas prochainement. De même seront abandonnés les projets d'emprunts de plusieurs sociétés espagnoles du secteur de l'énergie.

Privé ainsi d'une importante catégorie d'emprunteurs, le compartiment international du marché des capitaux japonais risque donc de s'assécher davantage. Les débiteurs y sont rares car les possibilités de swaps y demeurent peu engageantes. Cela n'empêche évidemment pas de grands emprunteurs mondiaux de faire figurer leur nom sur la liste officielle des candidats à une émission samouraï. Electricité de France et la Banque française du commerce extérieur sont au nombre des établissements français qui ont pris cette précaution.

Parmi les autres développements d'une semaine particulièrement riche en événements, le plus digne d'attention est certainement le fait qu'une banque étrangère ait été chargée d'un emprunt d'Etat. C'est ce qui s'est passé jeudi en Suisse où la trésorerie de la Confédération a confié à Citicorp Investment Bank (Switzerland) le soin d'un emprunt de 80 millions de francs suisses dont les conditions sont les suivantes : durée de huit ans, taux d'intérêt de 4,625 % et prix d'émission du pair pour des commissions totales de 0,50 %. Le coup est particulièrement habile de la part d'un pays dont on ne saurait plus mettre en doute le libéralisme ou l'ouverture en matière financière. Le contraste est impressionnant avec ce qui se passe dans certains pays de la Communauté, où l'on assiste plutôt à un repli furtif sur des positions acquises. Peut-on imaginer une banque espagnole diriger un emprunt d'Etat néerlandais ou une banque française diriger un emprunt allemand ? Les banques suisses disposent maintenant d'un atout formidable dans leurs négociations avec les autorités politiques étrangères qui leur permettrait de revendiquer une juste réciprocité. C'est en faisant valoir des arguments de ce genre qu'elles pourraient renforcer encore leurs positions à travers le monde.

CHRISTOPHE VETTER.

DEVISES ET OR

Le dollar comme un ballon

C'est reparti ! A la veille du week-end, un coup d'accélérateur a fait bondir les cours du dollar, qui dépassait 6,40 F à Paris, obligeant les banques centrales à intervenir vigoureusement, y compris la Banque de France, mais assez peu la Banque du Japon, semble-t-il.

Pendant presque toute la semaine, les opérateurs étaient restés « sages », attendant un hypothétique communiqué du groupe des sept pays les plus industrialisés du monde réuni à Washington à la veille du week-end. Mais ils attendaient aussi la publication des chiffres du chômage américain pour le mois de janvier. Si ces chiffres laissaient apparaître une progression plus sensible que prévu du nombre des créations d'emplois, le dollar devait monter, tant la barre des 1,90 DM, estimait-on.

Leurs pronostics se sont vérifiés. Vendredi en début d'après-midi, heure européenne, on apprenait que si le taux global de chômage restait de 5,3 %, les créations d'emplois non agricoles passaient de 221 000 en décembre à 408 000 en janvier, contre 291 000 prévus.

Du coup le dollar s'envola, frôlant 1,89 DM et dépassant 6,40 F, avant que les interventions des ban-

ques centrales ne le ramènent à 1,8795 DM en fin de journée à New York. En outre, on apprenait un peu plus tard que les commandes à l'industrie américaine avaient progressé de 4,1 % en décembre, contre 3,6 % en novembre, contre respectivement 0,5 % et 1,6 % en novembre. La hausse était portée à 6,4 % pour les biens durables en décembre, contre 0,2 % le mois précédent.

Pour les milieux financiers internationaux, ces nouvelles signifient que la Réserve fédérale des Etats-Unis ne pourra abaisser sa garde, c'est-à-dire qu'il ne sera guère possible de faire diminuer les taux d'intérêt. Comme les opérateurs recherchent d'abord la meilleure rémunération pour leurs disponibilités, le dollar va rester attractif, d'autant qu'ils espèrent toujours que le président Bush parviendra à un compromis avec le Congrès sur la réduction du déficit budgétaire sans impôts nouveaux, la quadrature du cercle, estiment les pessimistes. Par ailleurs, on a noté de très gros ordres d'achats de dollars en provenance d'Asie et du Moyen-Orient.

Tout cela laisse prévoir une belle bataille de taux d'intérêt si le

deutschemark continuait à faiblir, la Bundesbank ripostant par un relèvement supplémentaire de ses taux directeurs. Sans doute, à Washington, M. Pierre Bérégovoy, au lendemain du dîner qui réunissait les ministres des finances du groupe des Sept, a-t-il déclaré que, selon ledit groupe, les taux d'intérêt pourraient se stabiliser si les Etats membres parvenaient à maintenir les taux de change au niveau souhaité, objectif final. Mais comme les taux de change se déterminent en fonction des taux d'intérêt, on n'en sort plus, à moins de réduire l'écart entre ces taux d'intérêt, ce qui implique un nouveau renchérissement en Allemagne, à défaut d'une diminution aux Etats-Unis.

A Paris, le cours du deutschemark, après une brève incursion au-dessous de 3,40 F, se retrouvait légèrement au-dessus de 3,4020 F.

F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 30 JANVIER AU 3 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	SEU	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lira
New-York	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Paris	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Bruxelles	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Amsterdam	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Frankfurt	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Stuttgart	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Munich	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Berlin	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Madrid	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Barcelone	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Valence	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Seville	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Malaga	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Granada	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Jaen	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Cordoue	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Sevilla	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Valence	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Barcelone	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Madrid	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776
Paris	1,7328	—	15,6213	62,5391	53,1286	2,5251	47,828	8,0776

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 3 février, 4,9470 F contre 4,8888 F le vendredi 27 janvier.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Dans la glu

Rien ne va plus sur le marché obligataire de Paris, où les dernières émissions se trouvent engluées dans une « colle » épaisse, en raison de la remontée des rendements. Selon les spécialistes, 5 milliards de francs de « papier » seraient restés sur les bras des syndicats de placement, avec des décotes de 2 % et plus sur les cours d'émissions de la semaine dernière. Ainsi, le milliard de francs de l'emprunt Financier vaut 2,5 % de moins sur le « marché gris », le milliard et demi de la Compagnie bancaire est coté de 2,3 %, et celui du Crédit national, également un milliard et demi, n'est même pas coté, le rabais implicite atteignant 2,5 %.

La raison ? Tout simplement les rendements très bas affichés à l'émission, face à une hausse des taux longs consécutive par l'ajustement d'obligations assimilables du Trésor (OAT). Jeudi 2 février : 8,74 % sur dix ans contre 8,59 % il y a un mois, ce qui correspond en ce moment à près de 9 % pour les émissions de première catégorie citées précédemment. En regard, Financier offre 8,55 % de rendement réel, la Compagnie bancaire 8,57 % et le Crédit national... 8,47 %.

Notons que le Crédit national se moque bien de la « glu » ambiante, les chefs de file du syndicat de placement, se retrouvant avec le bébé sur les bras ; comme disait, cyniquement, un spécialiste : il faut bien que les commissions de garantie versées par l'emprunteur servent, de temps en temps, à quelque chose.

Seul l'emprunt de la BNP, 1,3 milliard de francs à 8,73 %, a échappé au marasme, pour la bonne raison qu'il a été placé dans le réseau de la banque. Quant à l'ajustement d'OAT, pour un peu plus de 10 milliards de francs, elle s'est plutôt correctement effectuée, grâce à une diminution des sommes appelées (la fourchette était de 9 à 11 milliards de francs), à un relèvement des rendements offerts, comme on l'a vu, et à une bonne demande des investisseurs : français pour la tranche à dix ans et étrangers sur la tranche à quinze ans.

De plus, les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) ont fait leur devoir. Pour la semaine prochaine, on attendait un emprunt de la RATP et une « grosse » émission EDF, mais l'état du marché rend les émetteurs songeurs, d'autant que les investisseurs institutionnels

réclament, maintenant, un bon 9 % de rendement.

La morale de l'histoire est double. Le premier phénomène, la hausse des taux à court terme, engagée depuis deux bons mois, à l'imitation de la Banque fédérale d'Allemagne et, quasi simultanément, de la Banque de France, a fini par gagner les taux à long terme, mettant fin, en France tout au moins, au phénomène d'inversion noté précédemment (taux courts dépassant les taux longs dans l'attente d'une hypothétique baisse des taux). On théorise l'adage : lorsque l'écart entre taux courts et longs s'amenuise ou disparaît, la situation devient instable et il faut que cela craque, les cours versent le bas et les longs vers le haut, pour rétablir l'écart normal qui, en Allemagne par exemple, est encore de 1,5 point environ.

Avertissement allemand

Jusqu'à présent, le marché espérait, un peu follement, que l'anticipation d'une future diminution des rendements serait suffisante pour maintenir les taux longs à leur niveau antérieur. Il tablait, plus follement cette fois-ci, sur une « décompression » entre une France « sage » et une Allemagne en pleine hausse, pour des raisons d'ordre interne. C'était se bercer d'illusions, surtout après les déclarations faites le 26 janvier, à Hambourg, par le président de la Banque fédérale d'Allemagne, Karl Otto Poehl : « Priorité à la lutte contre l'inflation, pour une politique plus restrictive des taux d'intérêt et un soutien du mark, même aux dépens de l'expansion économique ».

L'avertissement est suffisamment clair : la Bundesbank va continuer à « serrer la vis » pendant des mois et elle maintiendra au-dessus de 5 % le taux de l'argent au jour le jour, en l'absence de l'argent au jour le jour, épongeant les liquidités s'il le faut. On voit mal, dans ces conditions, comment les taux à court terme pourraient baisser unilatéralement en France, où l'Institut d'émission s'aligne rigoureusement sur la Bundesbank, afin de maintenir la parité franc-deutschemark et éviter l'inflation importée.

Sur le MATIF, qui, il y a trois semaines, « révisait » encore en portant à près de 109 le cours de l'échéance mars, les opérateurs ont

commencé à réaliser que leurs anticipations à la baisse des taux étaient bien audacieuses, du moins dans l'immédiat. Le cours de l'échéance mars, après avoir glissé à un moment en dessous de 107, terminait la semaine légèrement au-dessus et, il faut le dire, « encaissait » très bien l'annonce de la poursuite d'une forte activité aux Etats-Unis, peu propice à une détente des taux d'intérêt. « Tras los montes », la Banque d'Espagne manie, elle aussi, le tour de vis.

Pour freiner la surchauffe de l'économie, elle a porté de 12,40 % à 13,40 % son taux d'intervention, après avoir haussé de 16,50 % à 18 % les réserves obligatoires des banques et caisses d'épargne et instauré un dépôt préalable de 30 % pour les emprunts en devises, mesure de nature à freiner les entrées de capitaux étrangers et les importations. La croissance de l'économie espagnole dépasse 5 % l'an, avec une inflation de 5,8 % en 1988, presque le double des prévisions initiales. Banques centrales de tous les pays, unissez-vous pour lutter contre l'inflation...

FRANÇOIS RENARD.

Masse monétaire

Croissance moins vive que prévu en 1988

La Banque de France, qui avait fixé une fourchette de croissance de 4 % à 6 % pour la masse monétaire française, a finalement annoncé que l'agrégat M2 (billets, dépôts à vue et sur livret) avait augmenté l'an dernier de 3,8 % seulement, contre 4 % en 1987. De même, l'agrégat M3 (M2, plus les bons de caisse et les certificats de dépôt négociables) a progressé à un rythme plus lent que l'année précédente (6,8 % contre 9,1 %). Cependant, l'agrégat « crédit intérieur total », qui comptabilise l'ensemble des crédits aux entreprises et aux particuliers, a progressé au cours des onze premiers mois de l'année de 11,6 %, contre 10,7 % en 1987.

Pour l'année en cours, la fourchette d'augmentation de M2 a été maintenue à 4-6 %, et les autorités monétaires ont affirmé leur volonté de surveiller étroitement la croissance des agrégats larges.

MATIÈRES PREMIÈRES

Redistribution des quotas sur le marché du café

Le robuste a connu ces jours derniers quelques séances de baisse, les cours perdant 31 livres le 1^{er} février pour s'établir à 1 132 livres la tonne. Vendredi, à 1 168 livres, remontait cependant autour de mars. Cette irrégularité des cours sanctionne l'échec des travaux de l'Organisation internationale du café visant à préparer les conditions d'un renouvellement de l'accord de stabilisation des prix, le mécanisme actuel expirant en septembre prochain. Après plusieurs jours de discussions, les négociateurs de l'OIC se sont séparés mercredi soir sur un différend concernant le futur accord.

Administré selon un système de quotas d'exportation (58 millions de sacs de 60 kilos actuellement), le marché du café donne lieu à des pratiques irrégulières : certains pays exportateurs écoulent du café

après des pays non-membres de l'accord international à des prix « cassés », inférieurs de 40 % aux tarifs défendus par l'OIC. Ces ventes de café dit « touriste » affaiblissent l'action de l'OIC en pesant sur les cours mondiaux. Pour en finir avec ce marché double, des représentants de pays consommateurs ont suggéré d'établir un quota d'exportation global, incluant les ventes aux pays non-membres. Une proposition que les représentants des producteurs ont jugé irréversible, craignant une telle mesure ne se traduise par un abaissement du prix garanti par l'Organisation du café.

Si elle n'a pris aucune décision sur l'avenir de l'accord, l'OIC a, en revanche, mis de l'ordre dans la distribution des quotas alloués aux pays membres. Le Côte-d'Ivoire s'est ainsi vu amputer de 100 000 sacs son quota annuel, au regard des 905 500 sacs prévus à l'origine pour la campagne 1988-1989. Motif de la sanction : en septembre 1988, au moment de la fixation des quotas, les stocks ivoiriens avaient été estimés à 3,2 millions de sacs. Un volume considérable qui donnait à Abidjan un argument de poids pour réclamer un contingent élevé.

Mais en début de semaine, le bureau exécutif de l'OIC a ramené à 1,24 million de sacs seulement l'estimation du stock ivoirien ! En survenant sur ses réserves, la Côte-d'Ivoire s'est rendue un mauvais service. La décision de réduire son quota devrait prendre effet immédiatement. Pour des raisons comparables, le quota de l'Inde a été réduit de 5 000 sacs.

D'autres pays en revanche ont bénéficié d'une augmentation de leurs droits à exporter. Le Costa-Rica, Saint-Domingue, l'Equateur, le Salvador, le Mexique, l'Indonésie

et le Cameroun vont bénéficier d'une « rallonge » de 5 212 sacs chacun. Le Zaïre et l'Ouganda pourront exporter 15 635 sacs supplémentaires, et l'Ethiopie 20 847. Le Kenya (+ 10 423 sacs), la Colombie (+ 5 282 sacs) figurent aussi parmi la liste des bénéficiaires de cette redistribution.

Les statistiques de l'OIC font apparaître que les exportateurs ont eu tendance, au premier trimestre de la campagne 1988-1989, à privilégier le « sous-embarquement ». Leurs ventes ont en effet été inférieures de 31 % au quota de 16,27 millions de sacs fixé pour la période octobre-décembre. Elles ont porté sur 11,15 millions de sacs seulement. Le Kenya, le Salvador, le Brésil, l'Indonésie et les pays de l'Organisation africaine et malgache du café sont à l'origine de ces ventes. Les 5,12 millions de sacs restant à écouler au titre du premier trimestre pourront être vendus au second trimestre pour s'ajuster au quota prévu de 14 millions de sacs. Mais un tel report risque d'entraîner une forte baisse des prix entre février et mars, compte tenu de l'offre potentielle de café dépassant le niveau de consommation attendu.

L'incertitude plane en outre sur le maintien à 58 millions de tonnes du quota global d'exportation. Si le prix composite du café devait baisser en deçà de 120 cents par livre pendant une période de 15 jours, l'OIC déciderait automatiquement de réduire de 1 million de sacs le contingent d'exportation. Un bras de fer est déjà engagé entre les torréfacteurs, hostiles à une telle réduction qui réduirait les prix, et les producteurs qui voient là une chance de tirer du café un revenu meilleur...

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 3-42
Café b. g. (London) Trois mois	1 744 (- 35) Livres/tonne
Arabica (London) Trois mois	2 193 (- 167) Livres/tonne
Nickel (London) Trois mois	17 759 (- 250) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Mars	1 775 (+ 45) Francs/tonne
Café (London) Mars	1 168 (+ 43) Livres/tonne
Cacao (New-York) Mars	1 597 (+ 21) Dollars/tonne
Riz (Chicago) Mars	430 (- 10) Cents/bushel
Mais (Chicago) Mars	271 (=) Cents/bushel
Soja (Chicago) Mars	246,59 (=) Dollars/liv. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

مركز من الأصل

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Afghanistan : le retrait des troupes soviétiques. — La fin de la visite de M. Mitterrand en Inde. 4 La voyage de M. Dumas en Iran. 5 Touristes rançonnées au carnaval de Rio. — Inculpation de journalistes à Olan.	6 Municipales : l'accord entre le PC et le PS reste partiel. 7 « Livres politiques », par André Laurens. — Les « affaires » : M. Giscard d'Estaing estime qu'il faut changer de cap.	8 Les manœuvres franco-américaines en Corse. — Le smog à Paris. DATES 2 Il y a dix ans, Khomeiny rentrait à Téhéran.	10 La mort de John Cassavetes. — Carmelo Bene et Luca Ronconi à Milan. 7 Communication : les chaînes de télévision et la violence.	13 La fin du congrès de FO. — La réunion du groupe des Sept à Washington. — Le Venezuela change sa politique pétrolière. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grands marchés.	Abonnements 2 Carnet 9 Météorologie 9 Mots croisés 9 Radio-télévision 9 Spectacles 11	● Le Monde vous aide à remplir votre déclaration de revenus. ● Calculez le montant de vos impôts sur minitel IMPOTS 3615 tapes LM

La COB sur tous les fronts

Parmi les trente-huit enquêtes qu'a lancées la COB depuis l'été dernier, quatre dossiers ressortent particulièrement. Ils concernent : Béghin-Say à propos d'une moins-value de 860 millions de francs lors d'une cession de titres Montedison, la constitution d'un pacte secret d'actionnaires à la CGE, un éventuel délit d'initié avant l'annonce de résultats de LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) et une possible manipulation des cours de De Dietrich.

Dans le cas de Béghin-Say, la date d'ouverture de l'enquête remonte au mois de juillet 1988. La COB s'intéresse aux conditions dans lesquelles le groupe sucrier que préside M. Jean-Marc Vernes a enregistré une moins-value de 860 millions de francs lors de la cession d'actions du groupe chimique italien Montedison. En décembre 1987, Béghin-Say (groupe Ferruzzi) revend la participation de 7 % qu'il détenait dans Montedison à European Sugar, autre filiale du groupe Ferruzzi. L'investissement réalisé par la firme française pour acquérir ces actions Montedison s'élevait à 1,910 milliard de francs, et cette participation a été cédée pour 1,05 milliard. Cette opération comprenait toutefois un échange de participations, European Sugar apportant à Béghin-Say les 12 % du capital qu'elle détenait dans le groupe agroalimentaire Saint-Louis ainsi que le versement d'une somme.

Le second dossier a été ouvert à la même époque par la Commission des opérations de Bourse. Il porte sur les conditions de cession par l'Etat de ses parts dans la CGE lors de sa privatisation et surtout sur l'existence d'un « pacte secret » entre certains membres. Sur l'enquête aux actions Montedison, la Commission générale des eaux, Société de banque suisse, Société générale de Belgique et Dumez sont liés par un « pacte » destiné à protéger une partie du capital de ce groupe présidé par M. Pierre Suard et qui n'avait pas été doté d'un « noyau dur » au moment

de sa privatisation. Cette enquête, qui est terminée, devrait conduire le groupe socialiste à demander la constitution d'une enquête parlementaire.

Plus récente, ayant été lancée le 16 janvier 1989, une enquête vise le groupe de luxe LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) et un éventuel délit d'initié qui aurait été réalisé peu avant l'annonce d'une hausse des bénéfices de 50 %.

Le 6 janvier, le groupe LVMH annonçait, après la clôture de la Bourse, une forte progression de ses bénéfices 1988. Auparavant, durant la séance, des transactions extrêmement importantes (240 000 échanges) avaient eu lieu. Le lendemain, plus de 700 000 titres changeaient encore de mains. A l'issue de ces deux jours, le président de la Financière Agache, M. Bernard Arnault, assurait avoir acquis à lui seul 800 000 actions.

Si l'enquête porte « essentiellement » sur les journées des 5 et 6 janvier, elle s'intéresse également aux transactions antérieures et ne se limiterait pas ainsi aux seuls événements initiaux. La commission pourrait au hasard de ses recherches vérifier si, durant la bataille boursière des premiers jours de janvier, M. Bernard Arnault n'aurait pas acquis un « bloc » de titres qui lui aurait permis de prendre le contrôle du groupe.

Enfin, vendredi 3 février, la COB affirmait « regarder attentivement » le dossier De Dietrich et les mouvements importants qui ont eu lieu sur le titre au mois d'octobre 1988. A cette époque, près de 30 % du capital de ce groupe spécialisé dans l'équipement ménager avaient changé de mains en quelques semaines. Des rumeurs d'OFA avaient circulé, vite démenties par Bosh et Siemens, les acquéreurs les plus souvent cités. L'hypothèse d'une manipulation de cours était évoquée ensuite, qui aurait permis aux initiateurs d'engranger rapidement de belles plus-values.

DOMINIQUE GALLOIS.

SKI ALPIN : les championnats du monde

Schmidt dans les schuss

Le Luxembourgeois Marc Girardelli a remporté, vendredi 3 février, à Vail (Colorado), la médaille d'or du combiné, première épreuve des championnats du monde de ski alpin. En se classant deuxième de la descente, derrière l'Italien Michael Mair, il a acquis assez de points pour triompher d'une épreuve comportant des

courses de technique (slalom) et de vitesse. Médaille d'argent, le Suisse Paul Accola, auteur d'une descente acrobatique toujours à la limite de la chute, améliore sa performance des derniers Jeux olympiques. Son camarade Pirmin Zurbriggen, encore mal rétabli de son envolée de mercredi, termine quatrième.

VAIL (Etats-Unis)
de notre envoyé spécial

Les flocons se sont mis à tomber sur les montagnes Rocheuses. La vague de froid qui paralyse une grande partie des Etats-Unis semble contourner les sommets, mais la neige, elle, est bien présente. D'abord légers, les cristaux se sont fait épais au fil des heures. Face à ce mur blanc, de plus en plus compact, les organisateurs ont décidé, vendredi matin, de reporter la descente d'une heure.

« Je déteste ces minutes qui n'en finissent pas », laisse échapper Didier Schmidt, le seul Français présent sur l'aire de départ.

Larmes
de froid

Il ne possède pas encore la tranquille assurance des grands. Petit nouveau dans l'équipe de France, l'enfant de Colmar n'est pas un descendant. « C'est pourtant en pratiquant cette discipline que j'ai pu me glisser parmi les espoirs, il y a trois ans, reconnaît l'Alsacien, mais depuis je me suis spécialisé en slalom ». Premier d'une Coupe d'Europe, onzième de l'épreuve de Coupe du monde de Madonna-di-Campiglio en décembre dernier, Didier Schmidt possède la technique pour fouetter les piquets. La preuve il l'a fournie, lundi 30 janvier, en se classant dixième des deux épreuves de slalom comptant pour le combiné.

Mais là, sur cette zone de départ, au milieu des athlètes que sont l'Ita-

lien Michael Mair ou l'Allemand Markus Wasmeier, l'angoisse le rend fébrile.

Alors que Paul Accola s'élance, Didier se prépare. Il serre la fixation de ses chaussures et... casse son crochet droit. Agitation, intervention d'un technicien qui broche une réparation, alors que les entraîneurs s'énervent. Finalement le jeune garçon peut occuper à temps sa place dans la cabine de départ.

A ce moment il doit fixer ses lunettes sur son casque. Nouveau drame. Un bruit sec, et alors que le jeune garçon commence à glisser sur la piste la moitié du verre de son casque tombe à terre. « La vitesse m'a rapidement aveuglé et je me suis mis à pleurer », explique l'infortuné concurrent. Malgré sa visibilité réduite, il réussit quand même à

dévaler la piste mais doit se contenter du vingt-troisième temps.

Grâce aux points acquis en slalom, Didier Schmidt occupe quand même la onzième place du combiné. Mais ce résultat ne satisfait pas l'Alsacien, qui essuie de nouvelles larmes de désespoir. « C'est trop rageant toutes ces catastrophes », murmure le jeune garçon. Les anciens qui l'entourent le consolent en lui prédisant qu'à l'avenir il ne fera plus « de telles bêtises ». Didier rêve d'être champion olympique. A Vail, il a constaté que le chemin n'est pas aisé et que, comme le souligne Florence Steurer, deuxième du combiné de Val-Gardena en 1972, « chaque détail compte ».

SERGE BOLLOCH.

TENNIS : Coupe Davis

La France en vue de l'Amérique

L'équipe de France de tennis a fait un grand pas vers la qualification pour le deuxième tour de la Coupe Davis en remportant les deux premiers simples contre les Israéliens, vendredi 3 février, à Tel-Aviv.

A court de compétition, Yannick Noah a peiné lors des deux premières manches contre Gilad Bloom (213 au classement ATP) avant de s'imposer en quatre sets (7-6, 4-6, 6-3, 6-3). Imprécis en fond de court et souvent passé lors de ses montées au filet, Henri Leconte a connu encore plus de difficultés dans ses deux premières manches contre Amos Mansdorf. Plus agressif et

anticipant mieux les passing-shots de son adversaire, il a ensuite réussi à s'imposer en cinq sets (3-6, 4-6, 6-2, 6-4, 6-4) après un final d'une rare intensité.

En cas de qualification pour le deuxième tour, les Français rencontreraient probablement les Américains, qui mènent également 2-0 contre le Paraguay, après les deux premiers simples. Michael Chang et André Agassi se sont imposés respectivement contre Victor Pecci (6-7, 6-3, 6-4, 6-2) et Hugo Chapcu (6-2, 6-1, 6-1) vendredi 3 février, à Fort-Meyers (Floride).

L'enquête sur les huissiers de Lyon

Un commissaire de police entendu par le juge d'instruction

M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, chargé de l'enquête sur les activités de trois huissiers, MM. Alain Carret, Hervé et Jean-François Petitjean, inculpés de vol, destruction d'indices et faux en écritures publiques, et écroués le 28 janvier (le Monde du 31 janvier), a entendu, jeudi 2 février, M. Roland Prat, commissaire principal de police du premier arrondissement de Lyon. L'information a été donnée par M. Georges Bastelica, préfet, délégué pour la police.

LYON
de notre bureau régional

Tout en livrant cet épisode, attendu dans le cadre de l'information judiciaire, M. Bastelica s'est efforcé de prendre la défense de son subordonné. « M. Prat a toute ma confiance. Il a agi conformément à l'article 587 de l'ancien code civil aussi bien pour la saisie-gagerie effectuée le 10 juin 1986 que pour la saisie exécutoire réalisée le 21 août suivant. Dans ces deux cas, il attestait, par sa présence, de la régularité des actes civils auxquels les huissiers procédaient. Mais il n'était pas là pour perquisitionner », M. Bastelica a affirmé qu'un seul commissaire — M. Prat en l'occurrence — avait signé les deux procès-verbaux correspondant à ces phases de la procédure, mais que, en revanche, le fonctionnaire n'avait pas assisté, fin août 1986, à la « reprise » de l'appartement de la rue Pierre-Robin. C'est au cours de cette opération que de nombreux documents appartenant à la branche lyonnaise d'Action directe, une machine à écrire et un récepteur radio sophistiqué — ainsi que, selon des informations niées par les inculpés, des armes et une somme d'argent — auraient été emportés par les huissiers, aidés par un serrurier M. Georges Beaudet, lui aussi

inculpé et écroué, pour être détruits ou dispersés.

Apportant le démenti le plus formel à des informations publiées par différents organes de presse, le préfet de police a répété à plusieurs reprises qu'« aucun commissaire, aucun fonctionnaire, aucun témoin » n'avait été entendu. « Jusqu'à ce jour et à cette heure », par l'inspection générale de la police nationale (IGPN). Mais il n'a pas exclu l'hypothèse de recourir aux services de cette police des polices dans les prochains jours. Quels éléments nouveaux pourraient donc inciter brusquement le « peut-être demain » — ce haut fonctionnaire de la police à changer d'attitude ? M. Bastelica a fourni lui-même la réponse en désignant un récepteur radio à balayage par scanner. Cet appareil, a-t-il expliqué avec embarras, a été remis il y a plusieurs mois », et en tout état de cause à une date postérieure au « nettoyage » de l'appartement des terroristes, à des fonctionnaires de la

sûreté urbaine de Lyon. Par qui ? Par l'employeur du serrurier aujourd'hui inculpé ? M. Bastelica a justifié ce « prêt » ou ce « don » fait par un tiers connu des policiers, en expliquant, en substance, qu'il y avait des zones d'ombre dans le plan de modernisation de la police et que « certains engins très utiles, comme un scanner, exclus de l'enveloppe budgétaire » pouvaient ainsi rejoindre la dotation du service. Cet appareil, « très usagé » selon M. Bastelica, a été accepté « en toute bonne foi » par les policiers. « En l'état actuel de l'enquête, a insisté le préfet de police, l'origine frauduleuse de cet appareil n'est pas, aujourd'hui, prouvée. S'il en était autrement (...) j'agissais alors en fonction... ». A la question : « Le récepteur radio en question peut-il provenir de l'appartement des terroristes ? », M. Bastelica a opposé le secret de l'instruction en cours. « A ce stade de l'enquête, j'affirme que cet appareil n'est pas mêlé à l'affaire », a-t-il dit et redit.

BERNARD ELIE.

Après vingt-huit mois d'occupation à Villeurbanne

La police a expulsé le piquet de grève de la société Gendron

LYON
de notre bureau régional

A la demande du préfet de police de Lyon, M. Georges Bastelica, les forces de l'ordre ont expulsé dans la nuit, jeudi 2 février, à 6 heures du matin, les trois militants CGT qui tentaient encore leur tour de rôle dans l'occupation symbolique des locaux de l'entreprise de machines-outils Gendron, de Villeurbanne (Rhône).

L'occupation se poursuivait sans discontinuer depuis le 30 septembre 1986, après que l'entreprise ait été placée en règlement judiciaire. Gendron comptait alors deux cent-vingt sept salariés. La société de construc-

tion de rectifieuses de pièces cylindriques destinées aux industries de l'automobile et de l'armement avait été renflouée par l'Etat en 1984, au titre du « plan machine-outil » ; elle a cessé ses paiements deux ans plus tard, faute du versement d'une tranche d'un prêt bonifié.

Nul ne put établir quel gouvernement — celui de M. Fabius, ou celui de M. Chirac — a résolu de « fermer le robinet » des aides. Toujours est-il que ces aides n'ont jamais repri. Alors ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir avait affirmé : « Gendron ne sera pas Mamfrance ». Au moins deux projets de reprise ont tourné court dans les mois suivant le dépôt de bilan.

Le syndico-liquidateur, M. Ignace Gatt, résolut enfin de disperser les actifs de l'entreprise, afin de désintéresser les créanciers. Les terrains et locaux sont allés au promoteur Giorgi S.A., qui prévoit de créer, avec l'appui de la municipalité socialiste, un parc d'activités pour une quinzaine d'entreprises, offrant trois cents emplois.

Ces derniers mois, la CGT avait tenté de proposer une reprise d'activités de maintenance de machines-outils sur le site, sans pouvoir réunir un « tour de table ». Elle avait combattu, y compris devant le tribunal de commerce de Lyon, un projet concurrent, déposé par la société RDC, dirigée par l'un des anciens responsables techniques de Gendron. Ce dernier s'est refusé à reprendre les seize salariés encore présents dans l'entreprise.

C'est l'échec récent de la négociation menée sur ce point avec la CGT du Rhône qui a été suivi de l'intervention de la police. Une ordonnance de référé avait été rendue dès le 11 septembre 1987, mettant en demeure les syndicalistes de quitter les lieux. Si elle ne pouvait donc être considérée comme inattendue, l'expulsion n'a vraisemblablement pu être décidée sans consultation du gouvernement et information au maire (PS) de la ville, M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, qui avait beaucoup agi, en 1984, pour réunir un actionnariat.

Depuis l'arrêt de l'activité de Gendron, M. Hernu a souvent été incriminé par le PCF villeurbannais d'avoir marchandé son soutien aux grévistes. L'expulsion de leur « dernier carré » ne semble cependant pas susceptible de compromettre l'accord PCF-PS conclu à Villeurbanne, quelques jours auparavant, en vue des élections municipales. La fédération du Rhône du Parti communiste français a estimé malgré tout que « le gouvernement actuel de Rocard et son ministre du travail, un homme de droite, portent la responsabilité de cette atteinte aux droits de l'homme ». Le secrétaire général de l'Union départementale CGT du Rhône, M. Bernard Vivier, a considéré l'expulsion des grévistes comme « une provocation ».

GERARD BUETAS.

A B C D E F G

Après le passage du cyclone Siringa

La Réunion est déclarée zone sinistrée

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, a annoncé, vendredi 3 février à Saint-Denis, que la Réunion sera déclarée zone sinistrée à la suite du passage du cyclone Siringa. Selon les premières estimations de la préfecture, le cyclone a provoqué pour 1 milliard de francs de dégâts. Le ministre a annoncé une série de mesures pour aider les personnes, les entreprises et les communes les plus touchées par le cyclone.

Devant les élus, M. Le Penec s'est déclaré prêt à « bousculer les procédures administratives » pour faire avancer auprès des ministères concernés le dossier de l'après-cyclone à la Réunion. M. Le Penec souhaite notamment que la loi du 13 juillet 1982 relative aux catastrophes naturelles, applicable en métropole uniquement, soit étendue rapidement à l'outre-mer. Sur place, la situation redevient peu à peu normale. Cependant, pour éviter tout risque d'épidémies, le préfet a interdit, vendredi, les baignades dans tous les points d'eau et les rivières de l'île.

A. D.

Trafic de drogue

Un avocat et un animateur de radio écroués

M. Jean-Augustin Terrin, trente-huit ans, avocat à la cour d'appel de Paris, et M. Bernard Schna, quarante-deux ans, animateur à la station de radio Europe 2, ont été écroués vendredi 3 février par M. Catherine Corvol, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, après avoir été inculpés d'infraction à la législation sur les stupéfiants.

Ancien secrétaire de la conférence du stage, inscrit au barreau de Paris depuis 1981, M. Terrin, qui est président de l'association SOS bavures policières, est soupçonné d'avoir cédé à M. Schna 9 grammes d'héroïne pour une valeur de 18 000 francs. Lors du débat contradictoire organisé avant toute mise en détention provisoire, M. Terrin était assisté par M. Germain-Latour et M. Schna par M. Maxime Delhomme.

● BIRMANIE : un avion s'écrase, vingt-neuf morts. — Un Fokker F-27 des Burma Airways s'est écrasé, vendredi 3 février, immédiatement après avoir décollé de l'aéroport de Rangoun, faisant vingt-neuf morts, dont trois personnes qui se trouvaient au sol. Il s'agit du quatrième accident d'un Fokker des Burma Airways en vingt mois. Ces accidents ont fait cent vingt-deux morts. — (AFP, Reuters).

● ÉCHECS : les quarts de finale du championnat du monde. — Après huit parties réglementaires et deux de prolongation, Spassky et Yousoufov sont toujours à égalité. Ils commencent, samedi 4 février, la série de « parties-suicide », (le premier qui gagne est qualifié) avec une heure de temps par joueur, puis, si la partie est nulle, trente minutes, puis quinze, jusqu'à ce qu'il y ait un gagnant. Dans les deux autres matches en cours, Karpov mène 2,5-0,5 contre Hjerfason après trois parties, et Portisch, face à Timman, a non seulement annulé la partie épuisée où il était donné perdant mais a remporté la troisième partie menant 2 à 1.

(Publicité)

CHAUVE MERCREDI
DANS LE DATÉ JEUDI

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
du Monde

C'est + de choix d'offres
en vente et en location

C'est une exclusivité
du Monde :

« La Sélection des Institutions »

Le numéro du « Monde »
daté 4 février 1989
a été tiré à 515 299 exemplaires